

	<b>16<sup>e</sup> séance</b>	<b>Présidence</b> <b>M. Jean Spautz, Président</b>
	Mercredi 12 décembre 2001	

**Ordre du jour**

Projet de loi 4848 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002  
(Discussion générale - Suite)

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

**M. le Président.**- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Den Här Jeannot Krecké freet d'Wuert.

### Projet de loi 4848 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 (Suite)

**M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här President, ech wollt just den Dépôt vun enger Motioun maachen, déi op déi Problemer opmierksam mécht, vun deenen ech gëschter geschwat hunn.

**Motion 1**

La Chambre des Députés

1) en matière de réformes:

- persuadée que seul un système d'éducation performant peut constituer la base du bien-être de la société luxembourgeoise à l'avenir et constatant que des réformes profondes et indispensables annoncées sous le slogan de la « Bildungsoffensiv », telle que par exemple la réforme de la loi scolaire de 1912, n'ont pas été réalisées;

- constatant, malgré les multiples déclarations faites, l'incapacité du Gouvernement de proposer des réformes dans le domaine de la justice notamment en matière de procédure de divorce pour faute, de procédures alternatives de règlement des conflits, de droits des victimes d'infractions pénales, de référendum, de service de renseignement;

- constatant que le Gouvernement tarde à engager enfin les réformes nécessaires pour la modernisation du droit du travail, notamment en ce qui concerne les nouveaux défis du dialogue social, la réforme des lois sur la cogestion et les délégations du personnel, ainsi que l'absence des réformes promises depuis longtemps concernant le statut des fonctionnaires et concernant la réforme des traitements dans la fonction publique;

2) en matière de visions politiques:

- convaincue que le Gouvernement, en méconnaissant le rôle impératif d'une politique d'aménagement du

territoire cohérente telle qu'établie dans le programme directeur et prenant en compte les exigences du développement durable dans toutes les questions de planification économique, écologique, sociale et culturelle, risque de compromettre gravement l'avenir du pays;

- considérant qu'un plan national d'aménagement du territoire respectueux de l'environnement, favorable à l'épanouissement économique et répondant au droit au logement de ses habitants fait défaut;

- regrettant l'incohérence organisationnelle et l'application confuse de la politique d'environnement du Gouvernement;

- considérant que l'effort financier considérable engagé par le Gouvernement dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense dépasse les ressources humaines disponibles à la politique de défense luxembourgeoise;

- considérant que le Gouvernement a prévu deux dotations budgétaires de 500.000 €, sans pour autant avoir clarifié le rôle du corps civil en matière de gestion des crises et vu que ce concept dans la forme dans laquelle il a été retenu par l'accord de coalition est dépassé;

3) en matière de politique de redistribution:

- constatant la pénurie de logements à prix abordables, le manque de terrains à bâtir, les hausses considérables des prix au marché du logement et l'absence d'un concept général et cohérent de la majorité gouvernementale dans la politique du logement;

- constatant que la politique de redistribution sociale du Gouvernement se caractérise par un système inégalitaire et injuste, d'une part en ce qui concerne le forfait d'éducation projeté, qui crée des injustices entre les mères et qui ne respecte pas le principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes, et d'autre part en ce qui concerne l'insuffisance de mesures sociales accompagnatrices à la réforme fiscale tant au niveau du salaire social minimum qu'au niveau du revenu minimum garanti et dans une moindre mesure au niveau des allocations familiales;

## 4) en matière de politique de transport:

- considérant que la variante « 0+ » préconisée par le Ministère des Transports contribuera à un engorgement encore plus important du centre ville et du quartier de la gare par des autobus supplémentaires, et que le raccordement ferroviaire de Kirchberg via Findel et Senningerberg à lui tout seul ne réglera pas tous les problèmes de congestion du trafic dans le centre ville, ni ceux des encombrements quotidiens de toutes les routes qui mènent vers la capitale;

- considérant qu'en termes de politique des transports il est indispensable de mettre sur pieds un concept global qui privilégie les solutions efficaces pour le long terme, au lieu de suivre une politique du court terme basée sur le rafistolage constant par souci de rentabilité;

## 5) en matière de politique d'éducation:

- considérant que l'étude PISA effectuée dans 31 pays de l'OCDE a clairement montré que les écoliers luxembourgeois à la fin de leur scolarité obligatoire sont en général moins performants que leurs collègues européens et ceci à tous les niveaux de performances scolaires;

- regrettant que surtout les enfants allophones et/ou ressortissants d'un milieu socio-économique défavorisé montrent des faiblesses graves, ce qui prouve que les efforts d'intégration et d'égalité des chances ont échoué;

- déplorant que le plan sectoriel « lycées » déclaré imminent depuis plus de deux ans n'a pas encore été présenté et s'étonnant du fait qu'aucun projet de loi pour la construction d'un des six nouveaux lycées reconnus manquants n'a été déposé à la Chambre des Députés et ceci bien que trois sites aient déjà été définis;

- critiquant que les mesures proposées dans les motions déposées en novembre 2000 lors des cinq débats parlementaires relatifs à l'enseignement n'ont pas connu de suites significatives;

## 6) en matière de politique de société:

- constatant que la loi sur la lutte contre la toxicomanie telle qu'adoptée le 15 mars 2001 compte parmi les plus répressives en Europe et que lors du vote la majorité a raté la chance de doter le Luxembourg d'une politique réaliste et progressiste en matière de drogues voire d'une politique qui vise d'une part à combattre le trafic de drogues illicites et d'autre part à aider les consommateurs de drogues illicites tout en dépénalisant la consommation du cannabis et de ses dérivés;

- regrettant que le Gouvernement hésite à aborder concrètement les questions relatives au droit de mourir en dignité, malgré les promesses faites par le Premier Ministre lors de sa déclaration sur l'Etat de la Nation en mai 2001;

- constatant, malgré les maintes déclarations faites, l'incapacité du Gouvernement d'élaborer un projet de loi sur l'union libre;

## 7) en matière des missions étatiques:

- considérant que l'Etat, en tant que garant du service public, doit garder le contrôle et le pouvoir de décision en ce qui concerne l'exécution des missions souveraines de service public et qu'il confie néanmoins de plus en plus l'exécution de telles missions à des entités juridiquement distinctes de l'Etat (établissements publics, secteur conventionné, etc.) sans toutefois se doter du cadre réglementaire nécessaire;

- constatant que certains domaines sensibles (gestion et attribution des permis de conduire, exploitation de l'aéroport, etc.), correspondant à des services d'intérêt public, sont progressivement écartés des administrations publiques vers des sociétés commerciales de droit privé;

- constatant les problèmes liés au Centre pénitentiaire de Schrassig dont entre autres la surpopulation, l'insécurité et l'internement de mineurs et de ce fait l'incapacité du Gouvernement de garantir au pays un régime pénitentiaire digne d'un Etat de droit;

## 8) en matière de politique des finances:

- regrettant que la présentation insuffisante, opaque, trompeuse et incohérente de la situation financière de l'Etat ne permet pas une évaluation exacte des finances publiques;

- considérant que les plus-values budgétaires produites par les estimations erronées du Gouvernement rompent avec le principe d'annualité du budget d'Etat;

- considérant que l'évaluation gouvernementale de la situation des fonds d'investissement est incorrecte;

regrette

- qu'au terme de deux années et demie de mandat, la politique du Gouvernement CSV/DP soit toujours marquée par une incohérence et un manque manifeste de visions politiques;

invite le Gouvernement

- à engager enfin les réformes nécessaires dans l'intérêt de l'avenir du pays!

(s.) Jeannot Krecké, Jean Asselborn, Alex Bodry, Lydie Err, Ben Fayot.

**M. le Président.-** D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun där Motioun a reecht se un déi zoustänneg Kommissioun weider.

Mir fueren da viru mat der Debatt iwwert de Statshaushalt vum Joer 2002. Déi nei Riednerlëscht ass verdeelt ginn, esou dass jiddereen am Bild ass.

Als éischten ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

**Discussion générale (Suite)**

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Wiseler als Rapporteur huet e gudde Rapport gemaach. En huet e kriteschen an nodenklechen Ennertoun dra bruecht. Et ass an deem Sënn e gudde Rapport, well e sech ënnerscheet vu villen aneren, déi mer hei héieren hunn, well en eigentlech profitéiert huet vun der Fräiheet, déi d'Finanzkommissioun dem Rapporteur bei dësem wichtege Projet all Joers léisst, fir net onbedéngt alles am Numm vun der Kommissioun an de Rapport ze setzen, mä éischter fir a säi Rapport verschidde spezifesch an och kritesch Noten eranzebréngen, wat ee sech jo dann och erhofft an net nëmme Beweiräucherung ze maache vun der Majoritéit, respektiv vun der Regierung.

Et ass wichteg, datt de Budgetsrapporteur eng Zukunftsbelichtung mécht, well et ass jo esou, datt déi, déi haut d'Majoritéit stellen, duerchwegs kënnen iwwermuer d'Oppositoun duerstellen, respektiv déi, déi haut d'Oppositoun duerstellen, kënnen duerchwegs iwwermuer d'Majoritéit duerstellen. Dofir ass d'Budgetspolitik net nëmme ausgeriicht op dat Joer duerno, mä op d'Zukunft, op méi parlamentaresch Sessiounen, op eng Rei Joren an dofir ass et och wichteg, datt, wann een de Budget analyséiert, een en net nëmme kuckt op dat Joer, dat duerno kennt, mä doriwwer eraus, well jee nodeem wat eng Majoritéit vun haut décidéiert, ka se d'Gestaltungspolitik vun den zukünftege Majoritéiten zolidd hypothekéieren.

Et ass allerdéngs esou, datt de Rapporteur a sengen interessanten Analysen do ophält, wou et menger Meenung no wierklech eréischt ufänkt interessant ze ginn. Dorunner gesäit a spiert een natierlech och, datt hien zur Majoritéit gehéiert hei am Parlament an net zur Oppositoun.

Ech wëll versichen a menger Ried déi Punkten opze-gräifen an do wou ech der Meenung sinn, datt seng Analys richteg ass a seng Usätz gutt sinn an en awer, wéi gesot, opgehalen huet, well en eben zur Majoritéit gehéiert, wäert ech déi Elementer bäifügen, déi ee menger Meenung no muss bäifügen.

E fänkt u mat der Analys, datt mer de Moment an enger Situatioun sinn, wou d'Politik riskéiert regelrecht effacéiert ze ginn hannert den ekonomeschen Entscheidungsträger. E seet, de groussen Défi vun der Politik vun haut wier nees zréckzefannen zu engem effikasse politeschen Encadrement vun de Wirtschafts- a Finanzstrukturen. Et misst an Zukunft erëm esou sinn, datt d'Wirtschafts- a Finanzstrukturen esou ausgeriicht sinn, datt jiddereen an der Gesellschaft dovun profitéiert, datt se och am Dénsgcht vun der Allgemengheet verpflichtet ginn an datt et net nëmme esou ass, datt se ausgeriicht sinn op d'Privatinteresse vun eenzelne Gruppen oder eenzelne Leit.

Dat ass eng Feststellung, déi mir nëmme kënnen begreifen, d'autant plus, datt ee jo an der Tëschenzäit d'Konsequenze kann iwwerall an der Welt gesi vun deenen ultraliberale Wirtschaftstheorien, déi nach an den 90er Jore ganz à la mode waren a virun allem nom Zesummebroch vum reale sozialistesche Modell méi wéi an d'Moud komm sinn an ee quasi d'Impressioun hat, datt se en absoluten Triumph géinge feiern. Zumindest hunn all déi Wirtschaftstheoretiker an och all déi Politiker, déi hinnen nogelaf sinn, dat behaupt.

Haut muss een awer feststellen, datt grad déi Länner, déi am meeschten dorobber gesat hunn, am stäerksten amgang sinn ausenaner ze brieche. Et muss ee feststellen, datt grad an deene Länner de sozialen Zesummenhalt vun der Gesellschaft total a Fro gestallt ass. Et muss ee feststellen, datt mer ëmmer méi eng staark Ofleening kréie vun der globaliséierter Economie, vun deem sougenannten Turbokapitalismus, dee virun allem an den 90er Jore seng Héichkonjunktur gefeiert huet. An et muss ee feststellen, datt mer iwwerall an der Gesellschaft an iwwerall an der Welt Spannungen an Zerräissprouwen erliewen, déi natierlech duerch de Fait, datt d'Kommunikatiounsmëttel, déi mer haut zur Verfügung hunn, maachen, datt d'Welt zu engem globalen Duerf ginn ass, datt jiddereen zu all Moment alles kann novollzéien an alles ka verfolge wat iergendwou op der Welt geschitt an déi dote Saach an déi doten Haltung beschleunegen.

Den Zesummebroch vu sougenannte Modellstaten an Asien oder och esouguer Japan, Staten, déi nach viru Jore gefeiert gi sinn als Tigere vun der Zukunft, als absolut noahmenswäert ekonomesch Modeller, do stelle mer haut fest, datt se an deenen décksten Turbulenze sinn.

Japan fänkt elo gläich dat zweet Jorzéngt un, wou et sech an enger permanenter Kris befënnt. Dat heescht, alles dat, wat eis nach verkaaft ginn as an den 90er Joren als den Nec plus ultra vu gesellschaftlecher an ekonomescher Entwécklung, ass haut a Fro gestallt, a mir kommen zréck zu enger Haltung, déi do heescht, versichen eng nei Regulatioun ze kréie vun de Mäert, de Stat net méi op säi Minimum ze reduzéieren, wéi dat nach verlaangt ginn ass an den 90er Joren.

Haut ginn et eng ganz Rei Politiker an der Welt, déi nach bis virun een, zwee Joer déi Thees vertratt hunn, déi jätzen no méi Stat, déi hätte gären esou séier wéi méiglech en Zréckfannen zu engem méi staarken an effikasse Stat.

Et ass och net erstaunlech, datt grad dëst Joer dräi „Neo-Keynesianer“ de Wirtschaftsnobelpreis kritt hunn. Fir eis ass dat just den Ausdrock dovunner, datt effektiv den Neoliberalismus definitiv ofgedankt huet an iwwerall op der Welt en Zréckfannen ze bemierken ass an eng Richtung, déi mir eigentlech méi positiv aschätzen, wéi dat wat eis virgegaukelt ginn ass an den 90er Joren.

Et ass och esou, datt d'Renaissance vum Stat als wichtige Régulateur vun der Economie an der Gesellschaft scho Realitéit war virun deem sougenannte fatalen 11. September. Et ass esou, datt de Retour zu engem méi staarken a méi effikasse Stat scho vun enger ganzer Rei Leit verlaangt ginn ass virum 11. September. Dat wat den 11. September geschitt ass huet eigentlech just dozou bäigedroen, datt dat nach beschleunegt ginn ass, dat heescht, datt et definitiv gemaach ginn ass.

Et muss een emol eng Kéier kucke wat den Här Bush, wéi en an de Walkampf gezunn ass géint den Al Gore, alles versprach huet déi Zäit. Dat waren nach alles Fuerderungen an Theesen aus den 90er Joren. En huet versprach, datt d'Steiere géinge massiv erofgesat ginn, de Stat géing nach méi massiv zrëckgeschrauft ginn, de Sozialsystem, dee jo anscheinend an Amerika nëmme géing dozou bäidroen, datt eng Minoritéit, déi net wëllt schaffen, géing vun enger Majoritéit, déi vill wëllt schaffen, profitéieren. Alles dat si Saachen, déi vertratt si ginn an deem Walkampf. Haut héiert een net méi ganz vill dovunner. Haut stellt ee fest, datt och den Här Bush zrëckkënnst vun deenen doten Theesen, och wann e sech heiansdo nach schwéier doet, mä zumindest si ganz staark Usätz an déi Richtung feststellen an dat ass gutt esou.

Mir mengen awer als Gréng, datt haaptsächlech d'Europäesch Unioun eng immens wichteg Roll muss spillen an deenen nächste Joren, fir datt déi Union économique et monétaire, déi mer de Moment hunn, iwwert dat erausgeet an datt d'EU Intérêt drun huet eng Virreiderroll ze spillen, fir opzeweisen, datt d'Europäesch Unioun eng Gemeinschaft ass, wou eng staark öffentlech Hand dofir suergt, datt Economie an Aklank steet mat sozialer an ekologescher Kohesioun.

A Lëtzebuerg, Här President, muss dofir eiser Meenung no bei dëser Rollenopdeelung, déi d'EU misst kréien, eng wichteg Roll, fir net ze soen eng Haaptroll spillen, fir dëse Projet weider ze bréngen. Bei aller Bescheidenheet natierlech, datt mer e klengt Land sinn, dierfe mer net verkennen, datt grad mir als klengt Land, dat ekonomesch manner Schwierigkeeten huet wéi vill Länner ronderëm eis an der Europäescher Unioun wat d'Iddie liwweren ubelaangt, an där doter Hinsicht kënnst eng wichteg Roll spillen, well mer vill méi fräi kënnen iwwer Saachen diskutéieren wéi aner Länner ronderëm eis.

Ech hu gesot, de Rapporteur hätt eng gutt Analys gemaach, en hätt gutt Usätz gemaach, mä e géing bei verschiddene Saachen eigentlech stoe bleiwen, wou ee menger Meenung no misst méi an d'Déift nodenken.

Ee Punkt dovunner ass deen, wou en eng Beschreiwung mécht vun de Wuesstumsperspektive vu Lëtzebuerg fir d'Zukunft. Lëtzebuerg hat 1999 e Wuesstum vum PIB vu 7,6%, 2000 ee vun 8,5%, 2001 wäerte mer ëm 5,5% leien a fir 2002 wäerte mer ëm 4% leien.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Den Här Rippinger seet eppes anesches.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Ech kann hei net fir dem Här Rippinger seng Zuele biergen, Här Krecké. Dat hei sinn déi Zuelen, déi der Realitéit entsprechen.

De Rapporteur huet hei festgestallt a senger Ried, wéi en déi Zuelen opgezielt huet, datt ee sech misst d'Fro stellen, ob zu Lëtzebuerg d'Beem géingen an den Himmel wuessen an déi Fro war sécherlech zu Recht gestallt. Ech mengen, datt een do nach e bësse méi verdéift hätt misse kucken, wat iwwerhaapt déi Zuele bedeuten, wann een eng ekonomesch Analys mécht. Mir als Gréng si jiddefalls der Meenung, datt 4% Wuesstum, déi fir d'nächst Joer pronostiquéiert ginn, eigentlech en excellent Wuesstum ass, an dat net nëmmen am Verglach mat aneren EU-Länner, déi jo fir d'Joer 2001 tëschent 1 an 2,5% pronostiquéieren. D'Bundesrepublik Däitschland geet de Moment esouguer an d'Richtung fir ze soen, datt se wahrscheinlech wäert ënner engem Prozent leien.

Mä och generell am Verglach ass 4% Wuesstum vum PIB excellent. An et muss een, fir dat ze ënnersträichen, vläicht emol e bëssen zrëck an d'Geschicht kucken. Ech hu mer déi Méi gemaach, fir emol nozekucken, wéi dann zum Beispill d'Moyenne war vum Wuesstum vum PIB tëschent 1973 an 2000 an den OECD-Länner. Da stelle mer fest, datt an engem Zäitraum vun 1973 bis 2000 mer an den OECD-Länner eng Moyenne vum Wuesstum vum PIB hate vun 2,7%, woubäi an deem Zäitraum zum Beispill e groust Nopeschland vun eis, Frankräich, 1988 en Héichpunkt kannt huet vu 4,5% Wuesstum vum PIB an 1993 en Déifpunkt mat engem Minuswuesstum vun 1,3%.

Wat wëll ech domadder soen? Ech wëll domadder soen, datt eng Croissance économique vu 4% an den Ae vun allem hallefswegs seriösen Ekonomist eng héich Croissance ass an net eng schlecht Croissance, wéi mer dat an der Tëschenzäit hei gesinn. Mir ginn aus vun de Joren 1999 an 2000, wat eigentlech iwwerdrifwe Boomjore waren, wou mer tëschent 7 an 8% louchen an dofir sinn ech schockéiert, wann ech verschidde Riedner héieren, wa mir haut „nëmme méi“ bei 4% leien.

4 bis 6% Wuesstum vum PIB, wat mer aus verschiddene Grënn fir eist Land als eng Nécessitéit ugesinn, ass eigentlech näischt anesches wat mir ustriewen, fir an deenen nächste fënnef bis zéng Joer a Glécksjoren ze liewen. Mir als Gréng sinn do skeptesch a mir warne virun, datt dat muss ëmmer esou sinn. Ech kommen herno nach op déi Saach zrëck.

Et ass esou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer hei zu Lëtzebuerg eng Period vun eent bis dräi Joer hätten, déi „nëmmen“ e Wuesstum hätt vun 2 bis 3%, wat nach ëmmer keen allze schlechte Wuesstum wär, da



kënnte mer schonn zolidd Problemer kréien an eisem Statsbudget. Wann eise Wuesstum eng Kéier ënner 2% géing geroden, da géinge mer riskéiere mat deem Finanzvolumen, dee mer mussen opbrénge fir eis öffentlech Investitiounsvirhaben, an eng zolidd Finanzkris eranzegeroden. Da misste mer schonn eng Rei Mesuren huelen, déi wahrscheinlech ganz vill Leit an dësem Land net méi géingen erfreeën.

Dat ass besonnesch wichteg dëst Joer an Erënnerung ze ruffen, an dat aus e puer Grënn.

Éischtens weinst deene vun der Regierung geplangte Steuerreduktiounen. Ech huelen haut nëmmen am Detail dozou Stellung, well mer d'nächst Woch jo nach genuch Geleeënheet kréien, fir doriwwer ze schwätzen.

Zweetens awer och wéinst der wirtschaftlecher Eegendynamik, déi eist Land entwéckelt huet an déi de Rapporteur - eiser Meenung no - och korrekt beschreift; wou e wéi gesot just eng Rei Elementer vergësst a vläicht och souguer ënnerschätzt. Ech kommen herno nach dorop zrëck.

An drëttens, well Lëtzebuerg sech, duerch säin extreme Wachstumsdrang, enger Logik verschreift, wou et dach sécherlech ëmmer méi schwéier wäert ginn an Zukunft eng nohalteg Politik ze maachen, déi och fir déi Zukunftsgeneratiounen eng geséichert Entwécklung ka garantéieren.

De Rapporteur mécht an dësem Zesummenhang, wéi gesot, deelweis déi richteg Analys; mir mengen awer, dass d'CSV an d'DP Majoritéit an hirem konkreten Handeln net den Uschäin vermëttelt, wéi wa se dëser kitescher Analys géif Rechnung droen.

Dës Analys, dës Risikofacturen opzielen, gëtt awer besonnesch wichteg, wann ech herno op d'Kapitel vun den Investissements publics ze schwätze kommen. An et ass och net ëmsoss, datt de Rapporteur dëse Beräich vun den Investissements publics - dat heescht, fir déi méi genau ze analyséieren - grad dëst Joer zum Schwéierpunkt vu sengem Rapport gemaach huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg kuckt, da stellt ee fest, dass mer 2001 erëm eng Kéier 11.327 nei Aarbechtsplazen hei am Land geschafen hunn, fir Enn des Joers op e Gesamtemploi ze komme vu ronn 270.000 Leit.

Vun deenen 11.327 neien Aarbechtsplaze si 64% vu Frontalière besat ginn. Dës Tendenz wäert logescherweis weidergoen, vu dass mer jo an deenen nächste Joren ee Wuesstum ustriewen, deen iwwer 4%, respektiv tësche 4 a 6% leit, wéi dat och vum Rapporteur beschriwwé gëtt.

D'Konsequenzen dovun wäerte sinn, datt d'Pendlerbewegungen a Richtung Lëtzebuerg, a Richtung Zentrum, an ëmmer méi och a Richtung vun anere Géigende vum Land, massiv wäerten zouhuelen; datt mer weiderhi wäerte massiv Stroosse bauen, sou wéi ech dës Majoritéit kennen. Datt mer zwar och weiderhi wäerten an Zukunft

méi an den öffentlechen Transport investéieren - ech kommen herno dann dorop ze schwätzen -, mat der Konsequenz - an dat ass dat wesentlech an deem heite Moment -, datt mer dann och an deenen nächste fënnef bis zéng Joer, eleng duerch déi dote Konsequenz, an dem Beräich Verkéierspolitik, héich öffentlech Investitiounskäschte wäerten hunn.

Dernierwent hu mer nach en anere Volet - deen sech zwar méi laangfristeg auswierkt -, an zwar de Fait, dass mer duerch déi vill Frontalieren, déi mer haut schonn zu Lëtzebuerg hunn, an déi och sécherlech nach weider wäerten uuessen, e laangfristegen Export vu Kafkraaft maachen, deen iwwert eise System vun der Sécurité sociale finanzéiert gëtt. Op déi dote Problematik ass an anere Kontexter scho genuch drop higewise ginn, wat dat laangfristeg bedeiite kann, ech wëll duerfir net méi am Detail dorop zrëckkommen, mä et soll een dat awer och hei net vergiessen, wann een doriwwer diskutéiert.

Dat gesamt weider Uwuesse vun eisem Aarbechtsmarché wäert awer net méi eleng an Zukunft duerch Frontalieren ze garantéiere sinn, well et ass esou, dass mer an der Zwëschenzäit bal bei 100.000 Frontalière sinn, déi schonn zu Lëtzebuerg schaffen, an eng Rei Phenomeenen droen dozou bäi, datt déi Reservoirer u Frontalieren an der Zwëschenzäit ëmmer méi erschöpft sinn.

Dat huet domat ze dinn, well zum Beispill och a Frankräich, an an der Belsch, de Chômage an der leschter Zäit ufänkt erof ze goen an och weider d'Tendenz huet éischter nach erof ze goen. Et huet awer och domat ze dinn, datt déi Main-d'oeuvre, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen, déi mer aus der Region op Lëtzebuerg ofzéien, an der Grenzregion och ufänkt erschöpft ze ginn, an datt mer ëmmer méi wäit ewech vu Lëtzebuerg musse siche goen. An dat heescht, datt mer schonn net méi nëmmen a Grenzregione rekrutéiere ginn, fir déi Main-d'oeuvre nach ze fannen déi mer brauchen, fir dat enormt Uklamme vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ofzesécheren.

Elo geet et also an d'Richtung, an et muss ee soen, dat ass och net aneschtens méiglech wa mer esou zu Lëtzebuerg weider wëlle wuessen - wéi mer dat jo anscheinend wëllen - a weider Aarbechtsplaze wëlle schafen, fir iwwer eng nei Immigratiounswell ze diskutéieren; dat heescht, fir ze kucke vu wou mer vu méi wäit Leit op Lëtzebuerg kënnen hierhuelen. An dat jo och net fir näischt, an duerfir hu mer eng Spezialkommissioun am Parlament agesat, déi sech, mat alle Konsequenze vun deem Phenomeen, schonn zënter Méint ënnerhält.

Dat heescht also am Kloertext, dass d'Konsequenz wäert sinn - dat muss ee sech bewosst sinn -, nei Schoul- a Gesondheitsinfrastrukturen, Logementsinfrastrukturen, Transport- a soss Infrastrukturen, mat enorm héijen Investitiounskäschten, an dat wäit iwwer fënnef bis zéng Joer eraus.

Mir stellen also fest, datt deen héije Wuesstum - dee mer zu Lëtzebuerg all Joers generéieren - ëmmer nei an ëmmer méi héich Investitiounskäschte mat sech zitt. Et ass wierklech en Däiwelskrees an deem mer an der Zwëschenzäit dra sinn, an déi ganz Entwécklung, déi ganz indirekt Käschten, déi do nach mat gezu sinn, déi sinn hei emol nach net mat agezielt, an ech wëll déi awer och erläuteren. Et ass sécherlech schwéier déi ze chiffrieren, well mer et - leider, eiser Meenung no - hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net fäerdeg bruecht hunn, zum Beispill Ëmwelt- a Sozialindikatoren ze schafen, déi da géifen dozou bäidroen, datt mer mol méi e realistesch Bild vun eisem PIB a vum Wuesstum vun eisem PIB krien.

Mä et muss een awer soen, datt et am Ëmwelt- an am Sozialberäich eng ganz Rei indirekt Käshtepunkte gëtt, déi ee sécherlech och misst dobäi rechnen, wann een iwwert deen do Phenomeen diskutéiert, an et ass och esou, dass déi do Käschte sécherlech méi grouss sinn, wéi verschidde Leit dat vläicht heibanne mengen.

Et gëtt awer an der Zwëschenzäit och eng Rei Risikofacturen, déi mat deem Wuesstumsmodell verbonne sinn, an déi virun allem dee Modell selwer irgendwann eng Kéier zolidd an d'Schleidere bréngen. Et ass esou, dat ass nun eben emol eng batter Tatsaach, eng Realitéit, datt mer irgendwann eng Kéier an deem Land un d'Grenze vun der Entwécklung stoussen. Mir hunn eng geographesch Situatioun, déi ass nun eben emol sou wéi se ass, an eegent sech eigentlech net gutt, fir dass mer onendlech kënnen egal wéi wuessen; ausser mir striewen eng Kéier eppes un, wat mol schonn an deenen 90er Joren an der Diskussioun war an och souguer vun eenzelne Politiker - wann ech mech gutt erënneren - heiansdo als eng ustriewenswäert Saach ugesi ginn ass, fir eis als Gréng awer ëmmer eng Horrorvisioun, datt mer Lëtzebuerg wëllen zu enger Aart EU-Hongkong ausbauen.

Wann dat awer net erwünscht ass, da musse mer einfach realistesch gesinn, datt mer iergendwann eng Kéier un d'Grenze vun eiser Entwécklung stoussen. Mir wëssen awer, datt mer aus verschiddenaartege Grënn - déi ech herno nach wëll opzielen - gezwonge si weider ze wuessen. Mir maachen awer heiansdo, wéi wann et déi dote Grenzen an déi Risiken, déi domat verbonne sinn, net géife ginn. Et gëtt och, eiser Meenung no, e Risikofacteur vun der ekonomescher Rezessioun. An d'Risikofacturen, wa mer wierklech géifen an eng Rezessioun geroden, wat ech wierklech net hoffen, wärend dramatesch, well dat géif dozou féieren, datt mer ganz schnell - an ech kommen dono nach eng Kéier drop zrëck ze schwätzen - ganz grouss Problemer krien.

Et gëtt och de Risiko vum Zesummebroch vun eisen Transport- a Kommunikatiounsmëttelen, an dat ass besonnesch dramatesch, wann ech kucken, wat des CSV-DP-Regierung bei de Léisunge mengt unzebidden,

fir d'Problemer am Beräich Verkéier, fir deser Entwécklung, entgéint ze wierken, da gëtt et mer wierklech ellen, fir deen do Risikofacteur, an ech fäerten, datt deen eis an deenen nächste Jore wierklech kann zolidd Problemer schafen; zolidd de Lëtzebuerger Modell an d'Stocke bréngen.

D'CSV an d'DP denken an deem do Beräich nach ëmmer an ale Schemen, hale sech gréisstendeels op längst ausgetrëppelte Pied op a gesinn nach ëmmer net richteg an, dass se eigentlech eng ganz aner Dynamik missten erabréngen, fir an deem do Beräich Léisungen ze bréngen, déi eise Wirtschaftsstanduert fir d'Zukunft ofsécheren; ech kommen och nach eng Kéier drop zrëck ze schwätzen.

Ech wëll awer zwee Beispiller erläuteren, déi eigentlech ganz krass däitlech maachen, datt des Regierung net verstanen huet oder et vläicht nach ëmmer net wëllt am Detail verstoen, wou eigentlech d'Risiko leien. Zwee Beispiller an zwee Domänen, déi awer immens wichteg sinn eiser Meenung no, wann een dese Modell an deenen nächste Joren iergendwéi wëllt iwwert d'Ronne bréngen.

Dat éischt Beispill ass dat vun der Landesplanung. Wann ech kucke wat am Beräich Landesplanung am Moment geschitt, da stellen ech mer d'Fro, wéi et da mat der gesetzlecher Basis ass fir de Plan-directeur de l'Aménagement du Territoire. Ass et wierklech esou, dass dëst gutt Dokument, wat nach ënnert der leschter Regierung ausgeschafft ginn ass, an engem Tirang soll verstëbsen? Wéi ass et mat de bluttnoutwendige Plans régionaux hei am Land, déi och eng wichteg an zentral Roll ze spillen hunn an deem do Défi? Soll dat neit Landesplanungsgesetz, dat mer 1999 geschaf hunn, genau wéi dat vun 1974, lettre morte bleiwen?

Dat si wichteg Froen, op déi mer vun deser Regierung bis elo nach keng Äntwert kritt hunn, wou awer grad bei deem do Défi en zentrale Mentalitéitswiessel misst erbäigefouert ginn, fir déi Eegendynamik vun eiser ekonomescher Entwécklung kënnen an de Grëff ze kréien.

Wann ech de Beräich Landesplanung kucken, dann ass et jo de Moment esou, dass d'Basis um Terrain, d'Gemengen also, déi d'direkt Konsequenz vun deser Entwécklung am stäerksten ze spiere kréien an einfach eleng gelooss ginn, am Moment vun där Entwécklung förmlech iwwerrannt ginn, an duerch de Fait, dass déi Landesplanung, wéi mir mengen, datt se misst fonctionnéieren, net fonctionnéiert, wäert dat sech nach an deenen nächste Joren verschlëmmen.

Dat zweet Beispill ass dat vum Verkéier. Jiddfereen, Dir Dammen an Dir Hären, deen d'Aen an d'Oueren de Moment opmécht, dee kritt et iwwerall mat, well d'Verkéiersproblematik, déi gëtt hei am Land ëmmer méi onerträglech.

Wat proposéiert d'Regierung an deem Kontext? Si proposéiert eng Null-plus- oder eng Null-plus-plus-Léisung, jee nodeem wéi een et gesäit. Et muss ee soen, datt mir géint dat, eng Null-plus-Léisung, wat do proposéiert gëtt, näischt anzewennen hunn, mir sinn dofir, dass dat realiséiert gëtt, mä et ass näischt neies, et ass een Deelbestand vun deem, wat am Projet BTB an den 90er Joren virgesi war.

Et muss een och soen, dass d'Regierung elo an d'Richtung geet, fir zum Beispill bei den Industriebrooche mindestens de Versuch ze maachen, net méi déiselwecht Feeler ze maache wéi beispillsweis bei der Entwécklung vum Kierchbierg, an do vun Ufank u méi e groussen Accent op den öffentlechen Transport ze setzen.

Dass dat positiv ass, doriwwer hu mer näischt aussetzen, dass een dat muss maachen, ass eigentlech keng revolutionär Feststellung, a wat eis Vue ubelaangt, ass et eng normal Saach, datt een esou Iwwerleeunge muss maachen. An et muss een och soen, dass de Fait, datt an der Entwécklung vun deenen Iddien, déi eigentlech och net esou nei sinn, an an deene Jore virdrun nach belächelt gi sinn an net eescht geholl gi sinn, immens Retarden sinn.

Et muss een sech awer och d'Froe stellen: Wat geschitt dann doriwwer eraus? Well et ka jo net domat duergoen, dass d'Regierung just wëlles huet, fir den Attraktiounspool Zentrum, mat deene villen Aarbechtsplazen, déi haut hei am Zentrum sinn, mat der Finanzplaz, déi mer hei am Zentrum hunn, déi an Zukunft och wäert bestoe bleiwen, wat ee muss begrëssen, ze dezentraliséieren.

Mir sollen eis dach net der Illusioun higin, datt mer et eng Kéier an deenen nächsten zéng Joer fäerdeg bréngen, fir déi Dynamik, déi am Zentrum a ronderëm d'Stad Lëtzebuerg besteet, ze brieche. Et wäert och weiderhin esou sinn, datt sech, och hei am Zentrum, weider massiv Aarbechtsplaze wäerte konzentréieren, a jiddferen, deen d'Entwécklung vun den eenzelnen administrativen Zonen oder Industriezonen an der Stad, respektiv virun allem ronderëm d'Stad, kuckt, dee stellt dach fest, wat do alles exlodéiert an datt do effektiv deen Trend do weider geet.

Also musse mer och Léisungen, fir de Verkéier am Zentrum selwer, an a Richtung vum Zentrum, fannen. An do gëtt et de Moment keng Léisung vun dëser Regierung. Dës Regierung huet sech just domat gekennzéchent, datt se dat, wat ënnert där leschter Regierung ausgeschafft ginn ass, einfach oflehnt, a si huet et bis haut net fäerdeg bruecht eng aner Alternativ zu deem do Problem op den Dësch ze leeën.

Och fir de Beräich Grenziwwerschreitendeverkéier, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et keng Léisung vun dëser Regierung. Et soll dach kee mengen, datt et eleng duergeet, wa mer doppelstäckeg Eisebunnsween kafen an déi vun Thionville an d'Stad fuere loossen, fir de

Problem vun de Grenzgänger hei op Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien. Mir hunn haut scho bal 100.000 Frontalieren, déi hei an d'Land schaffe kommen, a mir kënnen dovun ausgoen, dass der wahrscheinlech an deenen nächste Joren tësche fënnef an 10.000 wäerte bäikommen.

Wéi wëlle mer dat da bewältege wa mer keng Strategie hunn? A mir hunn de Moment keng fir de grenziwwerschreitende Verkéier, mä eiser Meenung no gëtt et der awer eng ganz Rei.

An och do muss ech soen, dass zumindest d'Basisdokument vun der Luxtraffic vum Ufank der 90er Joren en Usaz geliwwert huet, op deem een hätt kënne weider schaffen, fir Léisungen ze fannen. An ech betounen, dat war Ufanks der 90er Joren, wou déi Etüd scho virloong, dat heescht, wann een déi Etüd deemools eescht geholl hätt, an et hätt een och déi Konklusiounen, déi deemools dra stoungen, eescht geholl, da wäere mer haut schonn e gutt Stéck weider an dann hätt mer net de Problem, datt mer an deenen nächste Jore béis géifen a Schwiereregkeete geroden.

Dee ganzen öffentleche Verkéiersberäich, deen huet en onwahrscheinlech héijen Investitiounsbedarf, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass net, fir ze soen, kuckt elo mol de Plan pluriannuel - wéi den Här Frieden mer dat desleschters an der Kommissioun gesot huet -, da misst Dir lech jo grad doriwwer erfreeën, well do gëtt genau am Fonds du rail immens opgestoppt. Ech soen lech, wat do geschitt, dat ass eigentlech Nohuelbedarf, fir dat wat iwwer Jorzéngte verpasst ginn ass.

Well wat ass dann nach an den 80er Jore gemaach ginn? An den 80er Joren, Dir Dammen an Dir Hären, sinn nach Strecken zougemaach ginn. Do hunn Eisebunnsstrecken sech an engem Zoustand erëmfonnt, deen eigentlech an d'lescht Jorhonnert gehéiert huet. Mir haten de ganze Schinneverkéier bis Ufank der 90er Joren an dësem Land ofgeschriwwen an duerfir ass dat, wat elo un héijen Investitiounskäschte virgesinn ass, fir den öffentleche Verkéier, net an d'Zukunft gericht, mä dat ass emol fir dat ze kompenséieren, wat mer an der Vergangenheet verpasst hunn ze maachen.

A wann een d'Schätzung kuckt, déi gemaach gi sinn, sougutt bei Luxtraffic wéi och an der Basleretüd, wéi mer déi hei virgestallt kritt hunn, da muss ee jo awer feststellen, datt déi Schätzung largement vun der Realitéit iwwertraff gi sinn an datt souguer de Scénario 3, dee bei Basler virgesi war, wou gemengt ginn ass, datt, wann dee Scénario géif antriede fir Lëtzebuerg, dann zum Beispill de Projet BTB, wéi e virgesi war vun der leschter Regierung, duerchwegs ekonomesch Sënn géif maachen, datt dee souguer längstens iwwertraff ass an der Realitéit.

Dofir, Här Rippinger: Dir hutt gëschter hei gemengt, et géif sou vill geschéien an Dir hutt och drop ugespillt, mir wëilten den Transportminister an e schlecht Liicht

réckelen, well mer einfach jalous wäeren iwwert déi vill Saachen, déi géife geschéien. Ech wëll lech hei just nach eng Kéier soen, dass bei all deene Virhaben, déi dës Regierung de Moment plangt an déi mir wäerten hei stëmmen, mir der Meenung sinn, dass dat mat engem Gesamtkonzept am Verkéier net ganz vill ze dinn huet,...

### (Interruption)

... mä datt et ënnert dem Stréch just Gepléischters ass an net zu enger Léisung vun deem Problem bäidréit. Datt mer eng Léisung grad an deem do Beräich brauchen, ass aus zwee Grënn extrem wichteg: éischters wéinst der Liewensqualitéit vun de Leit an dësem Land, an zweetens well mer riskéieren, kuerz bis méttelfristeg de Wirtschaftsstanduert a Gefor ze bréngen, wa mer d'Mobilitéit vun de Leit an dësem Land net méi kënne garantéieren.

### (Interruption)

Mir sinn och dofir der Meenung, datt d'Verkéiersproblematik, Dir Dammen an Dir Hären, nieft der Schoulproblematik, op déi ech haut net wëll agoen - mäi Kolleg Robert Garcia wëllt dat muer nach maachen; mir wëllen awer och déi PISA-Etüd am Detail kucken an da fundéiert dozou Stellung huelen iergendwann am Januar -, d'Thema Nummer 1 hei am Land ass. Et ass grad un deenen zwee Beräicher - Ausbildung a Verkéier -, wou mir der Iwwerzeegung sinn, dass dës Regierung 2004, wa se sech de Wieler stellt, wäert an och muss gemooss ginn.

Et ass op deem, wat se an deenen dote Beräicher gelescht huet, wat se do fäerdeg bruecht huet ze maachen, wou mir der Meenung sinn, dass 2004 och de Walkampf sech wäert ofspillen. Sou wéi et de Moment ausgesäit, gesäit et an deene Beräicher ganz schlecht aus fir Lëtzebuerg, well dës Regierung et einfach net ronn bréngt, de Courage opzebréngen, fir déi richteg Décisiounen ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een dem Rapporteur natierlech nëmmen zoustëmmen, wann hie seet, datt déi aktuell Finanzlag vum Lëtzebuurger Stat gutt, fir net ze soen, excellent ass. Et ginn awer iwwert dës Budget eraus eng Rei Décisiounen geholl oder festgeluegt, déi eis als Gréng Kappzerbrieche maachen a wou mer fäerten, datt an Zukunft à la limite déi finanziell Lag vum Stat net méi sou gutt kann ausgesinn. Eng Saach sinn déi sougenannte Steuerreduktiounen, déi dës Stat wëlles huet virzehuelen.

Ech ginn haut net am Detail dorop an - dat maachen ech déi nächst Woch -, ech wëll awer haut net verpassen, well dat net anescht geet, wa mer iwwert de Budget schwätzen, dräi Bemierkungen zu deene Steuerreduktiounen ze maachen. Eng éischt ass - an dat hunn ech och scho virdru gesot -, datt ee Wuesstum tëschent 5 an 8% méi wéi excellent ass, datt ee Wuesstum tëschent 4 a 5% ganz, ganz gutt ass. Dat heescht also,

mir befannen eis am Moment hei zu Lëtzebuerg an engem excellente Scénario. Et gëtt och, wann ee sech e bësschen an de Wirtschaftssäite vun den Tageszeitungen ëmkuckt, wéineg Unzeechen de Moment hei am Land, datt d'Lëtzebuurger Economie am Gesamten, virun allem och déi grouss Secteuren, an d'Stocke geroden.

Au contraire, déi eenzel wichteg ekonomesch Secteuren hei zu Lëtzebuerg sinn de Moment net an anger Kris, net an enger Situatioun vu konjunktureller Verlangsamung. Et muss een och soen, datt den Duerchschnittsbierger hei am Land en héicht Akommes huet, an och datt d'Steierlaascht hei am Land haut schonn eng vun deenen niddregsten an Europa ass.

Mir als Gréng sinn der Meenung, Här President - an dat ënnerscheet eis vläicht fundamental vum Rescht vun dësem Parlament, sou wéi et de Moment ausgesäit -, datt, wann d'Leit an der Moyenne iwwert en héije Revenu verfügen, wann déi eenzel ekonomesch Secteuren nach gutt dréien, een dann d'Steierbelaaschtung op engem gewëssenen Niveau sollt oprecht erhalen an net onbedéngt an dësen Ausmoossen d'Steiere reduzéieren. Wou mir mengen, datt wierklech de Besoin besteet, fir méi staark eppes ze maachen, dat ass bei deene Leit, deenen hir Kafkraaft haut net immens héich ass an déi och vun deene leschte Steuerreforme kaum profitéiert hunn, déi Leit, déi wierklech kleng Revenuen hunn, déi souwisou schonn zënter laangem keng Steiere méi bezuelen an och duerch dës Steuerreform keen ee Frang an hirem Portmonni méi wäerten hunn.

Mir maache jo mat dëser Reform eng Kafkraaftsteigerung, net vun deene mat klengem, souguer mol zum Deel net vun deene mat méttlerem Akommes, mä vun deene mat héijem Akommes.

D'Steieren, Dir Dammen an Dir Hären, si mir der fester Iwwerzeegung, reduzéiert een an deem Mooss, wéi dës Regierung et plangt, eréischt, wann et wierklech Unzeeche gëtt, datt d'Economie ufänkt méi lues ze dréien. Dat ass da souzesoen den Apel fir den Duuscht, deen een der Economie kann ubidden, fir kuerzfristeg iwwert d'Ronnen ze kommen. Mat dësen, eiser Meenung no, iwwerdréiwene an och zum Deel onsoziale Steuerreduktiounen, wou, wéi gesot, déi Leit, déi et wierklech brauchen an eiser Gesellschaft, näischt kréien, reduzéiert een de Spillraum vum Stat am Fiskalberäich fir d'Zukunft op Null. Dat heescht, war mer wierklech an deenen nächste Joren an eng ekonomesch méi schwierig Phas kommen, dann hu mer kaum nach Spillraum, fir mat de Steieren erof ze goen.

Meng zweet Remarque: Besonnesch deen héijen öffentlechen Investitiounsniveau, zu deem mer eis verschréiwene hunn, verlaangt eng laangfristeg héich Einnahmequell vum Stat. Och dowéinst kéint dës Steuerreduktiounsspiral zu engem Boomerang ginn. Scho bei enger lichter Konjunkturfaut, riskéiert de



Programme pluriannuel d'investissement, dee mer eis gesat hunn an deem ambitiéis ass, net méi an deem Mooss ze finanzéieren ze sinn. Da musse mer entweder ufänken, méi Statsschold ze maachen oder mir musse verschidde Leeschtunge kierze beim Stat. Wat fir eng Leeschtungen do wahrscheinlech gekierzt ginn, brauch ech kengem virzemolen.

Déi drëtt Remarque steet am europäesche Kontext. Mir hunn dës Woch erëm eng Kéier ee ganz schwierege Moment fir eist Land, wou jo zu Laeken diskutéiert gëtt iwwert dee sougenanntene Feira-Accord. Ech muss soen, Här President, ech weess net, ob et ganz gönschteg ass fir d'Verhandlungspositioun vun der Regierung, wann ee weess, wat fir eng schwéier Positioun se do ze vertrieede kritt, wann dann déi Länner, déi souwisou op Lëtzebuerg kucken, feststellen, dass zur gläicher Zäit Lëtzebuerg och nach higeet a bei der Betrëbssteuer oder bei de physische Persounen d'Steierspiral nach no ënnen dréit, dat heescht Steierdumping mécht an un der Spëtzt steet vum Steierdumping an der Tëschenzäit, wa mer dës Mesuren duerchzéien.

Ech mengen, dat kann taktesch duerchwegs e groussen Handicap gi fir d'Regierung. Oder menge mer tatsächlech, dass eis Nopeschlänner bis an all Éiwegkeet géifen einfach sou nokucken an eis Argumenter acceptéieren, wa mer sou Saachen wéi dat do maachen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn als Gréng der Meenung, dass dat, wat hei an deem Ausmooss geschitt, héich riskant ass an dass et effektiv esou ass, dass dat kann zu engem zolidde Boomerang ginn. Och mir hätten eppes gemaach - an dat wäert ech d'nächst Woch hei soen -, mä mir hätten eppes anescht gemaach, op alle Fall net an deem Ausmooss, mat der Géisskan, wéi dës Regierung dat mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Räichtum vun engem Land miesst sech net nëmmen un der Steigerung vum Bruttosozialprodukt, also net nëmmen um materielle Wuelstand vun enger Gesellschaft, mä och un der Fäegkeet - wéi den Här Wiseler geschriwwen huet -, de Facteur humain ze entwéckelen. Ech muss soen, et huet mech besonnesch gefreet, wéi hien hei de Programme pour le développement des Nations unies vun 1999 zitéiert huet, wou ënnert der Matabezéiung vun den Indicateurs de développement humain Lëtzebuerg nëmmen op Rang 17 an der Weltranglëscht figuréiert. Et huet eis als Gréng gefreet, dass de Rapporteur de Courage hat, fir de Mythos vum räichste Land vun der Welt ze entmystifizéieren.

Mä och dës Analys huet e wahrscheinlech gemaach am Kontext, fir d'Investitiounspolitik vum Stat genau ze analyséieren, fir déi zu engem wesentleche Punkt vu senge ganzen Ausféierungen ze maachen. Et ass sécherlech och en nützlechen Exercice gewiescht, fir d'öffentlech Investitiounspolitik zum Kärstéck vun

dësem Budgetsrapport ze maachen. Ech wëll och e bësschen am Detail dorop agoen.

En huet festgehalten, dass d'Steigerungsrat vun der Investitiounsquot hei am Land wäit iwwert dem europäeschen Duerchschnëtt läit. Mir leien 2002 bei enger Steigerungsrat vun 12%, wat historesch ass! Am Contraire zu deem, wat behaupt gëtt, si mir der Meenung, dass mat dësen Investissementer nach keng Investissementer an d'Zukunft gemaach ginn, mä gréisstendeels a Versäumnisse vun der Vergaangenheet oder fir Saachen, déi d'Eegendynamik vun der Lëtzebuerger Economie vun de leschten zéng Joer provoziert huet, nozekommen.

Ech wëll do e puer Beispiller ginn: Dat éischt ass de Stroossebau. Et ass net nëmmen esou, dass mer am Stroossebau - an dat ass näischt Iwwerraschendes - déi héchsten Dotatiounen virfannen, mä virun allem ass et awer esou, dass déi Dotatiounen, déi mer haut virfannen am Stroossebaufong, all fir Projeten sinn, déi schonn decidéiert, zum Deel scho gebaut oder scho wäit fortgeschratt sinn am Bau: 632 Milliounen Euro fir d'grande voirie du Nord, 247 Milliounen Euro fir d'Saarstrooss, 43 Milliounen Euro fir den Elargissement vun der Croix de Gasperich, 291 Milliounen Euro fir divers aner Aarbechten.

Hei sinn nach net berücksichtegt déi Pläng, déi mer awer schonn an Tëschenzäit kennen an déi d'Regierung wëllt maachen, wéi zum Beispill dass elo festgestallt ginn ass, dass déi Ostvariant vun der Nordstrooss eis net dat bréngt, wat mer nach an den 90er gemengt hunn, dass se eis géif bréngen an dass mer elo higinn an och nach eng Westtangente wäerte baue vun der Nordstrooss. Wat de Käschtepunkt dovunner ugeet, sinn ech emol gespaant, wa mer deem eng Kéier kréien, onofhängeg dovunner, dass mir souwisou eng ganz kritesch Haltung dozou hunn.

Et gëtt och ëmmer méi Leit, déi elo mengen, der Weisheit letzter Schluss an der Verkéiersproblematik léich doranner, dass mer d'Autobunnen op dräi Spure géife vun Arel op Thionville ausbauen. Och déi These ginn ëmmer méi haart vertrat. Alles dat si Saachen, déi iwwerhaupt nach guer net an deene Gelder agerechent sinn, déi de Moment bis 2004, 2005 am Fonds des routes zum Beispill stinn. Sou dass ee kann dovun ausgoen, wann déi dote Politik weider gedriwwen gëtt, dass den Ausgabepunkt vun 2005 bis 2010 iwwerhaupt net méi kleng wäert ginn an deem dote Fong.

Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen, wann ee virun allem beim Stroossebau dat do analyséiert, ob et net endlech misst emol Schluss si mat där duebler Strategie, ob déi duebel Strategie, déi mer de Moment fueren, net endlech misst iwwerduecht ginn. Déi besteet doran, dass mer mengen, iwwerall jiddferengem alles kennen ze bidden, sou gutt am öffentlechen Transport

héich Qualitéit, wéi och d'Méiglechkeet, fir an zwou Sekonnen iwwerall mam Auto ze sinn.

Mir müssen awer emol eng Kéier de Bilan zéien an dësem Land - an dat hunn aner Länner längst gemaach -, datt dat e Luxus ass, dee mer einfach an Zukunft net méi kënnen bidden, ausser mir verbetonnéieren d'ganz Land a riskéieren, eis och nach doduerch a finanziell Schwierigkeeten ze bréngen. Et ass och dat ee wichtige Punkt, deen een, wann een e gesamt Verkéierskonzept emol endlech géif entwéckele fir Lëtzebuerg, misst kucken, wou ee Prioritéite misst festleeën, dat heescht wou ee misst genau definéieren, wou mécht wat Sënn, wou mécht den Auto Sënn a wou den öffentliche Transport an net iwwerall mengen, et misst een déi zwou Saache maachen.

Dat zweet Beispill ass de Fonds pour la loi de garantie. Och hei sinn all d'Projeten, déi iwwert dëse Fong finanziéiert ginn, Projeten, déi scho bal fäerdeg sinn oder an der Vergaangenheet scho längstens décidéiert. De Campus Geesseknäppchen, de Pei Musée, d'Sportshal, d'Aérogare, d'Cité judiciaire; do ass näischt Eenzeges dran, wat d'Zukunft betrëfft.

Och am Fonds d'investissements socio-familiaux, wou et haaptsächlech drëm geet, Altersheimer a Structures d'accueil ze finanzéieren, déi solle gebaut ginn, maache mer haaptsächlech Nohuelbedarf fir nei geschafte Besoinen aus der Vergaangenheet. Och de Rapporteur gëtt dat zou a sengem Rapport. Ech wëll zitieren, wat hien als Konklusioun zu deene Fonge seet: „Devant l'ampleur des besoins et notamment devant la croissance de la demande notamment en structures d'accueil et parascolaires on peut s'attendre à ce que le niveau d'investissement sus-indiqué soit nécessaire même après l'an 2005.“

Zum Beispill beim Fonds de gestion de l'eau, wou et jo haaptsächlech drëm geet, Kläranlagen ze bauen - et ass natierlech esou, datt et do méi schwéier ass, fir genau ze chiffréieren, wat do an Zukunft op eis zoukënnt, well do de Stat selwer net Maître d'oeuvre ass, mä d'Gemengen eng wichteg Roll spillen -, ass et esou, datt déi Gelder, déi de Moment dra stinn, eigentlech net d'Zukunft finanzéieren, mä den Nohuelbedarf vun der Vergaangenheet ofdecken. Och do seet de Rapporteur: „En conclusion, une augmentation substantielle des dépenses à imputer sur ce fonds d'investissement doit être considérée comme probable“.

En anert Beispill ass de Fonds d'investissements publics et scolaires. Virun allem am Schoulberäich ass et natierlech am krassensten. Déi Investissementen, déi mer haut maachen an d'Infrastrukturen am Schoulberäich sinn eigentlech och nëmme Vergaangenheitsbewälteung. Ech ginn dem Här Wiseler zwar Recht, datt et schwéier war an den 80er Jore virauszegesinn, datt mer zu Lëtzebuerg an den 90er Jore sou eng verréckte Wuesstumsdynamik géife kréien an datt dat och fir déi

Majoritéiten aus den 80er Joren net virausséierbar war. Et ass och net dat de Reproche, dee mir hei maachen. Wann ee sech d'Chifferen emol ukuckt, zumools wann ee vun deem Scénario ausgeet, dee mer jo upeilen, vun engem Wuesstum vum PIB tëschent 4 a 6 %, da muss ee soen, dass dann d'Besoine vum éischte Jorzéngt vum neie Jortausend sécherlech bei wäitem méi grouss ginn, wéi se sech an den 90er Joren entwéckelt hunn.

D'Chifferen, déi mer elo scho virleien hu fir tëschent 2000 an 2003 schwätzen eng ganz kloer Sprooch. D'Investitiounen an d'Schoulinfrastrukturen tëscht 2000 an 2003 ginn erop vun 1,9 Milliarde Frang op 5,2 Milliarde Frang. Dat heescht bannent dräi Joer ass dat eng Vervéierfachung vun deem, wat mer do müssen an dee Fong setzen nëmme fir d'Schoulinfrastrukturen.

Dobäi muss ee soen, datt d'Zukunftsbesoine wahrencheinlech vill méi grouss sinn, well de Rapporteur selwer geet haut schonn dovun aus, datt tëschent 2004 an 2010 mindestens véier nei Lycéeën musse gebaut ginn.

Dobäi handelt et sech hei nëmme ëm Investissementen an d'Infrastrukturen vun der Schoul. Dat heescht, et geet hei guer net drëm iwwert den Inhalt ze schwätzen, fir do Verbesserungen ze kréien. Wéi d'PISA-Etüd eis awer verdäitlech huet, wäerte mer net derlaanscht kommen, wat d'Reforme vum Inhalt ubelaangt, och en héijen Investissement an d'Qualitéit vum Inhalt, dee soll vermëttelt ginn, an deenen nächste Joren ze maachen. Dat alles ass emol nach guer net an deene Chifferen hei matabegraff.

Als Konklusioun zu den öffentlichen Investitiounsfongen mécht den Här Wiseler folgend, fir meng Begréffer, eigentlech alarmant Ausso. „Le volume budgétaire global ne présentera guère des taux de croissance similaires à celui des montants alloués aux fonds. Si l'on part toujours du principe que l'augmentation en volume du budget de l'Etat doit au plus avoisiner celle du PIB, des taux de croissance budgétaire entre 4 et 6% au cours des quelques années prochaines seraient une hypothèse de travail raisonnable“.

Fir dësen héijen Investitiounsniveau also kënnen ze erhalen, seet de Rapporteur selwer, datt mer musse bis mindestens 2008 eng Jorescroissance hunn tëschent 4 a 6%, ansonste riskéiere mer bei gläichbleiwender héijer Investitiounsquota, wéi mer se elo hunn, datt de Budget aus dem Equiliber geréit.

Déi jährléich néideg zousätzlech Alimentatiounen vun de Fonds d'investissements sollen also iwwert dee jährléich erwaarten zousätzleche Wuesstum vu 4-6% garantéiert ginn an dat elo scho viraussichtlech bis mindestens 2008. Eiser Meenung no eng geféierlech Approche, déi schonn déi Regierung, déi no 2004 un de Pouvoir kënnt, egal ob dat nach déiselwecht ass wéi haut oder ob et eng aner ass, zolidd kënnt an d'Labrante bréngen, wa mer, a sief et och nëmme e lichten, Konjunkturabroch kréien.

Fir dëst ofzeschléissen, nach eng alarmant Situatioun aus dem Rapport vun der Cour des Comptes, déi den Här Wiseler och zu Recht a sengem Rapport iwwerholl huet, wou d'Cour des Comptes folgendes festgehalten huet: „Le fait de vouloir couvrir des dépassements de dépenses par des plus-values de recettes anticipées s'avère cependant délicat. En cas de ralentissement économique, la situation financière des fonds spéciaux de l'Etat pourrait rapidement se dégrader et la capacité de financement se transformer en besoins de financement“.

Dir verstitt elo firwat ech am Ufank versicht hunn an Erënnerung ze ruffe wat mir verstinn ënner schlechtem, normalem an excellentem Wuesstum vum PIB, well dat jo, zumools ugesiichts där doter Beschriewung, eng ganz aner Nues kritt.

Ugesiichts där an Tëschenzäit sech entwéckelter Eegendynamik vun eiser Ekonomik kënnt et deemno scho passéieren, dass duerch déi ëmmer erëm nei Besoinen, déi duerch de Wuesstum vun dëser Ekonomik geschaaft ginn, schonn e Wuesstum tëschent 2 a 4% eis zum Deel a Schwierigkeete ka bréngen, guer net auszedenke wa mer Wuesstumszuele kréichen, déi mer ëmmerhin uganks den 80er Joren och hei am Land haten an uganks den 80er Joren, dat war net am leschte Jorhonnert. Mir si jo elo schonn an engem neie Jorhonnert, mä dat ass nach net esou laang hier. Op alle Fall hunn ech nach eng ganz gutt Erënnerung drun a wat fir enger Situatioun mer eis deemools befonnt hunn. Esou eng Situatioun géing eis de Moment an eng ganz schwierig Situatioun versetzen.

An dësem Zesammenhank ass da sécherlech eng berechtigt Fro, déi ee sech muss stellen, ob déi dann elo fir 2002 virgesinnen, an eisen Aen iwwerdrifwe Steierreduktiounen an onselektiv Steierreduktiounen net op Sand gebaut sinn, wéi mer dat behaupt hunn d'lescht Woch an den Här Rippinger dat eigentlech net esou richtig verstanen huet.

Et muss ee sécherlech d'accord sinn, datt eng permanent héich Alimentatioun vun de Fonds d'investissements geschitt. Et gëtt awer och héich Zäit, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer bei groussen Investissementsprojeten net méi einfach klotzen, wéi mer dat bis elo gemaach hunn, mä datt mer emol einfach, ier mer e Projet décidéieren, gutt genuch driwwer nodenken, net méi aus der Héft eraus Projeten décidéieren.

Dat betrëfft eiser Meenung no virun allem de Stroossebau an déi duebel Strategie, déi do gefouert gëtt, déi d'Allgemengheet Milliarde Gelder kascht an awer net vill ënnert dem Stréch bréngt. Mä et betrëfft awer sécherlech och eng Rei aner Projeten, och wann do déi finanziell Envergnung manner grouss ass.

Dir Dammen an Dir Hären, dee klengste Contretemps financier, schreift de Rapporteur, kënnt mëttel- bis laangfristeg den Investitiounsprogramm vum Stat a Fro

stellen. Deem kënne mir nëmmen zoustëmmen. A wann een de Statsbudget, d'öffentlech Investitiounspolitik net nëmmen aus deem klengen, vereengte Bléckwénkel eraus beliicht, wéi dat verschiddeentlech gemaach ginn ass, da gesinn och d'Bild an de Bilan vun dëser Regierung laang net méi esou positiv aus wéi den Här Weiler an den Här Rippinger eis dat gëschter hei wollte wäissmaachen.

Dës Regierung ass eiser Meenung no aus dräi Grënn um Holzwee.

Deen éischten ass, datt op der Recettësäit riskéiert de Spillraum fir d'Zukunft hypothekéiert ze ginn.

Deen zweeten ass, datt se momentan mat de staatlechen Iwwerschëss zum Deel esouguer e kuerzfristeg Klientellismus bedreift anstatt eng wäitsichteg a solidaresch Sozialpolitik. Do kommen ech net derlaanscht fir eng Klammer opzemaachen, wat ech domat am Detail mengen. Ech schwätzen domat een Element un, dat jo um Rentendesch diskutéiert ginn ass. Ech brauch iwwer all déi aner Mesurë vum Rentendesch net vill Wieder ze verléieren, well mir hunn dat mat ënnerschrifwen a gedroen a mir kréie jo souwisou déi Gesetzer an nächster Zäit nach hei an d'Chamber. Mir wäerten och dozou stoen, wann déi hei an d'Chamber kommen. Mir wäerten déi souwisou alleguer matdroen, mä ee Punkt - an dat ass deen, deen och um Rentendesch fir vill Diskussiounen gesuergt huet - ass deen, deen ech hei mat kuerzsichtigem Klientellismus wëll uschwätzen. Dat ass dee vun deenen 3.000 Frang fir Mammen anscheinend, déi hir Kanner erzunn hunn an hiert ganz Liewen net berufstäteg waren a keng eege Rentenuspriech hunn.

Et muss een éischstens emol an Erënnerung ruffe wat eigentlech den Urspronk vun där Fuerderung war, wéi se um Rentendesch diskutéiert ginn ass. Du ware mer jo souwisou nach e Schrëtt vill méi wäit, eiser Meenung no, an der Ongerechtegkeet an an der Selektivitéit par rapport zu deem wat elo d'Regierung wëlles huet. Dank der vehementer Oppositioun vun deene meeschten, déi do soutzen, hu mer et zumindest fäerdegruecht, datt et net och nach zu engem Renteklau am Privatsektor komm ass mat där doter Fuerderung, well d'CSV wollt jo higoen an déi Saach och nach finanzéieren iwwert d'Keesse vum Privatsektor. Et muss ee sech emol virstelle wat dat bedeit hätt. Do wier mat Kotisatiounen vun Dausende Leit eng Mesur bezuelt ginn, déi eigentlech mam System vun der sozialer Versécherung iwwerhaupt näischt ze dinn hunn. Dat ass zumindest emol évitéiert ginn an et ass erofgekippt gi vum Rentendesch. Elo hu mer natierlech dee ganze Misär erëm hei zur Diskussioun.

Ech ginn och de Verdacht souwisou net lass, datt d'CSV selwer net méi weess, wéi se déi ganz Froen do soll léisen, well se sech eigentlech an der Tëschenzäit esou an de Widderspriech verstréckt huet, dass se hannen a vir net méi weess wéi se soll erauskommen.

Wat mech awer besonnesch stéiert un där heiter Measure, dat ass, datt et dat onselektiivst ass vu Mesuren, dat zënter laangem eng Regierung proposéiert huet, well et muss een emol eng Kéier kucke wien heivu wäert profitéieren. Ech waarden nach ëmmer op eng Äntwert op déi Fro, déi ech um Rentendesch gestallt hunn. D'Regierung soll eis emol eng Kéier Zuelen op den Dësch leeën, wien dann déi Frae sinn, déi heivunner wäerte profitéieren, wat d'Moyenne ass vun de Witwerenten, wat d'Moyenne ass vun deene Fraen, déi vläicht iergendwann eng Kéier eng Witwerent kréien, wéi héich deenen hir Rente souwisou scho sinn, déi eng Kéier heivu wäerte profitéieren. Déi Chifferen hätte mer endlech gär. Déi Chifferen hu mer bis haut nach ëmmer net kritt. D'CSV weess ganz genau, firwat se déi net wëllt op den Dësch leeën, well da kéim en Aufschrei des Entsetzens eraus, well dat wat hei proposéiert gëtt eigentlech guer net dat ass, wat geduecht gëtt.

Et muss een och soen, an dat hunn ech och um Rentendesch gesot, et kann een déi Logik einfach net verstoen, well et ass esou, datt eiser Meenung no déi sougenannten „droits dérivés“, dat heescht de Fait, datt eng Fra, déi hiert ganz Liewen net geschafft huet an déi herno, wann hire Mann eng Kéier stierft, d'Rent weider kritt, dat ass eigentlech e soziaalt Element, wat an eisem Rentensystem an deene leschte 50 Joer agebaut ginn ass, fir dem Fait Rechnung ze droen, datt et Frae gëtt, déi hiert ganz Liewe Kanner erzéien a kenger Berufstätigkeit noginn. Domat ass dat eigentlech entlount, well de Rentensystem ass jo näischt anescht wéi e Versécherungssystem, wou vum Prinzip hier deejeéne misst eppes erauskréien, deen och eppes abezillt. Et kann een net higoen an déi zwou Saache matenee verméschen. Donc, war vun Ufank un den Hannergedanke vun der CSV e ganz aneren, wéi se déi dote Saach proposéiert huet.

Da muss ee soen, et ass dach wierklech katastrofal, datt vun där doter Measure virun allem déi Fraen, déi sech an hirem Liewen am meeschte geplot hunn, iwwerhaupt näischt kréie sollen. Et ass dach e Skandal, datt grad déi Fraen, déi wahrscheinlech, well de Revenu am Ménage net héich genuch war, och an deene leschte 50 Joer hu misse schaffe goen a wahrscheinlech och zu Léin hu misse schaffe goen, déi extrem niddreg waren, doduerch zwar e Rentenussproch hunn, deen noutgedrונגenerweis natierlech och niddreg ass, näischt solle bei där Measure vun 3.000 Frang kréien.

Da muss ech lech soen, wann ee wëllt op deen dote Wee goen - ech mengen, datt et aner Weeër gëtt, déi ee misst beschreiden -, da soll ee sech wéinegstens esou konsequent sinn an dat maachen, wat iwwregens zu Recht d'Kolleege vun der LSAP proposéiert hunn an einfach all Fra 3.000 Frang gi fir all Kand, dat se groussgezunn huet.

Et kann dach net esou sinn, datt d'Meenung vun der Öffentlechkeet einfach esou am Raum stoe gelooss gëtt,

wéi wann déi Fraen, déi während 40 Joer geschafft hunn an och Kanner groussgezunn hunn, hir Kanner méi schlecht groussgezunn hätten. Déi hunn och missten dofir suergen, datt hir Kanner iwwert d'Ronne komm sinn. Déi haten esouguer par rapport zu deenen aneren eng Duebelbelaaschtung, well si hunn aus dem Zwang eraus misste Kanner grousszéien, ernähren an nach dobäi schaffe goen. Dat heescht, d'Belaaschtung vun deene war jo duebel esou héich wéi vu Fraen, déi net geschafft hunn.

Et ass einfach lamentabel wéi hei versicht gëtt ee Grupp géint deen aneren auszespillen. Ech muss och soen, wann déi Fuerderung, wéi se elo um Dësch läit, herno an d'Praxis ëmgesat gëtt, da spalte mer d'Land erëm eng Kéier an zwéi, zwar dann dës Kéier nëmmen ënnert enger Halschent, nämlech haaptsächlech déi vun de Fraen. Dat gëtt dach Onzufriedenheet a Rosereien ënnert de Fraen hei am Land, déi een an deenen nächste Jore ganz schwéier wäert an de Grëff kréien.

Ech kann lech just nëmme soen, ech kommen aus enger Aarbechterfamill. Mäi Papp huet op der ARBED geschafft, meng Mamm war och hiert ganz Liewen net berufstätig. Si huet dräi Kanner groussgezunn. Ech kann där Fra ganz gutt vergonnen, datt se elo 9.000 Frang de Mount soll kréien, déi se dann hiren Enkelkanner wahrscheinlech weidergëtt. Ech hu kee Problem domat. Et ass net dat wat mech stéiert, mä wat mech stéiert ass de Fait, datt et onselektiv ass an ech stelle mer d'Fro, wou dann d'Demande war vun de Frae fir dat do. Ech hunn déi Demande néierens héieren an et muss een dofir emol soen ëm wat et geet.

Hei geet et net drëm, fir selektiv Sozialpolitik ze maachen am Intérêt vun de Fraen, well wann een dat wëllt, da muss een nach ganz aner Saache maachen. Hei geet et der CSV drëm, fir politesche Klientellismus ze bedreiwe bei enger Spart vu Leit an der Gesellschaft, déi an deene leschte Joren, muss ee soen, staark vum Här Mehlen a sengem Veräin beackert ginn ass a wou d'CSV versicht iwwert deen dote Wee...

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dee Veräin schéngt lech ellen um Mo ze leien.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här Gibéryen, eis läit e guer net um Mo. E läit der CSV um Mo, dat stëmmt.

...elektoral e gewëssenen Terrain gutt ze maachen. Do kann ech awer nëmmen dofir warnen.

**M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.** - Hei geet et just ëm Gerechtegkeet. Et sinn net ëmmer déi Leit, déi am haartste jaitzen, déi eppes kréien. Et sollen och emol déi Leit, déi roueg sinn, eppes kënne kréien, wann et gerecht ass a wa s'et verdéngen.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här Wiseler, da stellen ech lech d'Fro: Fannt Dir et gerecht, datt eng Fra,



déi eng Witwerent huet ëm déi 140.000 Frang - an där gëtt et hei zu Lëtzebuerg, et soll kee mir soen, där géing et keng ginn, well soss leeën ech lech d'Chifferen op den Dësch -, an zwee, dräi Kanner hat, zousätzlech zu deenen 140.000 Frang nach 9.000 Frang dobäi soll kréien? Ass dat selektiv sozialgerecht an Ären Aen?

**M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.**- Kommt mir diskutéiere wann dee ganzen Text do läit.

### *(Interruptions diverses)*

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech si bereet op all Froen ze äntwerten, mä eng no där anerer.

**M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Bausch, fannt Dir et gerecht, datt eng Fra, déi doheem ass an e puer Kanner zillt, näischt soll kréien?

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här Gibéryen, ech sinn der Meenung, datt eng Fra, déi hir Kanner groussgezillt huet an net berufstäteg war, jo souwisou eppes kritt, well déi kritt iwwert d'Droits dérivés herno vun hirem Mann eng Rent.

Mä ech stellen lech dann eng aner Fro, Här Gibéryen, fir op de Fong zrëckzekommen. Ech soen lech dat hei: Mir wëssen alleguer an dat hu mer um Rentendësch an de Chiffere presentéiert kritt, datt eigentlech vun deene Fraen, déi do betraff sinn, et der gréisstendeels sinn, déi entweder an hirem Liewen onkomplett Carriären hunn, nëmmen zum Deel geschafft hunn, oder datt et der sinn, déi vun hire Männer am Reen stoe gelooss gi sinn, Här Gibéryen, well Männer mat 50 Joer décidéiert hu sech méi eng jonk Fra ze huelen zum Beispill, an déi Fraen dann iwwerhaupt keng Chance méi hate sech eege Rechter opzebauen an eng uerdentlech Rent ze kréien.

Dofir, Här Gibéryen, si mir der Meenung, wann een eppes wëllt maache fir d'Fraen, da muss een dat an engem ganz anere Sënn; da muss een dofir suergen, Här President, datt et an Zukunft kee Mensch méi an dëser Gesellschaft gëtt - ob et eng Fra oder e Mann ass -, deen net iwwer eege Rentenuspriech ka verfügen, deen net méi ofhängeg vun iergendengem anere Partner ass.

An dofir hu mir um Rentendësch gesot, dass et eist Zil muss sinn, fir dës Situatioun, déi gutt finanziell Ausgangsbasis vun eise Keesen, déi mer hunn, auszenotzen, fir och Zukunftsausgericht eppes ze maachen fir an d'Richtung ze goen, datt mer e System kréie vun individualiséierte Rechter, wou all Mann an all Fra an dëser Gesellschaft, egal op se geschafft hunn oder net, herno en eegene Rentenuspriech huet.

Dat ass den Défi, deen sech hei stellt, mä dat wat hei gemaach gëtt - wat de Lëtzebuerger Stat wahrscheinlech e puer Milliarden am Staatsbudget pro Joer wäert kaschten -, dat huet absolut guer näischt mat deem Ganzen ze dinn.

An ech wëll och soen, dass ech souwisou der Meenung sinn, dass d'CSV sech verkalkuléiert. Et ass gewosst, datt wann een, bei enger gewëssener Grupp vu Leit, mat dëser Fuerderung hei wëllt Populismus bedreiwen, dass dat immens licht méiglech ass; an et gëtt do den Här Mehlen, a säi Veräin, deen dat souwisou schonn zënter Jore mécht, an dee wäert dat och weider maachen, an e mécht dat och ganz gutt. Mä ech muss awer soen, datt déi Kategorie do vu Leit, leif Kolleeginnen a Kolleeg vum der CSV, déi dorop erafalen, weider wäerten net d'Kopie mä d'Original wielen, an d'Original an där dote Fro ass den ADR an net d'CSV.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng stëmmen dëse Budget net!

**Une voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Aloyse Bisdorff agedroen. Den Här Bisdorff huet d'Wuert.

**M. Aloyse Bisdorff (déi Lénk).**- Här President, obschonn no der Opstellung vum Budget international ganz déifgräifend Ereegnisse agetruede sinn, huet de Budgetsminister geduecht keng Ännerung u senger Virlag virzehuelen am Numm vun der Kontinuitéit. Dat mag berechtigt sinn, well déi kuerzfristeg Auswierkunge schwéier viraus ze gesi sinn an hien dofir emol wëllt weiderfuere wéi virdrun.

Awer, et hätt ee sech kënne virstellen, datt eng Analys hätt kënne gemaach ginn, wéi déi Auswierkunge kënnte kommen op d'Lag an der Welt iwwerhaupt a besonnesch op d'Wirtschaftslag.

Ech sinn dofir verwonnert, Här President, datt bis elo kaum e Riedner dës Thematik, déi hire Laf vum 11. September u geholl huet, behandelt huet. Et schéngt, wéi wa sech léiwer géing gesonnt ginn an de budgetären Iwwerschëss, an de Steierreduktiounen, fir déi besser Verdéngend, wéi enger Entwécklung entgéint ze kucken, déi vill Geforen a sech dréit.

Mir trieden nämlech an eng Situatioun an, wou Krich zum Dauerzoustand gëtt, hei an do méi intensiv an dann erëm wéineger. Ënnert dem Virwand vun der Bekämpfung vum Terrorismus huele sech d'USA d'Recht eraus iwwerall do militäresch anzegräife wou se Terroriste vermuten oder wou si erklären, datt der do wären.

Wat Terrorismus ass a wien Terrorist ass bestëmmen d'USA an héchstens och nach Israel. Dofir gëtt et méiglech, datt e fréiere Friddensnobelpräisträger elo als Terrorist oder verantwortlech fir esou Akte bezeechent gëtt an zum Ofschoss fräigi gëtt.

Laangjäreg unhalend Kräizich sinn näischt fir d'Wirtschaft am allgemengen a besonnesch net fir déi vun der Drëtter Welt. Frust, Hoffnungslosegkeet, Aarmutt, keng Aussicht op Zukunft sinn den Nährbuedem an d'Rekrutierungsméiglechkeete vu weideren

Terroristen. Déi Ausso awer, „wien net mat eis ass, ass géint eis“, léisst kenger vernünfteger Virgehenweis méi Raum a forcéiert all déi, déi net selwer wëlle bombardéiert ginn, wéinegstens formal sech unzeschléissen un déi zukünfteg Kräizzich, déi och nach als Kräizzich fir d'Zivilisatioun bezeechent ginn. Heiansdo gëtt een un Ausdréck erënnert, wéi se an der Kolonialzäit geleeft waren.

Grad Europa hätt hei misste Vernunft bewahren. Awer et ass näischt iwwreg bliwwen vun enger gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik. Den Här Solana, dee se soll personifizéieren, war an der ganzer Afghanistan-Fro inexistent. Stattdessen hunn England, Frankräich an Däitschland, jidderee fir sech, gedrängt, fir och an Afghanistan dierfen hëllef Krich ze spillen. Mä d'USA hu se net spille gelooss. Franséisch Spezialtruppen hunn ee Mount laang misste waarden an Usbekistan ier se konnte weiderréckelen zum Flughafen vu Masar-I-Scharif, awer dat eréischt nodeem och schonn amerikanesch Truppen do waren.

Dofir kënnt d'Zeitung „Le Monde“ de leschte méindeg zu folgender Erkenntnis: „Cependant les opérations menées en Afghanistan l'ont été par les forces américaines seules, selon un plan déterminé par le Pentagon, sans consultation avec aucun allié. Aujourd'hui encore, alors que les Afghans se sont mis d'accord, sous l'égide de l'ONU, pour un processus politique avec la présence d'une force internationale de maintien de la paix, le département d'Etat a fait savoir qu'il appartiendra au général Franks de décider où et quand cette force doit se mettre en place“.

Obschonn also och den Artikel 5 vum NATO-Vertrag aktivéiert ginn ass, ass en awer, well do eng Zesummenaarbecht an och en Zesummenentscheede virgesi sinn, net an d'Realitéit ëmgese ginn.

Schonn existéiert eng Hit-Lëscht vun anere Bomben-ziler, wann et mat Afghanistan eriwwe ass. Dat si lauter Länner a Géigenden, déi mat Petrol oder mat Petrolproduktioun ze dinn hunn. A wann duerch dës Virgoensweis d'Petrolproduktioun beanträchtegt gëtt an d'Präisser an d'Luucht ginn oder esouguer e Mangel géng entstoen, wier domadder déi europäesch Wirtschaft am meeschte betrëfft.

Déi niddreg Inflatioun an och esouguer de Stabilitéitspakt, deen elo scho verschidde Länner Schwieeregkeeten hunn ze erfëllen, wier dann a Fro gestallt.

Eng vun de schlémmste Konsequenzen awer sinn elo d'Aschränkunge vun de biergerleche Fräiheeten. Iwwerall gëtt d'Iwwerwaachung verschäerft, iwwerall gëtt et méi lichter gemaach Leit festzehuelen, iwwerall gëtt de Spéitzeldéngscht ausgebaut, an och bei eis, oder erëm aktivéiert, obschonn et keng äusser Gefor méi gëtt.

**M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.** - Här Bisdorff, dat do passt awer éischter an d'Diskussioun vun der Aussepolitik vu muer, wéi an d'Budgetpolitik.

**M. Aloyse Bisdorff (déi Lénk).** - Dat huet heimat ze dinn, well et sech op d'wirtschaftlech Entwécklung wäert bezieen.

Ech kommen elo zum Euro, well och dem Euro geet et nämlech un de Pelz. E soll jo eng Konkurrenzwährung zum Dollar ginn. E soll och kënnen international als Währungsreserv an Nationalbanke gebraucht ginn. Awer wéi kann zum Beispill e Land wéi Indien oder Brasilien en Deel vu senger Währungsreserven an Euro halen, wann d'EU selwer an hirer gesamter Politik ëmmer nëmmen hannert den USA noleeft, selwer hir Währungsinteressen net verfollegt, quasi selwer net un hir eeg Währung gleeft.

Hei wëll ech dann och kuerz eppes soen iwwert de Wiessel zum Euro, deen elo usteet. Wat den Datum méi no kënnt, wat d'Leit u sech méi onroueg a méi veronséichert ginn, besonnesch am Hibleck op déi zwou Währungen, déi se nach solle während zwee Méint gläichzäiteg an der Täschen hunn a wou de Rapport vun där enger zu där aner net esou lichter ze erkennen oder nozevollzéien ass.

Firwat gëtt de Leit net ugeroden direkt vum éischten Dag un nëmme méi mat Euro ze operéieren an all déi aner Währungen an deen ëmzewandelen, fir net duerchenaner ze kommen, mat dem gläichzäitegen Niewentenanerbestoe vun deenen zwou Währungen.

Och entstinn doutsécher Problemer wat den Émgank mat deene ville Mëzen ubelaangt, déi erfirg bis op een Centime. Dat sinn ongeféier 0,4 Frang. Eis Leit ware während Jore guer net méi mat Centimë gewinnt an 0,4 Frang ass e Betrag, dee schonn zënter Joren net méi bei de Leit gängeg war.

### **(Interruption)**

Ech schwätze vun de Leit bei eis am Land!

### **(Interruption)**

Wat fir eng domm Bemierkung ass dat dann elo?

Ech géng soen, datt et méi einfach wier fir d'Leit, direkt mam Euro unzefänken an net nach eng aner Währung doniewent ze hunn, well déi Verhältnissen ëmmer ëmzerechnen ass nämlech net esou einfach.

Vun alle Säite kommen nëmme Luef an Unerkennung, wat d'Resultater vun der Budgets- a Finanzpolitik ubelaangt, huet den Här Weiler hei virgedroen. D'Berufschamberen, d'Gewerkschaften an de Statsrot hätte sech an deem Sënn ausgedréckt.

Leider ergëtt sech dës Situatioun awer net aus eegener Leeschtung. Si ass entstanden duerch d'Unzéiung vun auslänneschem Kapital, dat hei eng niddreg Besteuerung a wéineg Regulatioun fonnt huet oder duerch Vermarktung vu verschidde Beräicher vun der nationaler Souveränitéit.

Dat Resultat vu PISA ass och en Hiwäis op dësen Tatbestand. Déi oft katastrophal Resultater, déi ee schonn am Virfeld beobacht huet bei Opnahm- a Promotiounsexamen bei de Gemengen a beim Stat, hunn och schonn esou eng Situatioun erahne gelooss, awer mir si jo a gudder Gesellschaft. Brasilien, Mexiko, Portugal, Polen, Ungarn a Griichenland leien all ongeféier an deemselwechte Beräich, neierdénks och Russland. Dat sinn alles Länner vun déiwer Reliösitéit.

Do wou Irrationalitéit, Glawen un iwwernatierlech Phenomeener a reliös Dogmen a Wonner virherrschend sinn, fanne rationaalt Denken an naturwëssenschaftlech Kenntniss wéineger Uklank. Jo, si sinn esouguer schiedlech, well duerch si gär de Glawen un irrationalen Mystizismus verluer geet.

An déi Lëtzebuerger Resultater, wou an eisem Land déi behauptend Relioun quasi als wichtegst Schoulfach do ass an zielt vum éischte Schouljoer u bis op Première, sinn, wat Mathematik an Naturwëssenschaften ubelaangt, net verwonnerlech.

Et sinn der, déi mengen, duerch mam Handy operéieren oder mam Computer spille kënnen déi Problemer geléist ginn, ouni datt een naturwëssenschaftlech Naturgrondkenntniss hätt. Et ginn der wuel och, déi mengen, mir hätten d'Bankgeheimnis a bräichten da keng performant Schoul.

De beschte Wee awer hat scho viru Joren, wéi hätt et anescht kënne sinn, d'Lëtzebuerger Wort erfonnt an och grouss ugekënnegt. An engem Concours, deen et 1997 lancéiert huet, sollten d'Leit a besonnesch d'Jugend ugelackelt ginn, fir op der Bourse spékuléieren ze léieren.

„Apprenez à investir“, huet et geheescht, „évoluez en bourse comme un poisson dans l'eau“. Dorobber sollten da Leit spékulativ an dem Glawen, datt aus Geld kënnt einfach quasi duerch e Perpetuum mobile méi Geld entsto, gefördert ginn. D'Interventioun vun der realer Wirtschaft wier dobäi vu wéineger Belang.

Do kënnt een, wat d'Wirtschaftstheorien ubelaangt, zréck an de Merkantilismus. Dat heescht, op Zäite virum Ricardo an Adam Smith.

Als ee vun de Kärpunkte vum Budget fir d'Joer 2002 ginn d'Steierreduktiounen duergestallt. Duerch déi gënschteg Finanzsituatioun gedoppt, wëllt Lëtzebuerg ganz vir an der Course matlafen, fir d'Nullbesteuerung vu Kapitaleinkünften. Einstweile leeft Irland nach e puer Meter viraus, awer d'CDU an Däitschland huet schonn ugekënnegt, datt si den héchste Steiersaz fir d'Privatpersounen op 35% wëllt erofsetzen, wa se d'nächst Joer d'Wale géing gewannen.

Dës ganz Entwécklung geet géint d'Steiergerechtegkeet, déi jo wëllt, datt Leit mat héijerem Akommes, dat heescht, mat héijerem Kafkraaft, och méi en héije Prozentsaz solle bäidroen.

Fir de Budget vum nächste Joer gëtt nach op e Wuesstum vu 4% gehofft. Domadder leie mer am Duerchschnitt vun de leschte Joren nach wäit iwwert der héijer Variant vun der BIT-Studie.

Bei dëser héijer Variant wier bekanntlech den heitege System mat senger Kontributiounen a Leeschtungen fir déi nächst 20 bis 30 Joer ofgeséichert a keen Ulass géing bestoen, fir Zousazpensiounssystemer anzeféieren. Trotzdeem forcéiert d'Regierung am Interesse vun de Banken esou e System an d'Pensiounsfongen a si wëllt se och steierlech begënschtegen. Et gëtt geduecht, dat kënnt eng Alternativ sinn zur Loi Rau, déi jo lues a lues soll zréckgeschrafft ginn an dass domadder da kënnt d'Lëtzebuerger Wirtschaft gestäipt ginn. Duerch de Kaf awer a Verkaf vun Aktien, wéi dat bei der Loi Rau de Fall war, hu Lëtzebuerger Betriber e puer vun hiren Aktië konnten änneren. Frëscht Kapital awer ass net an esou Betriber eragefloss. Déi vill geluefte Loi Rau war, wann een dat richteg betruecht, eenzeg eng steierlech Moossnam fir Leit, déi Geld haten, mä fir d'Kleng- a Mëttelbetriber huet se kaum eppes bruecht.

Elo wou eng Verlangsamung vun der wirtschaftlecher Aktivitéit ze verzechnen ass, klammen d'Faillitë ganz schnell un an erreechen ëmmer méi grouss Ausmoossen. Et ass schonn e puermol verlaangt ginn, dass misst eng Verännerung am Faillitësgesetz kommen. Betriber, déi liewensfäeg sinn, misste kënnen erhalen bleiwen, och eventuell duerch eng öffentlech Kapitalsprëtz.

Währenddeem d'Finanze vum Stat nach gutt étofféiert sinn, kommen déi vun de Gemengen ëmmer méi a Schwieregkeeten. Den Här Weiler wollt zwar ofstreiden, dass de Stat am Geld géing schwammen andeem e gesot huet, dass dat Geld, dat an den Investéierungsfongen wär, wär schonn engagéiert. Mä am Budget fanne mer ënnert den Einnahme beim Finanzminister eng Rubrik „intérêts de fonds en dépôt“ vun 100 Milliounen Euro. Wann een unhëlt, dass dat och nëmmen d'Resultat vun enger Verzënsung zu 4% ass, dann entsprécht dat engem Kapital vun 2,5 Milliarden Euro.

Bei ausseruerdentlechen Ausgaben, déi als „dépenses en capital“ bezeechent ginn, vun 853 Milliounen Euro, entsprécht déi Zomm dräi Joer vun „dépenses en capital“. Dat heescht, 2002, 2003 an 2004 kënnen ouni zousätzlechen Zoufloss finanzéiert ginn. Dat wär esou, wéi wann eng Quell nach dräi Joer laang géing Waasser féieren, och wann et während där Zäit net gereent hätt.

Et dierf ee sech net mat der Situatioun a besonnesch och net mat de gudden Wuesstumszuele bretze vis-à-vis vun anere Länner. Mir kënnen eis net mat anere Länner vergläichen. Mir si vis-à-vis vun anere Länner nëmmen eng regional Komponent an, an anere Länner sinn och vill regional Komponenten, déi eng ähnlech Wuesstumsrat hu wéi mir, zum Beispill d'Mailänder Géigend oder d'Géigend vu Barcelona oder d'Paräisser Géigend oder

München, esou dass een also esou net onbedéngt esou e Vergläich soll huelen, fir sech domat ze bretzen.

Währenddeem d'Reserve vum Stat intakt sinn, mécht e grouss Betriber Geschenker a puncto Gewerbesteier op d'Käschte vun de Gemengen. Vill Gemenge wäerten dofir d'nächst Joer Empruntë missen ophuelen, fir hir Investéierungsprogrammer kënnen ze realiséieren. Mir ginn an eng Situatioun, wou de Stat keng Scholde méi huet, d'Gemengen awer hir Scholde wäerte misse vergréisseren. Dobäi schlummere am Fonds de péréquation conjonctural iwwer 40 Milliounen Euro. Dat sinn 1,6 Milliarde Gelder vun de Gemengen an all Joer kommen 72 Milliounen un Zénse vun de Placemeter vun deem Geld dobäi. Et wär absolut noutwendeg, dass d'Méiglechkeet géing geschaaft ginn, dass d'Gemenge weínegstens deelweis un dat Geld kënnte kommen.

An de Virschreften heescht et, dass se dat Geld, dat se a fréiere Joren abezuelt hunn, nëmmen dann däerfe kréien, wa se hiren uerdentleche Budget net méi am Gläichgewiicht hunn. Deen däerfe se awer net am Ongläichgewiicht presentéieren, well dat jo net vum Innenminister ugeholl gëtt, esou dass am Fong geholl also keng Méiglechkeet besteet, fir Geld aus dem Fonds de péréquation conjonctural, deen de Gemenge gehéiert, erauszehuelen.

Ech sinn der Meenung, dass ee misst en anere System fannen, fir dass weínegstens en Deel vun deene Gelder, déi do blockéiert sinn an déi och nach an deenen nächsten zéng, 20 Joer wäerten doranner blockéiert bleiwen, de Gemengen elo kënnt zur Verfügung gestallt ginn.

Op verschidde vum de Gemenge kommen an Zukunft nach méi grouss Geforen duer. Si si bedéngt duerch déi Liberaliséierungspolitik vun der Bréisseler Kommissioun. D'Liberaliséierung vum Gaz- a vum Stroummaart wäert verschidde Gemengen, an ënner anerem och eis Hauptstadt, treffen, well jo virgesinn ass, dass se eng getrennte Kontabilitéit musse maache wat d'Netz a wat d'Bedriewung vum Netz ubelaangt. A wa se Clienten hunn, déi Groussverbraucher sinn an déi dann éligibel ginn, dass se vun auswäerts kënne beliwwert ginn, da verléiere se déi grouss Clienten a musse lues a lues hir normal Verwaltungskäschten op déi méi kleng Verbraucher ofwälzen. Dat ass de Fall fir d'Stad Lëtzebuerg. Dat wäert och geschwénn de Fall si fir d'Stad Esch. Et ass also absolut noutwendeg, dass Methoden do ergraff ginn, fir deem entgéint ze wierken.

Awer d'Regierung ass selwer scho mat schlechtem Beispill virgaange wat d'Privatiséierung ubelaangt. Viru kuerzem hu mer héieren, dass d'Waasserkraaftwierker, déi dem Stat gehéiert hunn, einfach veräussert gi sinn. Den öffentleche Besët, an dee während Jore vill investéiert ginn ass, gëtt u Privater verkaaft. Normaler-

weis, wann de Stat sech vun engem vu senge Besëtztëmer entleedegt, misst dat jo hei am Parlament iwwer e Gesetz geschéien.

De Service de Santé au Travail ass och privatiséiert ginn an elo soll dat och mat der Verwaltung vum Führerschäin geschéien an d'Gesellschaft vun der Kontrollstatioun, wou allerdéngs de Stat 12,05% huet.

Wat de Führerschäin ubelaangt, handelt et sech ëm en offizielle Pabeier, deen am Fong nëmmen de Stat däerf erausginn am Sënn vun der Puissance souveraine. Well wann een esou eppes zouléisst, da kann ee sech froen, wou dat am Fong geholl ophält. Firwat dann net och den Etat civil an de Gemenge privatiséieren.

Firwat och zum Beispill net de Prisong privatiséieren, wéi dat an den USA geschitt, a leschten Enns, géing ech soen, firwat net och d'Regierung privatiséieren? Firwat net och d'Ministerposten ausschreiwten?

**Une voix.** - Dat ass Ären Dram.

**M. Aloyse Bisdorff (déi Lénk).** - Ech mengen domat, et muss ee ganz genau oppasse wat ee mécht a wou een histeiert. Mir kënnte jo och Inder heihinner kréien als Minister, déi grad esou gutt wäeren, mat engem Zéngtel vun de Léin, am Duerchschnide vu Bännercher, wann iergendeppes inauguréiert gëtt.

### *(Interruptions diverses)*

Et gëtt also héich Zäit, dass hei deene Liberaliséierungs- a Privatiséierungsbestriewunge Grenze gesat ginn. D'Bevölkerung huet e Recht op gutt funktionéierend öffentlech Déngschtleschtungen. Mir hu gesinn zu wat fir enge Saachen dat am Ausland féiert. Ech brauch nëmmen d'Beispill vum engleschen Railtrack ze nennen oder vun der Situatioun a Kalifornien um Stroummaart.

Elo kierzlech si mer d'Lag vun der amerikanescher Firma Enron gewuer ginn, déi de gréissten Händler um Energiemaart war, grad um Gaz- an um Stroummaart, déi elo an der Kräid soll stoe mat 31 Milliarden Dollar. Déi grouss Banke selwer hu riseg Ausstänn bei där Firma. Et ass lächerlech wéi d'Banken an esou onsënneg an onsécher Saachen Suen an engem risegen Ausmooss erastiechen, awer bei kleng Betriber, wann iergendwéi eng Kéier nëmmen eppes net riicht leeft, ginn direkt d'Kreditlinne gestoppt.

D'Firma Enron ass e ganz ofschreckend Beispill, dat mer net solle befollegen, wat eventuell elo mat der Liberaliséierungswell, déi vu Bréissel kënnt, och an eise Gemenge soll agefouert ginn.

D'Erausfuorderung géint déi Liberaliséierung an d'Erausfuorderung, fir gutt funktionéierend öffentlech Déngschtleschtungen, ass och eng Erausfuorderung vun der Zukunft. Ech mengen, mir mussen där an Zukunft, och an deenen nächste Budgeten, méi Beobachtung schenken.



**M. le Président.-** Als nächste Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. D'Wuert huet den Här Clement.

**M. Lucien Clement (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll dem Rapporteur, dem Claude Wiseler, fir säi ganz ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport félicitéieren. Selbstverständlech meng Unerkennung fir déi excellent Aarbecht, déi hien an dësem Kontext gelescht huet. Ech weess als Ex-Budgetsrapporteur wivill Aarbecht dora stécht, fir esou e wichtegt, awer och voluminöst Dokument ze beschaffen.

A menger Ried wëll ech haaptsächlech op d'Kleng- a Mëttelbetriber hei zu Lëtzebuerg agoen. Am Moment profitéiere si jo nach vun deem relativ gudde wirtschaftlechen Ëmfeld. Mir hunn awer keng Garantie, datt dat ëmmer esou bleiwe wäert. Mir hunn dëst Joer geléiert a gesinn, wéi séier a wéi schnell sech eng Situatioun ännere kann. Dofir muss een ëmmer erëm am A behalen, wat sech an dësem Secteur, och am Ausland, deet, a wéi do vun der Politik reagéiert gëtt.

D'Period vu wirtschaftlech Wuesstum muss fir Investissementer an d'Zukunft genotzt ginn. Et geet drëm fir eise Wuelstand op laang Siicht ofzesécheren. Dat bréngt mat sech, datt déi momentan nach gutt ekonomesch Situatioun zu Lëtzebuerg och dozou genotzt muss ginn, fir verschidde Sparte vu Betriber ze stäerken oder nei opliewen ze loossen. Domat wëll ech soen, datt de Secteur vun de PME weider ausgebaut muss ginn. Dës Strategie muss am Sënn vun enger nach méi grousser Diversifizéierung an enger méi nohaltlecher Entwécklung vun eiser gesamter Ekonomie duerchgefouert ginn. Ech wëll dowéinst op d'Noutwendegkeet vun enger op laang Siicht ausgerichteter Politik hiweisen. Dat ass, Här President, am Fong geholl näischt Neies an et ass och keng nei Strategie. Ech wëll heimadder einfach soen, datt all Mesuren, déi vun der Politik geholl ginn, ëmmer erëm op en Neits mussen op hir Tauglechkeet gepréift ginn. Gegebenenfalls musse si verfeinert, ofgeschafft oder et mussen neier geschafe ginn.

Déi lescht Joren huet d'Lëtzeberger Handwierk ganz gutt Performancen opzeweisen. D'Handwierkkammer huet dës Performancen esouguer als spektakulär beziechent. Et iwwerdreift ee bestëmmt net, wann ee seet, datt d'Handwierk mat zu de wichtigste Piliere vun eiser Ekonomie gehéiert. Ech wëll dat och un e puer Zuelebeispiller beweisen.

Et ginn am Moment zu Lëtzebuerg zirka 4.300 Handwerksbetriber. Dat maachen 19% vun alle Lëtzebuurger Betriber aus. D'Handwerksbetriber beschäftege 50.000 Leit, wat 20% vum Gesamttotal vum Emploi ausmécht.

De Secteur vun de PME steet virun enger ganzer Rei vun Erausforderungen. Et ass, wéi d'Wuert et seet, e Secteur vun Entrepreneuren a si sinn och untermehmungslustig

a si wäerten dës Erausforderungen unhuelen a se och meeschteren. Et ass un der Politik, fir hei de legislative Kader ze stellen, esou wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war. Ech wëll a menger Interventioun just op e puer Punkten dozou agoen.

Vill Patrone kloen iwwer e Manktum u qualifizéierten Aarbechtskräften, oder esouguer iwwer e Manktum u Personal tout court. Si drécken hir Besuegnis aus, datt de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart praktesch u senge Limiten ukomm ass. Och an der Groussregioun gëtt et ëmmer méi schwéier, fir genügend an och qualifizéiert Leit ze rekrutéieren.

Dës Situatioun riskéiert mat Sécherheet an deenen nächste Joren nach ëmmer méi akut ze ginn, besonnesch da wann déi proposéiert Steuerreform ufänkt ze gräifen. Ech wëll haut net am Detail op déi Steuerreform agoen.

Mir wäerten d'nächst Woch nach Geleeënheet genuch kréien, fir doriwwer ze diskutéieren. Ech wëll just eppes soen. Déi massiv Steuererleichterungen, déi ech ausdrécklech begréissen, wäerten ëmmer méi Betriber, besonnesch aus dem Ausland, op Lëtzebuerg zéien. Mir wëllen eis Betriber kompetitiv par rapport zum Ausland oder der Groussregioun halen, wat jo och den Haaptobjektiv vun esou enger Steuerreform ass. Mä et stellt eis awer och viru Problemer, fir déi mir no Léisunge siche mussen. Wann ee méi Betriber seet, da seet een automatesch och méi Aarbechtskräften a virun allem méi qualifizéiert Aarbechtskräften.

Qualifizéiert Personal kritt een duerch eng zolidd a fondéiert Formatioun. Am Handwierk besteet esou eng Formatioun aus dräi Etappen. Et ass den Apprentissage, d'Meeschterprüfung an d'Formation continue.

Ech wëll e bësse méi am Detail op den Apprentissage ze schwätze kommen. Ech hunn d'Zuelen aus dem Avis vun der Chambre des Métiers méi genee ënnert d'Lupp geholl.

Wann een d'Joren 1999 an 2000 matenee vergläicht, esou ass d'Zuel vun de Léierkontrakter am Handwierk vu 687 op 540 Unitéiten zrëckgaangen. Esou e Réckgank vu bal 150 Kontrakter ass substantiell fir Lëtzebuerg. 216 ugebuede Léierplaze si guer net besat ginn. Aus dësen Zuele schléissen ech, datt gewësse Problemer beim Apprentissage bestoe mussen. Et muss ee sech d'Fro stellen, firwat sech ëmmer manner jonk Leit fir eng Léier an engem Handwierk entscheeden. Dofir gëtt et sécherlech Grënn.

En éischte Grond ass deen nach ëmmer zimlech negativen Image vum Handwierk an der Populatioun. Déi Jugendlech kréie ganz dacks vun hiren Elteren ofgerode sech fir en Handwierk ze entscheeden. Si kréie suggéiert, datt ee sech dobäi géif knaschteg maachen, eventuell éischter opstoe muss, a verschiddene Beruffer muss een och méi spéit schaffen, an dofir wier et wahrscheinlech besser a méi flott, wa se géifen op e Büro schaffe goen.

D'Schoulen droe menger Meenung och nach net zu engem ausreechende Mooss dozou bäi, fir den Image vum Handwierk opzewäerten. Ech soen dat hei op dëser Tribün sécherlech haut net fir d'éischt. Ech hunn dës Remarque schonn e puermol gemaach, si sinn also net nei. An eise Schoule missten nach méi Efforte gemaach ginn, fir d'Schüler ze sensibiliséieren. De Schüler muss gewise kréien, datt en Handwierksberuff Spaass mécht an datt esou e Beruff och Zukunftsperspektiven huet. Esou eng Sensibilisation kann een zum Beispill duerch d'Ubidde vu Schnuppercoursen duerchféieren. Elo wäerte vill Leit heibanne soen, dat gëtt et schonn. Dat stëmmt, mä ech sinn der Meenung, datt et der net genuch gëtt an datt ee wesentlech méi regelméisseg mussen ugebuede ginn. Dëse Kontakt mam Handwierk, mat enger praktescher Aarbechtsplaz, ass wichteg.

Weiderhi sollen d'Schüler eng méiglechst breet Palett vu Beruffer virgefouert kréien. Si solle sech domat e Bild maache kënnen, wat fir en Handwerkerberuff oder wat fir eng Aarbechtsplaz hinnen herno am meeschte Spaass mécht, respektiv woufir si mengen, datt se am meeschten Talent hunn.

En zweete Grond firwat sech net genuch Jugendlecher fir en Apprentissage entscheeden ass sécherlech och de Fait, datt si eng Léier als finanziell net attraktiv emfannen.

Et ass richtig, datt d'Léierbouwen oder d'Léiermeedercher während hiner Ausbildungszeit vill manner wéi de Mindestloun verdéngen. An der Moyenne läit dat ongeféier bei 60% vum Mindestloun iwwert déi dräi Joer gekuckt. Bei esou Verdéngschtméiglechkeete soe sech eng Partie vu Jugendlechen: Ech wëll net manner wéi de Mindestloun verdéngen an dowéinst probéieren ech fir eng Aarbechtsplaz ze fannen, wou ech dëse Mindestloun, oder vläicht nach e bësse méi, verdénge kann. Dat sinn an der Praxis ganz oft Jugendlecher, déi vun hiren Eltere vläicht net déi néideg Ënnerstëtzung oder Explikatiounen kréien, wat se herno an hirem Liewe solle maachen, ob se eng Handwierksléier solle maachen oder einfach op eng Plaz als Non-qualifié schaffe goen.

### ***(Interruptions diverses)***

Ech muss lech awer soen, dee Metzler, deen Der kennt, huet dräi Meedercher.

Aus dëse Grënn, mengen ech, muss ee versiche fir den Apprentissage finanziell e bësse méi attraktiv ze gestalten. Fréier soten d'Leit „Lehrjahre sind keine Herrenjahre“ an domadder hat et sech dann. Mir sinn awer net méi an de 50er an an de 60er Joren. D'Welt, a mat hir d'Mentalitéit an d'Liewensspréich vun all Eenzen hu geännert. Et muss een no Modeller sichen, déi et de Léierbouwen an de Léiermeedercher erlaben, fir op den Niveau vum Mindestloun ze kommen. Dat soll awer net eleng zu Laaschte vun de Betriber goen, déi d'Leit ausbilden. Dës Betriber investéiere jo scho ganz vill

an d'Formation. Dat fänkt u mat der Zeit, déi e Patron sech hält an investéiert, fir e jonke Mënsch ze forméieren, an hält op beim Material, dat deelweis zu Übungszwecker zur Verfügung gestallt muss ginn.

Ech mengen, hei ass och haaptsächlech d'Politik gefuerdert, fir zousätzlech finanziell Mëttel zur Verfügung ze stellen. ech sinn der Iwwerzeugung, datt sech bei enger méi grousser finanzieller Attraktivitéit, bei enger méi intensiver Opklärung, sech erëm méi Jugendlecher géifen entscheeden eng Léier an engem Beruff ze maachen.

Den Apprentissage, Dir Dammen an Dir Hären, ass sécher e Wee vu villen, deen et erlaabt dem Mangel u qualifizéierten Aarbechtskräften entgéint ze wirken. Méi eng grouss Unzuel u qualifizéierten Aarbechter ass am Interesse vum Handwierk selwer, mä mat Sécherheet och am Interesse vun der Politik. Et ass ergo wichteg, datt mir nach weider Efforten am Kader vum Apprentissage maachen an no neie Solutiounen sichen.

Ech wëll als Beispill den Objektif plein-emploi oder pro-actif duerstellen. Hei gëtt mat ganz villen öffentleche Gelder versicht Leit eng zweet Chance ze ginn, eng Initiativ, déi luewenswäert ass a wou d'Zil vun dëser Initiativ och net soll a Fro gestallt ginn. Et muss een awer oppassen op d'Envergure, déi esou eng Moosssnam ka kréien. Gewollt war jo sécher net, fir heimat ee vun de gréissten Arbeitgeber zu Lëtzebuerg ze kreéieren.

Froe muss ee sech awer, Här President, ob et vläicht net méi sënnvoll wier, wann en Deel vun dëse Gelder méi gezielt géif agesat ginn, zum Beispill a méi engem fräien Alter vum Jugendlechen, beim Apprentissage also. Ech kënnt mer virstellen, datt de Lounausgläich, vun deem ech elo geschwat hunn, zu engem Deel och als Prime eréischt nom Ofschloss vun enger Léier géif ausbezuelt ginn. Dat wier selbstverständlech dann och gläichzäiteg e klengt Startkapital, fir herno an d'Berufsliewen.

Wann ech elo emol d'Zuele vu Lëtzebuerg, wat den Apprentissage ubelaangt, mam Ausland vergläichen, da muss ech feststellen, datt mir an dësem Dossier schonn zimlech zolidd an d'Hannertreffe geroden. Hei e Beispill: Op 1.000 Betriber kommen hei zu Lëtzebuerg 352 Léierkontrakter. Rheinland/Pfalz huet op 1.000 Betriber der 689. Dat ass scho bal duebel esou vill. D'Saarland, dat nach vill méi opgerüst huet, huet pro 1.000 Betriber 807 Léierkontrakter. Et kann een also feststellen, datt dës Statistik net onbedéngt fir Lëtzebuerg schwätzt. Et ass also net vu Muttwëll, wann ee sech heiriwwer e puer Gedanke mécht.

Här President, am zweete Volet vu menger Intervention, wëll ech op de Problem vun der Création d'entreprises a vum Unternehmergeeschts ze schwätze kommen. Och dat ass en Thema, dat ech ëmmer erëm hei virbréngen, en Thema, dat an Zukunft nach méi wichteg fir Lëtzebuerg wäert ginn, en Thema, dat och

direkt mam éischte Punkt vu menger Interventioun ze dinn huet, well wa jonk Leit kee Beruff léieren, kréie mer herno och keng Meeschteren a keng Patronen.

Wat d'Schafen an d'Exploitation vum engem Betrib betrëfft, zielt Lëtzebuerger am internationale Vergläich mat Sécherheet net zum Spëtzentrupp. Vill Lëtzebuerger sinn net bereet, fir sech selbstänneg ze maachen an en eegene Betrib opzemaachen. Si entscheede sech ganz oft léiwer, och wa se dann nach en Handwierk geléiert haten, fir eng sécher Aarbechtsplaz, sief et bei der Gemeng oder beim Stat. Dat huet sécherlech vill Grënn. Ech wëll e bësse méi genee op déi Ursaachen agoen a versichen e puer Verbesserungsvirschléi ze maachen. D'Zukunft awer wäert eis weisen, an dovun sinn ech iwwerzeegt, datt déi Vollkasko-Mentalitéit vu verschiddene Leit net auf immer und ewig den Erausforderunge standhale wäert.

Ee vun de Grënn ass sécher d'Angscht virum Risiko a besonnesch virum finanziellen Risiko. Vill Leit fäerten, datt se finanziell ruinéiert sinn, wann hire Betrib net esou leeft, wéi se sech dat virgestallt hunn. An anere Wieder, si hunn Angscht virum enger Faillite, eng Faillite, déi hiert ganz Liewen an dat vun hirer Famill kënnt op d'Kopp dréien.

Et muss ee leider feststellen, datt an deene leschte Joren d'Zuel vun de Failliten ëmmer méi héich ginn ass. Dat ass net nëmme schlecht fir eis national Ekonomie, et dréit och an der Bevëlkerung net dozou bäi, fir den Image vum Entrepreneur, dee jo schonns net ëmmer dee Beschten ass, opzewäerten.

Ech sinn der Iwwerzeegung, datt een de legislative Kader vun de Failliten grëndlech muss iwwerschaffen. De Mëttelstandsminister huet dat jo schonns a sengem aktualiséierte Plan d'action en faveur des PME, deen den 2. Februar 2001 vum Regierungsrot approvéiert gouf an duerno hei an der Chamber presentéiert ginn ass, ugekënnegt.

D'Zil muss éischtersinn, fir déi héich Unzuel vu Failliten erofzesetzen an zweetens, fir déi organiséiert oder kriminell Failliten ze bestrofen.

Ech mengen, datt et och gutt wier, wann een ënner bestëmmte Voraussetzungen deene Leit, déi schonns emol eng Faillite haten aus n'importe wat fir Grënn, eng zweet Chance géif ginn. Esou eng zweet Chance muss natierlech u ganz strikt Konditiounen gekoppelt sinn. Zum Beispill däerfe se keng organiséiert Faillite gehat hunn. Et mussen awer nach weider Konditiounen dobäi kommen. Zum Beispill nosetze wat d'Formation oder d'Qualifikation ugeet, eventuell en neie Plan de financement, plus eng Gestion contrôlée iwwer e puer Joer. Och mussen hei Mesuren ergraff ginn, déi de Betriber hëllef eventuell Failliten ze verhënneren. Berodung am Virfeld, wou schlecht Situatiounen sech virzeechnen, ass hei immens wichteg.

Ech sinn allerdéngs net mat mengem Virriedner, dem Här Bischoff d'accord, dee proposéiert, datt de Stat soll higoen an anstatt Berodung unzebidden, Kapitalsprëtze ginn, wéi en dat genannt huet. An dräi Minutten drop kritiséiert en d'Steierreform, déi zu Gonschte vun de Betriber gemaach ginn ass. Just d'Steierofsetzung awer, mengen ech, ass en adequat Mëttel, fir d'Failliten ze senken an d'Kompetitivitéit an d'Iwwerlieweschance vun de Betriber zolidd ze ënnerstëtzen.

Op där anerer Säit gëtt et awer och nach Leit, déi d'Bereitschaft an de Wëllen hunn, fir sech selbstänneg ze maachen an esou en eegene Betrib ze grënnen. Ganz oft sti si awer virun Hürden, déi et hinnen onméiglech maachen, fir op esou e Wee ze goen.

Onofhängeg vun deenen néidege Kompetenzen a Qualifikatiounen, déi ee brauch, fir esou e Betrib ze gëereieren, brauch ee virun allem grouss finanziell Mëttel, fir eng Entreprise ze schafen. D'Fro stellt sech, wou een déi Sue kann opdreien.

Déi wéinegst potentiell Betribsgrënner kënnen hei op hir Familljen zielen, fir datt si hinnen déi néideg Suen zur Verfügung stellen. Entweder hunn d'Familljen déi Suen net zur Hand oder si si ganz einfach net bereet de finanzielle Risiko matzedoen.

Dobäi kënnt och nach, datt déi eenzel Banken an der Vergaangenheet ëmmer méi retizent gi si wat d'Start- a Risikokapital ugeet. Si refuséieren - ech kann dat och ganz gutt verstoen -, fir dat néidegt Kapital zur Verfügung ze stellen, wann déi gefrote finanziell Ofsécherung feelt.

Aus deene Grënn muss een no Léisunge sichen, fir datt déi potentiell Entrepreneuren en erweiderten an erliichterten Accès zum Startkapital hunn. Wou kann dee Jonken dat Start- a Risikokapital fannen? D'Chambre des Métiers schwätzt an hirem Avis vu „prêts de fonds propres“. Am Moment ginn et haaptsächlech zwou Méiglechkeeten, déi awer an der Praxis eng Rei vu Problemer un d'Licht bréngen. Et sinn dat d'SNCI an d'Mutualitéite vum Handwierk a vum Handel.

Bei der SNCI ass et de Moment esou, datt just d'Entreprises, déi ënner enger bestëmmter Gesellschaftsform bestinn an doriwwer eraus eng Activité innovativ opweise kënnen, Zougank zum Risikokapital hunn.

No mengen Informatiounen, Här President, gëtt et am Beräich vun deene rengen Handwerksbetriber eng ganz Rei vun Entreprises, déi net ënnert d'Kritäre vun der Innovatioun an der Kapitalgesellschaftsform falen, déi vun der SNCI imposéiert ginn. Hei sinn op jidde Fall all Entreprises als non-éligibles aklasséiert, déi en nom personnel fonctionnéieren. Dat si praktesch all, wann net sämtlech Familljebetriber aus dem Handwierk an dem Handel.

Och déi nei Entreprises, déi sech an der Ufanks- an Entwécklungsphas befannen, missten de Wee zum Risikokapital méi llicht a méi zougänglech gemaach kréien.

Zirka 45% - och wann dës Zuel wahrscheinlech réckleefeg ass - vun de Betriber aus dem Artisanat sinn nach Entreprises, déi en nom personnel exploitéiert ginn.

A lo muss ech froen: Wat fir e Grond gëtt et, fir dës Betriber vum Accès zum Risikokapital auszeschléissen? Ech ka mer einfach net virstellen, datt d'Politik iergendeen Uleies soll hunn, fir datt zu Lëtzebuerg nëmmen nach Betriber a Form vu Kapitalgesellschaft an net méi en nom personnel funktionéieren.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Dat musst Der dem Här Boden erzielen.

**M. Lucien Clement (CSV).** - Här Mehlen, berouegt lech, berouegt lech!

**M. Ben Fayot (LSAP).** - En ass guer net opgereeget.

**M. Lucien Clement (CSV).** - Bei de Kapitalgesellschaften haft den Aktionär nëmme mam Montant, deen hien an de Capital social investéiert huet. Bei de Betriber, déi en nom personnel funktionéieren, haft de Patron mat sengem gesamten Eegebessetz. Dës Betriber funktionéieren einfach no engem anere finanzielle Schema wéi d'Kapitalgesellschaften an et gëtt aus dësem Grond, mat Sécherheet aus dësem Grond, an dës Betriber och manner Failliten. D'Fro ass: Firwat dës Betriber elei ausschléissen? Beim beschte Wëlle fannen ech hei keng valabel oder vernünfteg Äntwert, ech hunn dat alles awer schonn e puer Mol op dëser Tribün hei gesot. Ech kann lech versécheren, ech wäert et sou laang soen, bis hei Gläichberechtigung geschafe ginn ass.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Dir sidd an der falscher Partei.

**M. Lucien Clement (CSV).** - Dat zweet Instrument beim Startkapital sinn d'Mutualités de cautionnement vum Handwierk a vum Handel. De Budgetsprojekt, deen eis virläit, gesäit an der Partie iwwert de Mëtzelstandsministère, am Artikel 52.001 fir méi genau ze sinn, folgende Poste vir: De Stat ka finanziell un de Pertë partizipéieren, déi bei de Cautionnementen entstinn. Hei ass ee Betrag vun 123.947 Euro virgesinn. Dat ass e Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice. An de Budgete vun deenen zwee leschte Joer war och schonn esou e Poste virgesinn. No mengen Informatiounen ass dës Budgetsartikel nach nie applizéiert ginn, sou dass dës Krediter nach nie genotzt gi sinn. Ech stelle mir Froen, firwat datt déi Suen nach nie gebraucht si ginn, wou et dach e gutt Instrument ass fir de Mutualitéiten hire Risiko ofzefiederer. Ech denke mir, dass et hei Applikationschwierigkeete gëtt.

Den Artikel 6 vum Gesetz vum 29. Juli 1968 iwwert d'strukturell Verbesserung vun den Handels- an Handwierkerbetriber gesäit vir, datt de Stat Méiglechkeeten

huet, fir un de finanzielle Pertën ze partizipéieren, wann d'Mutualitéiten hir Memberen kautiounéieren. Den zweeten Alinéa vun dësem Artikel gesäit och vir, datt e Règlement grand-ducal geholl muss ginn, deen d'Limiten, d'Konditiounen an och Modalitéiten vun der staatlecher Partizipatioun un dës Pertë virgesäit. Dës Règlement grand-ducal ass bis haut net adoptéiert ginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce confirméiert dat. Domat wees een zum Beispill net, wat fir eng Betriber ënnert dës Législatioun falen, bezéiungsweis wat fir weider Konditiounen erfëllt musse ginn, zum Beispill um Niveau vum Dossier deen an de Ministère agereecht muss ginn. Ech ginn dovun aus, dass d'Absence vun dësem Règlement de Grond ass, firwat datt dës Budgetskredit nach ni gebraucht ginn ass oder esouguer net gebraucht konnt ginn. Ech riichten dofir mäin Appel un d'Regierung an notamment och un de Mëtzelstandsminister, fir dës Règlement esou séier wéi méiglech op den Instanzewee ze bréngen.

Ech sinn schonn d'lescht Joer während de Budgetsdebatten op folgende Punkt agaang a muss dat nach eng Kéier maachen. Am Kader vun der Budgetsdebat vum 16. Dezember 1999 gouf d'Regierung an der Motioun Nummer 21 opgefuerdert, d'Méiglechkeet fir en adequaten institutionellen a reglementaresche Kader fir d'Risiko- an d'Startkapital ze studéieren. Hei sollen d'SNCI an d'Mutualitéiten vum Handwierk a vum Handel an dës Initiative mat abezu ginn. Ech wëll och drun erënneren, dass d'Chamber hei dës Motioun eestëmmeg ugeholl hat. Et schéngt mer also, wéi wann dës Motioun bis haut nach keng Rechnung gedroe ginn ass. Ech hoffen awer, dass dat elo e bësse méi séier passéiere wäert.

De leschte Punkt vu menger Ried betrëfft den Droit d'établissement. D'Wirtschaft ass am Embroch. Déi nei Technologie maachen hir Diere fir nei Aktivitéiten op, mä si hunn awer och Konsequenze fir déi méi traditionell wirtschaftlech Aktivitéiten. Den aktualiséierten Aktiounsplan fir PME vum Joer 2001 annonciéiert eng Reform vum Droit d'établissement, eng Reform bei där neie wirtschaftlechen an technologeschen Ëmstänn Rechnung gedroe gëtt.

Aus dësem Dokument geet notamment ervir, datt verschidde Beruffer reforméiert solle ginn. Dat sinn zum Beispill d'Transporteurs, d'Wirtschaftsberoder, d'Reesagencen, d'Kontablen an d'Immobilienmakler. Eng Reform vun dës Beruffer dréit bestëmmt dozou bäi, d'Qualitéit an de Sérieux vun dës Services ze verbessern.

E weidere Schwéierpunkt vun der Reform ass déi berufflech Qualifikatioun, zum Beispill um Niveau vun der Gestion d'entreprise. Hei muss en dynamesche Kader geschafe ginn, deen et deene verschiddene Beruffer erlaabt, sech weider ze entwécklen.

Fir d'Handwierk muss d'Meeschterprüfung d'Konditioun Nummer 1 bleiwen, fir en Handwierksbetrieb exploit-



éieren ze kënnen. Trotzdeem muss méi eng grouss Flexibilitéit an de ganze System erakommen. Dat heescht, datt et där Persoun, déi schonn Titulaire vun enger Autorisatioun d'établissement ass, méi licht gemaach muss ginn, fir och eng Activité à connexité technique legal ausüben ze kënnen. Ech ginn ee Beispill vu villen: Eng méi grouss Flexibilitéit erlaabt et de Betriber, wann déi Aktivitéit, déi se hunn, net esou gutt leeft, op en anert Pærd setzen ze kënnen. E bëssen iwwerspëtzt ausgedréckt heescht dat awer mat Sécherheet net, dass ech der Meenung wier, datt zum Beispill en Daachdecker och Metzler oder Bäcker spille kann. Et muss schonn e Lien de connexité technique ou pratique tëschent deenen Aktivitéite bestoen.

Ech begreissen et ausdrécklech, datt déi concernéiert Berufschamberen an dës Reform mat abezu ginn. Si wësse jo schliesslech am beschten, wéi et um Terrain funktionéiert a wou qualitativ Verbesserungen néideg sinn. Aus dem Avis vun der Chambre des Métiers geet ervir, datt si hir Virschléi schonn an de Mëttelstandministère eragereecht hunn. Ech hoffen och hei, datt déi néideg Texter esou séier wéi méiglech op den Instanzewee bruecht ginn.

Ech soen lech merci.

**Une voix.-** Très bien!

**M. le Président.-** Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

**M. Alex Bodry (LSAP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Budgetsprojert, vun eiser Regierung am leschte Summer opgestallt, bréngt den definitive Beweis, dass mer déi dichtegst Regierung zënter dem leschte Weltkrich hunn a virdrun.

**Plusieurs voix.-** Très bien! Très bien!

**M. Alex Bodry (LSAP).-** D'Zukunft gëtt zillbewosst virbereet: Budget am Equiliber, réckleefeg Statsverschuldung, zolidd Reserven. De Budgetsminister selwer spuert och net u Luef fir sech selwer a fir d'Budgetspolitik vun der Regierung: Virsiicht, Besonnenheet, Rigueur, grouss wuelklengend Etiketten, déi e sech, der Regierung a sengem Budgetsprojert gären uspéngelt. Enn Februar huet d'Regierung sech Richtlinne ginn. Dat ass en Dokument, dat hei net laang diskutéiert gëtt a wat et awer besonnesch dës Joer der Wäert gewiescht wär genau ze studéieren. D'Richtlinne ginn iwwert d'Circulaire budgétaire. Ech mengen et wär d'Rigueur, déi Momper stung bei deem Dokument. Enn Juli huet d'Regierung Hand ugeluegt un de Budgetsprojert: Dat schéngt dann d'Virsiicht gewiescht ze sinn.

Dono ass den 11. September komm, nodeem - sou ass emol hei an der Chamber behaupt ginn - näischt méi sou war wéi virdrun a wou, wéi de Budgetsminister gesot

huet, him an och anere Leit d'Aen opgaange si virun de Realitéiten. Alles war anescht wéi virdrun, just eppes net: de Budgetsprojert. De Budgetsprojert opgestallt am Summer fir d'Joer 2002, deem ass d'selwecht bliwwen an och am November huet d'Regierung keng Nécessitéit gesinn, fir iergendeppes un deem Projert ze änneren obwuel d'Ëmfeld total anescht ass an all Eckdate changéiert hunn, de Statsbudget, am Juli opgestallt, bleift de selwechten. Mir hunn also sou eng formidabel Regierung, dass si am Juli scho wousst, wat zwee Méint méi spët antreffe géif. Hire Budgetsprojert war richteg am Juli mat deenen Eckwäerter an hire Budgetsprojert bleift richteg zwee Méint méi spët mat ganz aneren Eckwäerter,...

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).-** Ech fannen, den Här Krecké huet vill besser ugefaangen.

**M. Alex Bodry (LSAP).-**... an dat obwuel d'objektiv Donnéeën, déi geliiwert si ginn vum Statec, deelweis iwwerholl vun der Cours des Comptes, d'Donnéeën, déi vun de Verwaltunge virleien, eppes anescht opweisen. Si weisen nämlech op, dass all déi Eckdaten, vun deenen d'Regierung ausgaang ass an hirem Circulaire an och nach am Juli, wéi si de Budgetsprojert opgestallt huet, fir dës Joer a vir allem fir d'nächst Joer héchstwahrscheinlech anescht ausgesi wäerten. Dat betrëfft de Wuesstum, dat betrëfft d'Inflatioun, dat betrëfft den Zouwuess vun der aktiver Bevëlkerung, dat betrëfft den Taux vun der Aarbechtslosegkeet an dat betrëfft d'Zahlungsbilanz vum Stat.

Alles soll anescht ginn d'nächst Joer, wéi nach bei der Opstellung vum Budget ugehall, an d'Regierung seet: „Mir loosse alles beim Alen.“ De Budgetminister schéngt ze mengen, well hien an der Majoritéit wier, hätt hien ëmmer Recht. Dat maach sinn an den Ofstëmmungen hei an der Chamber, mä an der politescher a wirtschaftlecher Realitéit kann dat ganz anescht ausgesinn. Dës Regierung huet also erëm en Zauberstéck fäerdegbruecht. Si huet eng gewësse Routine doran. Datselwecht war scho virun zwee Joer de Fall. Virun zwee Joer ass se hei virun d'Chamber komm an huet e Budget fir d'Joer 2000 vun der Chamber stëmme gelooss, dee sollt richteg sinn, dee sollt éierlech sinn. Abbe, wéi duerch Zauberei hu sech d'Einnahme vum Stat vermehrt, ëm 18% weicht de Kont vum gestëmmte Budget of, 35 Milliarden Méieinnahmen, wéi d'Regierung sengerzäit ageschätzt hat. Dat ass Guinnessbuch-Rekord-verdächtig, e wierklech blendend Beispill, wéi wäitsichtig a wéi gewëssenhaft dës Regierung bei der Opstellung vun hirem Budgetsprojert ass, anscheinend dat wichtegst Gesetz vum Joer, wat d'Chamber stëmmen dierf. Spaass bäisäit, hei gëtt dach awer de Geck mam Land a mat der Chamber gemaach. Hei gëtt net versicht déi reell Situatioun an deem Budgetsdokument erëmzespigelen an et gëtt verfuert, wéi mer dat gewinnt si vun dëser Regierung, déi

ënnert der Etikett vun der Transparenz ugetrueden ass, a wou awer zënter zwee Joer just nach en Transparenzbluff besteet. Den zweedausender Budget war onéierlech, huet deemools déi reell Situatioun vum Land net erëmgespigelt a mir hunn dat deemools schonn hei vehement kritiséiert an dat ass och beim zweedausendanzweeter Budget net vill anescht. Hei gëtt bewosst géint de Prinzip vun der budgetärer Éierlechkeet verstouss an de Budgetsminister mengt nach sech domadder bretzen ze kënnen.

Wéi wann déi sougenannte Plus-valuen eppes mat der Dichtegkeet vun der Regierung a mat der Gestiou vum de Finanze vun dësem Stat ze dinne hätt. Déi Plus-valuen sinn d'Resultat vun enger Feelaschätzung vun den Einnahmen. Si sinn d'Resultat vun engem bewosste Feeler, deen d'Regierung Joer fir Joer mécht an deen eng virleefeg Spëtzt mam Kont vum Joer 2000 erreecht huet. Et ass also alles anescht wéi e Beleeg fir eng riguréis Budgetspolitik an d'Richtigkeet vun der Politik vun deene leschten zwee Joer. Déi sougenannte Plus-valuen sinn d'Konsequenz vun engem gewësse Wirtschaftsboom, dee mer zënter der Mëtt vun den nonzeger Joren hei zu Lëtzebuerg kennen, mat engem duerchschnëttleche Wuesstum pro Joer vun iwwer 5% an enger gewollter falscher Aschätzung vun deenen Einnahmen do, a soss näischt anescht. Kee Grond also fir sech mat deenen Zuelen no baussen ze bretzen.

Et huet ee bei deem zweedausendanzweeter Projet méi wéi jee den Androck, dass d'Regierung sou ähnlech verfiert, wéi dat heiansdo bei den abstrakte Konschtwierker de Fall ass, wou sech d'Leit dono Gedanke maachen doriwwer, wat den Auteur eigentlech domadder geduecht huet a wat déi déif Absichte waren. Si stellt e Budget op, d'Linne vun der Circulaire sinn dobäi vergiess, an dono versicht se eng Interpretatioun eranzeleeën, wat dann hir nobel Absichten, hir grouss Prinzipie bei deem grouss Budgetprojet waren. Hei ginn Zuelen niewentenee gestallt an da versicht een après coup Grousses doranner ze interpretéieren. Menger Meinung no ass dëse Budgetprojet méi en Zoufallsprodukt vun enger Additioun vun Einzelentscheedungen wéi d'Resultat vun enger wierklech duerchduechter laangfristeg ausgeriichtener Politik. Et ass och e Budget, deen definitiv all Bezuch zu enger Aart Budgetsnorm, och nëmmen als Indikatioun, gekappt huet. Déi Virsätz, wéi een se nach deelweis an de Circulaire an och nach am Exposé des motifs vum Budget erëmfënnt, kann een eigentlech bei der Betruechtung vun den Zuelen vun deem zweedausendanzweeter Budget definitiv vergiessen. Ech wëll awer net sou grausam sinn, an hei Zitater aus der Circulaire budgétaire uféieren.

Liest se duerch. Et ass en Dokument, dat derwäert ass et duerchzeliesen an da vergläicht an deenen eenzelne Kapitelen, wat da schlussendlech vun där Circulaire do iwwreg bliwwen ass.

D'Regierung geheit also hir eege Prinzipien op d'Kopp an Zäit vun e puer Méint a mécht wéi wann dat d'Resultat vun enger koherenter, wäitsichteger a voluntaristescher Politik wier. Ech hunn éischter den Androck, dass hei bäigefléckt gëtt, dass improviséiert gëtt, dass reagéiert gëtt an duerno gëtt dann zum Staune vum Land groussaarteg, beandrockend, tiefschürfend Explikatiounen nogereecht. De Premier war e bereet Beispill fir déi doten Taktik, andeem e beim Dépôt vum Budget vun antizyklescher Politik geschwat huet. Dee Projet war du scho sechs Wochen al an déi Fro vun antizyklescher Politik huet sech eigentlech net gestallt an deem Moment. D'Explikatiounen ginn après coup ugedicht un e Projet, deen eigentlech onkoherent ass mat den eegene Richtlinnen, déi sech d'Regierung am Ufank vun dësem Joer ginn huet.

Dëse Budget ass also an eisen Aen e virtuelle Budget. E spigelt net déi reell Finanzsituatioun erëm a gëtt och Lige gestrooft duerch Aussoe vun de Finanzverwaltungen, vum Statec an och an deem excellenten Avis vun der Cour des Comptes, Avis, deen dës Kéier sécherlech eng Beräicherung vun de Budgetsdebatten iwwerhaupt duerstellt an dee sech och dës Joer ganz besonnesch offieft vun deem dach relativ seichten Avis, deen de Conseil d'Etat dës Joer virgeluegt huet. Do goufen et och schonn emol besser Zäiten.

Dëse Budgetprojet ass also an eisen An net virsichteg, mä budgetär onéierlech. En ass net besonnen, éischter traditionell konservativ. En ass och net riguréis, well e widderspréichlech ass a senge Virsätz an an der praktescher Ëmsetzung vun deene Virsätz. A wann och d'Regierung op déi Kriticke vun der Oppositioun net wëllt héieren, wär et awer gutt, wa se zumindest déi fundéiert Kriticken, déi de Conseil d'Etat zum Beispill am Gesetzesprojet iwwert d'Affektatioun vun de Plus-valuen vun 2000 formuléiert huet, déi d'Cour des Comptes nach eng Kéier formuléiert huet an hirem Avis zum Budgetprojet 2002, géif seriö huelen, wat déi falsch Aschätzungspolitik vun den Einnahmen vum Stat ugeet.

Mä déiselwecht Approximatioun fanne mer net nëmmen op der Säit vun den Einnahmen, mir fanne se och erëm am Beräich vun den eenzelnen Investitiounsfongen. D'Zuele vun de Fonge variéieren vun Dokument zu Dokument. Anstatt déi tatsächlech Ausgaben unzeféieren, gi virtuell Zuelen, theoretesch Zuelen agesat. Déi eng Projekte sinn net chiffriert, aner Projeten, déi awer schonn ugekënnegt sinn, fënnt een net an de Fongen erëm.

D'Cour des Comptes kritiséiert mat Recht, datt déi eenzel Investitiounsfongen net op déi reell Einnahmen an Ausgabe fir d'Joer 2000 opbauen, wou déi dote Chiffere vum Kont 2000 dach awer virleien. Och hei ginn also Zuele getässelt, gedréit, bis se da schlussendlech passen an e järelechen Total hierginn, dee reng theoretesch ass, mä deen awer dann iergendwéi sech ka presentéieren.

loossen. Dat ass net seriö. Dat huet mat der reeller Ausgabepolitik vun de Fongen näischt ze dinn. A wann ee wierklech op Transparenz hält, wann ee wierklech nach eng Kontroll wëllt méiglech maachen, da muss ee mat deene richteg Chifferen operéieren an net virtuell Zuelen uféieren.

Et ass mer richteg waarm ëm d'Häerz ginn, wéi ech matkritt hunn, wéi hei eenzel Deputéierte vun der Koalitioun an och de Budgetsrapporteur a sengem Avis, sech beklot hunn iwwert déi laang Prozeduren. Wat dauert et laang, bis mer hei zu Lëtzebuerg als Stat iergendee Projet kënnen duerchzéien! Ech si frou feststellen, datt d'DP elo net méi seet, dat wier d'Inkompetenz vun der Regierung, firwat datt eenzel Projeten net géife virgoen. Anscheinend sinn et dann elo déi béis Prozeduren, déi schold sinn.

Abee, näischt méi einfach. Dir hutt d'Majoritéit, dann ännert d'Prozeduren! Haalt op ze lamentéieren. A wann Dir lech beklot, datt eenzel Projeten net viruginn, da wann ech gelift, zitt déi Projeten duerch, déi scho laang decidéiert sinn a geheit se net op d'Kopp, wéi dat geschitt ass mam BTB, wéi dat geschitt ass mat der Rockhal, wéi dat geschitt ass mam Rehazenter, wéi dat riskéiert ze geschéie mat der Cité judiciaire. Maacht déi Projeten, déi laang diskutéiert gi sinn a setzt se ëm a geheit se net ëmmer erëm op d'Kopp a fänkt da gläichzäiteg un iwwert d'Retarden ze lamentéieren.

Hei muss méi Kohärenz kommen an déi ganz Politik vun den Investitiounsfongen. Et geet net duer, sech hei ze bekloen, mä et muss een déi néideg Schlussfolgerungen aus deene Kloen auszéien.

Mir sinn och der Meenung, datt elo, wou nach d'Einnahme vun de fette Joren an de Budget era-kommen, well mer déi Einnahmen, déi mer dëst Joer verzechnen, och nach d'nächst Joer verzechnen, ënner anerem och soll kënnen afléisse loossen an eng aner Politik wat d'Reserve vum Budget ugeet. Och do ass eng interessant Suggestioun an der Cour des Comptes hirem Avis, déi mer gären eis ze eege maachen. Mir trieden a fir d'Schafung vun engem Nohaltekeetsfong, engem Fong, deen eigentlech do ass, fir d'Zukunftssécherung vum Land ze garantéieren. Dat soll sech net ofspillen a Budgetsreserven, déi net richteg affektéiert sinn, mä et soll een dat probéiere geuerdnet ze maachen, déi Budgetsreserven an e Fong eriwuer ze huelen, dee strikt Regeln huet, e Fong, deen och mat sech bréngt, datt d'Chamber implizéiert ass, d'Chamber also iwwer e Gesetz decidéiert, firwat déi Sue kënne gebraucht ginn, eng Mouk, souzesoen, déi dem Land an den zukünftege Generatiounen soll zur Verfügung stoen, wann et eng Kéier sollt méi schlecht goen. Esou en Nohaltekeetsfong ass dat wat sécherlech wichteg wär, wann ee wierklech eng wäitsichteg Politik als Lëtzeburgerger Regierung wëllt duerchféieren.

Onkonsequent ass d'Regierung net nëmme bei der Opstellung vum Budget, mä grad esou widdersprénglech geet et och hier bei der Astellungspolitik vum Stat. Och do géif ech gären ausgoe vun der Circulaire budgétaire vum Februar vun dësem Joer. Ech zitieren draus:

„Dépenses en personnel: modération des nouveaux engagements.

Une modération très stricte des nouveaux engagements de personnel devra être mise en oeuvre en l'an 2002. Le nombre de nouveaux postes à conventionner par les départements devrait être limité au stricte minimum”.

Ech kucken dann d'Zuele vum Budget. Ech weess net wat an deene puer Méint tëschent der Circulaire an der Opstellung vum Budget geschitt ass. Ech stelle fest, wann ech all déi Posten zesummen zielen, da kommen ech op 368 zousätzlech Poste beim Stat. Do sinn déi vun der Justiz an déi aner eenzel Texter nach net derbäi. Et sinn also sécherlech ronn 400 zousätzlech Posten, déi an engem Joer geschaaft ginn. Dobäi kënnt de ganze konventionnéierte Secteur. Ech hu mer net d'Méi gemaach, déi Posten do erauszerechnen. Dat wäerten der och erëm eng Kéier e puer Honnert sinn, déi dobäi kommen, déi de Stat ganz oder deelweis bezilt.

Ech kritiséieren net dee Fait, ech stelle just déi Kontradiktioun fest, déi och do besteet, vun deenen Absichte vu Rigueur, déi no baussen deklaréiert ginn, an der Ëmsetzung vun där Astellungspolitik. Bedeit dat, datt d'Regierung elo eng aner Philosophie huet bei der Astellungspolitik? Da soll se dat soen. Huet se zwou Philosophien an deem Ganzen? Ech weess net wat d'Regierung bezweckt mat esou enger Politik. Si soll eis soe wat se wëll huet a wat an der nächster Circulaire budgétaire zu deem dote Punkt vläicht drasteet.

En anere Widdersproch ass deen tëschent dem Schafe vu Poste beim Stat an op där anerer Säit awer Usätz an eenzelne Beräicher fir eng Privatiséierung duerch-zeféieren, ob dat am Energieberäich ass, ob dat am Beräich vum Flughafen de Fall ass, bei de Führerschäiner. Et kënnt een déi Lëscht do weiderféieren, wou anscheinend Privatiséieren, „out-sourcing“, och eng Moudeerscheinung ass, där d'Regierung relativ sensibel géint iwwer steet. Och do freet ee sech: Besteet iwwerhaupt e kohärent Konzept wat den Opbau vum Service public ugeet a wat d'Astellung vu Personal ugeet? Widdersproch tëschent Budgetsdokument, Widdersproch tëschent politeschen Aussoen op anere Plazen. Och do schéngt d'Regierung e puer Politike gläichzäiteg ze verfolgen. Ech wëll wësse wat d'Regierung wierklech beabsichtigt, wat fir eng Iddi hannendrun stécht, oder ass et dat wat ech fäerten, datt och op deem heite Punkt ausschliesslech eng Navigation à vue gemaach gëtt an datt wierklech keng wäitreechent Iddi hannert deenen eenzelnen Décisiounen stécht.

Navigation à vue sécherlech och an der Sécherheetspolitik, wou zwar eenzel nei Kreditter dra sinn, mä wou ech nach wie vor mierken, datt ausser deem Gesetz, dat 1999 gestëmmt ginn ass, eigentlech keng nei Iddien, keng zousätzlech Iddien op den Dësch kommen, an esouguer déi Ëmsetzung geet schleppend virun, wann ech kucken, wéi lues elo déi lokal Sécherheetskontrakter vun der Plaz kommen. Alles dat ass net gutt, hei misst méi Damp gemaach ginn an hei misst virun allem och e Sécherheetskonzept fir d'ganzt Land ausgeschafft ginn, wou all Acteure ronderëm en Dësch sinn a wou een dann och ka kuerzfristeg Resultater gesinn.

Wat de Spëtzeléngscht ugeet wësse mer, datt d'Regierung nach wie vor net wëllt en Text op den Dësch leeën oder net kann. Ech weess net, wat d'Ursaache sinn. Si huet gesot, bis virun Ouschtere wier mat näischt ze rechnen. Abee, mir wäerten net esou laang waarden. D'sozialistesche Partei wäert hir Virstellungen an deenen éischte Woche vum nächste Joer virleeën, Virstellungen, déi solle schonn e Broch mat deem duerstelle wat elo ass.

A mengen An gëtt et keng Ursaach, firwat datt mer hei zu Lëtzebuerg e Spëtzeléngscht hunn, autonom, vollstänneg selbstänneg, ënnert der Responsabilitéit vun engem Statsminister, an doniewent eng unifizéiert Polizei hunn ënnert der Responsabilitéit vum Justizminister a vum Innenminister. A skandinavesche Länner gëtt et Modeller, déi duerchaus gräifen, wou déi zwee Elementer zesumme gefouert gi sinn. Mir brauchen eng Ulafstell, fir eis international Kontakter am Beräich vun den Informatiounsdingen, mä mir brauche keng autonom, selbstänneg Autoritéit, e Spëtzeléngscht, déi total niewent der Polizei leeft. Mir wäerten op deem Punkt och eis Virschléi an d'Diskussioun erareeche.

Navigation à vue schliesslech och a puncto Landesplanung, wou de Programme-directeur, deen op de Mee 1999 zréckgeet - e feiert elo gläich dräi Joer Gebuertsdag -, nach ëmmer net aus de Prozeduren eraus ass. Kee Wonner, wann den Aménagement du Territoire, dee muss säin Avis ofginn, während engem ganze Joer net agesat gi war vun där Regierung.

Elo ass et awer esou, datt un deem Programme-directeur all aner sektoriell Planungen drun hänken an et gëtt kee Sënn sektoriell Planunge virun ze dreiwien, wann net de Programme-directeur steet a Prinzipie festgehalen ginn. Dofir och do grouss Schlendrian an Navigation à vue.

Navigation à vue schliesslech och an der Waasserpolitik, wou duerch déi onpreparéiert Reform, déi ugekënnegt ginn ass an net duerchgezu ginn ass, wou mer d'Waasserwirtschaftsamt emol nach net um Pabeier stoen hunn haut, awer d'Beamten iergendwou duerch d'Landschaft getässelt ginn, et net zu engem Schub am Waasserschutz bruecht hunn, mä zu enger Bremserei komm sinn. Dat ka jidderee bestätegen, dee mat

deenen Dossieren do ze dinn huet. Hei ass méi futti gemaach ginn, wéi gutt gemaach ginn ass an dat beweist och, datt d'Regierung net preparéiert ass, fir eng Rei vu wichtegen Aufgaben unzegoen.

Tëschent Schein a Sein leie Welte bei deem Budget, mä net nëmmen doranner, mä och an aneren Aspekter vun der Regierungspolitik. Hanner engem optesch korrekt presentéierten Dokument verstoppe sech intern Widderspréch, politesch Feeler, Konzeptloosegkeet a feelend Transparenz. Den 2002er Budget ass an eisen An alles anescht wéi e Meeschterstéck. Dofir wäerte mer en net stëmmen.

Merci.

**M. le Président.-** Den Här Minister Luc Frieden freet d'Wuert.

**M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.-** Här President, ech wollt, fir datt ech alles richtig verstie vun deem wat den Här Bodry elo exposéiert huet, zwou prezis Froen stellen. Déi éischt betrëfft d'Recetten.

1. Ech wollt froen, ob ech richtig verstanen hunn, datt den Här Bodry der Meenung ass, datt mer d'Recetten am Budget vun 2002 hätte méi héich aschätze sollen?

2. Den Här Bodry huet am Ufank vu sengen Ausféierunge gesot, datt d'Regierung no den Evénementen an de Konsequenzen vum 11. September de Budget net geännert huet. Dat ass richtig.

Ech wollt froen, datt, wann d'Sozialisten de Finanzministère hätten, ob si no den Evénementen vum 11. September de Budget op der Dépensesäit geännert hätten a wann déi Äntwert jo ass, ob se dat bei den Dépenses courantes oder den Dépenses d'investissements gemaach hätten.

**M. le Président.-** Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

**M. Alex Bodry (LSAP).-** Här President, meng Fro ass dohinne gaangen, wéi et ze erklären ass, datt am Juli, wou déi national an déi international wirtschaftlech Eckdaten bekannt waren, esou waren an am November, wou déi Eckdaten komplett changéiert hu fir dat nächste Joer, d'Regierung ka soen, eisen éischte Budgetsprojett war richtig am Juli an e bleift och richtig am November. Dat kann net sinn.

Déi eenzeg Explikatioun ka sinn, wann elo en am November richtig ass, datt en dann am Juli falsch war. A wann en am November falsch ass, da misst en am Juli richtig gewiescht sinn.

Et kann net sinn, datt eent an datselwecht Dokument, wou näischt dru geännert gëtt, wou d'Eckdaten wirtschaftlech komplett changéiere fir d'nächst Joer, an engem Moment X richtig war, an zwee Méint drop, wou alles changéiert huet, nach richtig bleift. Dat kann net sinn, ausser et hätt mat Zauberei ze dinn.



**M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Neen, well mer wëlle mëttelfristeg kucken a keng Zickzack-Politik maachen. Mir hu gesot, mir mengen, datt et mëttelfristeg op deemselwechte Wuesstumsniveau bleift a wann ee géing kuerzfristeg eng Zickzack-Politik maachen, da géing een op der Dépensësäit vläicht elo Moosnamen treffen, déi d'Ekonomie géingen un d'Schleidere bréngen, déi an der Sozialpolitik grad déi géingen treffen, déi elo Kafkraaft brauchen. Dofir hu mer gesot, mir kucken dat iwwer e puer Joer. Wann et sech mëttelfristeg géing erausstellen, datt en Abroch do wier, da muss ee selbstverständlech an deene Budgeten, déi duerno kommen, dat änneren. Mir wëssen, datt den 11. September an duerno an der Ekonomie eppes geännert huet, mä mir hu fonnt, datt et déi falsch Politik wier dat direkt ze änneren.

Dofir ass et gutt, datt d'Leit och dobausse gesinn, datt do eng ënnerschiddlech Analys ass vun der Approche.

Ech wëll meng zweet Fro nach eng kéier rappeléieren: Hätt Der d'Recetten 2002 méi héich agesat wéi mir et gemaach hunn?

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Dorëms geet et dach guer net, Här Minister! Et geet drëm lech kloer ze maachen, datt Der zwee Chifferen hutt, wou Der behaapt, si wieren allenzwee richteg an dertëscht huet d'Welt geännert. Da kënnen déi zwee Chifferen net richteg sinn. Et geet guer net drëm wat erop oder erof soll gesat ginn. Et geet drëm, datt Dir zwee Datummen an d'Welt setzt, déi net kënnen identesch sinn. Dat ass onméiglech. D'Welt huet changéiert an Dir behaapt, dat wier nach ëmmer richteg. Do kënn der vu mëttel- a laangfristeg schwätze wat Der wëllt, dat gleeft keen lech.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wëll awer op déi dote Fro äntwerten, net datt den Androck entsteet ech wëllt dat net.

Wat ech verlaangen, dat ass, datt am November, wann d'Regierung iwwert d'Amendementen befënnt, dann higeet - wat menger Ansicht no déi eenzeg richteg Haltung ass - an op Grond vun deene leschtverfügbaren Aschätzungen, déi jo da virleien an déi jo scho méi wäit si wat d'Exekutioun vum lafende Joer ugeet, dann déi grouss Einnahmeposten nach eng kéier duerchkuckt an e Réajustement mécht vun deene Posten. Dat schéngt mir e Bestanddeel vun enger riguréiser an éierlecher Budgetpolitik ze sinn.

Dat mécht traditionell d'Regierung net. Si beléisst et an der Regel vun den Einnahmen, déi foussen op Schätzung vum deenen éischte sechs Méint, a si hält net déi Zuelenerkenntnis, déi op den Aschätzung vum deenen éischten néng Méint opbauen, déi vill méi no bei der Realitéit sinn a si mécht och nach zousätzlech dës Joer keen Ajustement op Grond vum deenen neien Zuele wat d'wirtschaftlech Entwécklung ugeet.

Esou eng Analys, Poste fir Posten, hätt héchstwahrscheinlech missten d'Regierung dozou féieren eenzel Einnahmeposten eropzesetzen, well déi net direkt un der Aktivitéit vum Joer hängen, mä eigentlech d'Spiegelbild si vun deene Jore virdrun. Dat heescht, no uewen ze korrigéieren - dat gëllt zum Beispill bei der Kollektivitéitssteuer, asw. -, an aner Steieren, wéi d'TVA, déi éischer méi un der Aktivitéit vum Joer hängen, hätt ee misste vläicht eventuell no ënnen ajustéieren.

Deen Exercice verlaangen ech vun enger Regierung, déi hir Aarbecht seriö mécht. Deen Exercice huet dës Regierung net gemaach.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

**M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëm gutt 6% steigen d'Ausgaben am Departement vum Ministère de l'Intérieur. Net manner wéi 504,6 Milliounen Euro sinn am Budget 2002 u Gesamtausgaben ageschriwwen. Dat si ronn 8,5% vu sämtlechen Ausgaben am Statsbudget vun 2002.

Ouni Zweifel huet dës Ministère eng ganz grouss Envergure krut, well niewent de klassischen Aufgabe fale jo neierdénge och ënnert d'Tutelle vum Ministère de l'Intérieur d'Police, de Waasserschutz an den Aménagement du Territoire.

E wichtege Beräich vum Ministère de l'Intérieur ass ebe grad d'Landesplanung. Dësem Beräich fällt eng ëmmer méi grouss Roll zou, well mir mussen oppassen, datt d'Zersiedlung vum Land net nach wäert zousätzlech Schied maachen. Leider sinn an deene leschte Jorzénge op dësem Gebitt eng Rei vu Feeler gemaach ginn, soss hätte mer haut net vereenzelt Problemer a verschidde Regiounen vum Land. Ech denken do virun allem un de Süden.

Et ass grad de Süden, a méi speziell de Minett, deen allerdénge elo eng nei Chance gebuede kritt, an dat virun allem mat der Revalorisation vum de Fiches industrielles. Um Site Esch/Belval sollen net manner wéi 20.000 Aarbechtsplazen entstoen a fir 7.000 Leit sollen och do Wunnenge geschaaft ginn. Schlussendlech kann ee soen, datt d'Cité des Sciences u sech deen neie Wëssenskär vu Lëtzebuerg wäert ginn. D'Planungs-aarbechte komme gutt virun. Den 1. Dezember goufe jo och d'Resultater vum Architektoconcours bekannt an déi Aarbechte kënnen de Moment an der Gemeng Suessem nogekuckt ginn.

De Jury, dee sech aus véier nationalen an internationale Fachleit zesummesetzt, huet véier Präisser verginn. Dräi Büroe sinn opgefuerdert gi bis den 18. Januar 2002 hir Projeten nach ze verdéiwen.

De President vum Jury, de Professer Dreyse, huet iwwregens vun engem vun den interessanteste Konversiounsprojete geschwat. Dat ënnersträicht jo och zur Genüge d'Importenz vum deem ganze Projet.

Deen Dossier ass also ouni Zweifel op där richteger Schinn an et kann een d'Regierung nëmmen encouragéieren op där doter Schinn weider ze fueren.

E wichtege Kredit am Beräich vun der Landesplanung sinn déi bal 100.000 Euro, déi fir Etüden an Expertisen am Beräich vun deenen dräi Naturparke virgesi sinn. Ech wëll drop hiweisen, datt den Naturpark Öwersauer sech zu engem flotte Modell entwéckelt, wou déi regional Charakteristiken ëmmer méi zur Geltung kommen. Dat huet mat Sécherheet e positiven Impakt op d'Ekonomie an där Regioun a stellt och eng flott Symbios tëscht Ekologie an Ekonomie duer.

Ech gi ganz gär zou, als Deputéierten aus dem Süden huet een och vläicht d'Virstellung, datt esou e Modell eng Kéier géing am Beräich vum Süden entstoën. A wie weess, wann deen interkommunale Syndikat, de Prosud, dee jo lues a lues och op d'Schinn kënnt, bis eng Kéier definitiv fonctionnéiert, da ka vläicht en ähnleche Modell am Süden an d'A gefaasst ginn.

Mä net nëmmen der nationaler oder regionaler, mä virun allem och der lokaler Planung kënnt eng grouss Bedeitung zou. Ech denken hei virun allem natierlech un d'PAGen. Dat sinn d'Basisdokumenter fir eng coherent Entwécklungspolitik um lokale Plang, wou een net däerf déi regional an déi national Aspekter ausser Uecht loossen. Dofir ass et wichteg, datt mer och d'Reforme vum 37er Gesetz virundreiwen, fir datt dat Gesetz deene modernen Ufuerderunge gerecht gëtt.

Wa mer vum Thema Landesplanung schwätzen, komme mer net derlaanscht och déi ominös Diskussioun vum 700.000 Awunnerstat unzeschneiden. Ech sinn allerdéngs der Meenung, datt dësen Débat soll ouni Emotiounen an och méi rationell gefouert ginn, well chiffriert Zukunftsperspektive mussen ëmmer mat enger gewëssener Virsicht genoss ginn. D'Vergangenheet huet jo scho méi wéi eemol bewisen, datt d'Projektiounen sech am Endeffekt als falsch erausgestallt hunn. Dofir soll een och elo net gläich bei där opgestalltener Entwécklung, besonnesch wat d'Entwécklung vun der Populationsziel ubelaangt, a Panik verfallen.

Eent vun den Instrumenter vun der zukünftiger Entwécklung vun eisem Land ass de Programme-directeur, de Guide vun der Landesplanung. Dëse muss sech allerdéngs an de Konzept vun der Nohaltegkeet integréieren.

De Moment huet een e bëssen d'Gefill, wa mer iwwert d'Zukunft vum Land diskutéieren, wéi wann dat géing op dräi verschiddenen Niveaue geschéien,

1. um Niveau vum Plang iwwert d'Nohaltegkeet, dee mer jo och wäerten an deenen nächste Wochen a Méint hei méi intensiv diskutéieren,

2. dee schonn zitéierte Plan-directeur iwwert d'Landesplanung,

3. um Niveau vun deenen Diskussiounen, déi actuellment an der Immigratiounskommissioun gefouert ginn. Ech wëll hei kloer ënnersträichen, datt op deenen dräi Niveaue flott an interessant Diskussiounen gefouert ginn, déi mat Sécherheet ganz wichteg fir d'Zukunft sinn, mä et wier awer gutt, datt mer lues a lues déi Diskussiounen géife vereenheetlechen an dat virun allem ënnert der Tutelle vun der Ëmweltkommissioun, well et ass si, déi den Optrag kritt huet, fir d'Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg ze encadréieren. Dat steet jo och an der Regierungserklärung an dat wäert och an noer Zukunft geschéien.

**M. Jean Asselborn (LSAP).** - Här Graas, fannt Der net, datt d'DP amgaang ass ze schären?

**M. Gusty Graas (DP).** - Neen, d'DP wäert dat ëmsetze wat am Regierungsprogramm mam Koalitionspartner festgehalen ass.

Ech wëll eppes prinzipiell kloer hei soen: Wie sech Gedanken ëm d'Zukunft vum Land mécht, dee muss och d'Nohaltegkeet dran implizéieren.

En anere wichtigen Domän vum Ministère de l'Intérieur sinn ouni Zweifel eis Hëllefsgéingschter. Et kann een et net genuch hei ervirsträichen, datt d'Pompjees- an d'Protection civile-Wiese gréisstendeels um Niveau vum Bénévolat fonctionnéiert an et soll och hei vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir emol deenen Dausenden an Dausende Leit en éierleche Merci ze soen, fir déi vill a gutt Aarbecht, déi se do leeschten.

Déi Iwwerleeungen, déi de Moment gefouert ginn, fir eng Administration des services de secours ze grënnen, ass eng gutt Iddi, déi d'Ënnerstëtzung vun der DP fënnt. Mir hoffen, datt de Conseil d'Etat wäert esou séier wéi méiglech säin Avis zu deem Projet de loi ginn, fir datt mer deen definitiv kënnen attackéieren. Duerch nei legislativ Mesurë wäerten d'Hëllefsgéingschter hei zu Lëtzebuerg nach méi performant gestallt ginn.

Här President, dir Dammen an Dir Hären, zënter dem August 1999 ass den Innenminister jo och zoustänneg fir de Gewässerschutz hei zu Lëtzebuerg. Datt mer nach ëmmer Problemer mat eise Baachen an eise Flëss hunn, ass keng Neiegkeet. Ech bedauere jiddefalls, datt de Bau vu Kläranlagen nach ëmmer net dee Rhythmus entwéckelt huet, deen e misst hunn. Quiesch duerch d'Land feelt et nach wie vor un neie Kläranlagen, et feelt u Kläranlagen, déi modern sinn, et feelt u Kläranlagen, déi performant sinn.

Selbstverständlech - an dat wësse mer jo als Kommunalpolitiker am beschten - sinn d'Gemengen un éischter Linn responsabel fir d'Klärung vun den Ofwässer, mä et däerf een awer och net de Rôle vum Stat ënnerschätzen. Ëmmerhin ass et jo de Stat, deen zu 90% zu de primären Infrastrukturkäschte bäidréit.

Allerdéngs misst ee sech och emol eng Kéier d'Fro stellen, ob net dee ganzen Assainissement vun eisen

Ofwässer misst vläicht ganz dem Stat iwwerdroe ginn, well een heiansdo e bëssen d'Gefill huet, datt et de Gemengen u Moyene feelt oder och vläicht um Wëllen.

Ech wëll déi Diskussioun hei net verdéiwen. Mir wäerten dat spéitstens op dëser Tribün maachen, wann dee groussen Débat gefouert gëtt iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen.

Ech wëll hei och nach eng Kéier d'ETI-Studie an Erënnerung ruffen, Här Garcia, déi mer an Ärer Interpellatioun iwwert den Tourismus behandelt hunn. Och déi huet sech ganz kloer dofir ausgeschwat, datt op der Musel missten endlech Kläranlage gebaut ginn, an datt eng direkt Relatioun tëschent Tourismus a Gewässerschutz besteet hu mer net méi spéit wéi am Summer gemierkt, wéi déi grave Pollutioun an der Wolz war, mat Reperkussiounen op d'Uewersauer, wéi net weëneg Leit hir Zelter op de Campingen ofgeriicht hunn an heem gefuer sinn, well se net méi wollten a konnten a Kontakt mat de polluëierte Gewässer kommen. Och dat soll eis Ursaach genuch sinn, fir op deem Niveau nach zousätzlech Efforten ze maachen.

Da kommen ech net derlaanscht e Wuert iwwert d'Waasserwirtschaftsamt ze verléieren. Effektiv weess een, datt hannert de Kulisse gutt a vill Aarbecht gemaach gëtt, mä ech wär awer och frou, wann den zoustänneg Minister emol eng Kéier géing vläicht um Niveau vun der Kommissioun oder soss emol Erklärungen ginn, wou d'Entwécklung vun deem Dossier drun ass. Et ass ee ganz wichtegen Dossier. Mir sinn eis alleguer eens, dass d'Kompetenzen um Niveau vum Waasserschutz solle gebündelt ginn a mer eng spezifesch Administration de la gestion de l'eau schafe sollen. Ech wär frou, wa mer do nach zousätzlech Erklärungen kënnent kréien, wou de Moment dee Projet drun ass.

Wa mer scho beim Waasser sinn, erlaabt mer nach eng kuerz Remarque ze maachen iwwert d'Subventioun vun de Reewaasserbenutzungsanlagen. Am Budget 2001 war do nach e Kredit vu 24.790 Euro virgesinn. Dee Kredit ass op null erofgesat ginn. Ech hat eng Question parlementaire mam Emile Calmes an deem Kontext un den Innenministère geriicht. Mat der Argumentatioun, déi eis geliwwert gouf, firwat dass dee Kredit suppriméiert gouf, huet een e bësse Schwierigkeeten, fir dat nozevollzéien, mä mir hu jo an der Kommissioun nach eng Kéier dat Thema um Ordre du jour an ech hoffen, dass do vläicht e gewëssene Revirement nach ka kommen.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- En Amendement zum Budget vläicht.

**M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi klassesch Aufgab vum Innenministère besteet un éischter Linn natierlech doran, fir d'Relatiounen mat de Gemengen ze fleegen. Besonnesch an deene leschte Méint war eng Rei vu Sujeten an der Diskussioun. Ech denke virun allem un d'Gewerbsteier.

Et huet keen Zweck hei nach eng Kéier an den Historique ze goen, awer d'Thema Gewerbsteier wäert eis spéitestens d'nächst Woch nach eng Kéier beschäftegen. Ech ginn da méi am Fong drop an. Et ass haut net de Moment, fir dee Punkt ze verdéiwen. Esou vill soll awer rappeléiert sinn, dass jo en Accord tëschent Syvicol a Regierung an deem Sënn fonnt ginn ass, dass den Taux vu 4 op 3% erofgesat ginn ass mat enger Rei vun aneren Adaptatiounen. Do kommen ech d'nächst Woch drop zrëck. Iwwregens ass d'nächst Joer am Budget eng Steigerung virgesi vun de Recettë vun der Gewerbsteier. Net manner wéi 465 Milliounen Euro sinn do agesat ginn.

Dann hu jo och d'Gemengen d'Missioun, fir spéitestens bis d'Joer 2004 d'Education précoce anzeféieren. D'Modalitéiten, wat déi staatlech Ënnerstëtzung ubelaangt, si kierzlech an engem Règlement grand-ducal festgehalen ginn. Ronn 4 Milliounen Euro sinn deementsprechend am Budget dofir virgesinn.

Och wat d'Structures d'accueil ubelaangt wéi d'Hausaufgabenhëllef, Kantin oder d'Iwwerwaachung vun de Kanner no den obligatoreschen Schoulstonnen, déi wanne jo permanent u Bedeitung an a ville Gemengen ginn déi Déngschtleeschungen ëmmer méi e feste Bestanddeel vun der Schoulorganisatioun. Allerdings missten och déi staatlech Ënnerstëtzungen nach vläicht méi klor definéiert ginn, well jo awer op d'Gemengen an noer Zukunft ëmmer méi zousätzlech Ausgabe wäerten zoukommen.

Ofschléissend wëll ech drop hiweisen, dass een ëmmer virun Aen hale muss an der Gemeengepolitik, dass eis 118 Gemengen gréisstendeels vu Politiker gëréiert ginn, déi dat op éierenamtlecher Basis maachen.

Eleng déi Tatsaach misst Ursaach genuch sinn, fir esou wäit wéi méiglech, aus dem Point de vue vum Stat gekuckt, e partnerschaftlecht Verhältnis mat de Gemengen ze fleegen.

Ech wëll net ofschléissen ouni de Claude Wiseler och nach ze félicitéieren fir säi ganz gudden mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Ech kann novollzéien, wat fir eng Aarbecht an esou engem Dokument stécht. An deem Sënn wëll ech selbstverständlech hei ënnersträichen, dass d'Demokratesch Partei zu där Budgetsvirag fir d'Joer 2002 steet.

Ech soen Iech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Robert Mehlen.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och domat ufänke woumat mäi Virriedner opgehalen huet an dem Rapporteur merci soe fir säi gudden Rapport an hoffen, dass d'Regierung dat, wat en och tëschent den Zeilen ugedeit huet, e bësse behäerzegt.

Wann déijéineg, déi un der Politik interesséiert sinn, viru kuerzem d'Diskussioun am Ausland verfollegt hunn a besonnesch am däitsche Bundestag iwwert den däitschen Haushalt, da stellt een eng fundamental Differenz fest. D'Bundesrepublik Däitschland huet Schwierigkeete fir d'Enner beieneen ze kréien a mir hei zu Lëtzebuerg hu Schwierigkeeten, fir d'Geld all ënnerdaach ze kréien. Ech wëll domat soen, dass eis wirtschaftlech a finanziell Situatioun weiderhin excellent ass,...

### (Interruption)

Ech hunn dat jo net kritiséiert, Här Clement.

...dass d'Statskeesse gutt gefëllt sinn, dass mer Plusvaluen eragefouert hunn esou héich wéi ni virdrun. Dat ass alles schéin a gutt. Mä wann een dann eng Analys mécht, woufir dass dat esou ass, dann ass ee scho vläicht net méi enger Meenung.

Här Clement, Äre Fraktiounschef huet gëschter hei gesot, dat wär d'Resultat vun enger wäitsiichteger Finanzpolitik. Ech géif dat e bësse méi am Detail wëlle kucken. Et ass ganz sécher net d'Resultat vun enger gudder Gestiou vum den Dépensen, well do kënn een eng ganz Rëtsch negativ Beispiller uféieren, wéi zum Beispill deen endlose Chantier do uewen um Kierchbiereg, wou d'Bauverwaltung net fäerdeg gëtt Saachen, déi gutt waren a vill Sue kascht hunn, erëm ewechzerappen, fir et méi schlecht ze maache wéi et virdru war. Oder de Musée Pei. Oder de Rehazenter, wou mer ganz vill Geld an de Sand gesat hunn, fir nach ëmmer näischt do stoen ze hunn. Oder eng Cité judiciaire, wou well 20 Joer geplangt gëtt an och ëmmer näischt do steet, ausser dass mer vill Suen ewech ginn hu fir Plangen an awer net vun der Plaz kommen.

Et ass och well de Contrôle vum der Effikassitéit iwwer all déi Joren am ganze Statsapparat gefeelt huet. Et ass ganz sécher net vum Spueren, wou d'Geld hierkënn, mä vu Recetten, déi bal net ze meeschtere sinn. An da muss ee sech och d'Fro stellen, wéi esou ass dat esou, well dat ass jo iergendwéi net normal.

### (Interruption)

Jo, deen immensen Impakt vum der Finanzplaz Lëtzebuerg op eis Finanzen. Dat wësse mer alleguer.

### (Interruption)

Elo grad hutt Dir zwar, wat de Mëttelstand ubelaangt, e bëssen anescht geschwat.

Den zweete Punkt ass de Bensinstourismus.

Drëttens, dass enorm vill Leit hir Steieren hei bezuelen, obscho se net hei wunnen an eis nopesch Regiounen, déi d'Fräe mussen droen, déi déi Leit verursaachen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob dat eng finanziell Assise ass, déi op d'Dauer als dauerhaft zolidd an domat och als nohalteg ka bezechent ginn.

Eent ass sécher, wann d'Finanzplaz Lëtzebuerg eng Kéier de Schnapp kritt, dann huet de Lëtzeburger Stat eng schwéier Longenentzündung, a wann an der Europäescher Unioen eng Kéier eng eenheetlech Besteuerung vum der Energie sollt kommen, dann héiert dee Spaass och ganz séier op. Datselwecht trëtt an, wann eng Kéier sollt decidéiert oder duerchgesat ginn, dass d'Frontalieren un hirem Wunnsätz besteiert ginn. Mä mir liewen de Moment nach ëmmer op enger Insel. Näischt wär awer méi falsch ze mengen, dass dat an engem Europa, wat ëmmer méi zesummewiisst, éiwech esou bleiwe géif.

Virun allem d'Bankplaz Lëtzebuerg huet vill a gutt bezuelten Aarbechtsplazen hei geschafen. Dat begrësse mer alleguer. Doduerch ass d'Duerchschnëttsakommes hei am Land ganz héich. Et ass och vill Geld iwwert dee Wee an d'Statskeess bis elo erakomm. Dat huet, virun allem well d'Bankplaz hir Leit net schlecht bezuelt huet - an der Zäit vläicht besser wéi haut -, de Lëtzeburger Stat an d'Zwangslag versat, well en a Konkurrenz stong um Personalmaart mat der Finanzplaz, fir eng Gehälterpolitik ze maachen, déi sech un deem orientéiert huet. Dat ass leschten Enns d'Erklärung derfir, woufir mir op eiser 2.586 Quadratkilometer grousser Insel Gehälter a Pensiounen an der Fonction publique bezuelen, déi esou héich iwwert deenen an eisen Nopeschlänner leien, dass een et do iwwerhaupt net gegleeft kritt, wann een et erzielt. Dat ass sécher gutt fir eis Economie, well wa vill Geld ënnert de Leit ass, dann dréint och d'Wirtschaft, mä et stellt awer dofir ëmsou méi Problemer fir de Privatsektor, deen a Konkurrenz dobause steet. Problemer fir de Privatsektor, well ëmmer méi Leit et virzéien - den Här Clement huet d'éinescht d'Fro gestallt, ouni se awer esou klor ze beäntweren -, an den öffentleche Sektor ze goen an do sinn der eng ganz Rëtsch derbäi, déi eigentlech grad esou gutt hätte kënnen e Betrib iwwerhuelen oder weiderféieren.

Schonn 1989 huet eise bekannten Historiker Christian Calmes virun där Gefor gewarnt: „Das zunehmende Beamtendenken unter der aktiven Bevölkerung bedeutet eine wirkliche Gefahr für den Arbeits- und Unternehmertegeist, sowie für die Risikobereitschaft.“ E schwätzt vum engem „Sicherheitskult“, dee sech hei am Land breetgemaach huet.

E Sonndeg virun aacht Deeg war d'Table ronde vum Sabine Christiansen - emol eng Kéier ouni eise Premierminister, deen deenen aneren do erzielt, wéi et richteg gemaach gëtt -, ganz interessant, well déi Leit, déi do lwwerleeungen ugestalt hunn, woufir an Däitschland d'Wirtschaftswonner net méi fonctionnéiert, woufir déi staark a performant däitsch Wirtschaft net méi dat ass, wat se war, a woufir dass d'Aarbechtslosegkeet esou klëmmt, déi sinn zimlech einhelleg zu deemselwechte Resultat komm an zwar, dass e Beamten denke sech an der Bundesrepublik breet



gemaach hätt. E Sécherheetsdenken, wou déi jonk Leit et virzéien, eng sécher Plaz ze hunn, sief et am öffentlechen Déngscht, sief et bei engem Arbeitgeber, awer et ëmmer méi scheien, fir Eegeninitiativ ze ergräifen, fir sech selbstänneg ze maachen, fir eng eegen Entreprise ze grënnen, fir anere Leit domat och eng Aarbecht ze ginn.

Mir si bis elo mat eiser relativ monolitescher Wirtschaftsstruktur net schlecht gefuer. Mä et soll kee gleewen, dass dat éiwech unhält. Déi gréisste Gefor, déi eis an der Zukunft dreet, ass déi, dass de Geescht vun Entrepreneur, vu Selbstännegkeet lues a lues hei am Land d'Baach erofgeet. Dat kënnt awer zu engem groussen Deel dohier, well d'Balance tëschent de fräie Beruffer am öffentlechen Déngscht scho laang net méi stëmmt. An da brauch ee sech net ze wonneren, dass eis Betriber esou grouss Successiounsproblemer hunn, wéi mir dat de Moment leider musse feststellen.

De Mëttelstand muss awer d'Réckgrat vun eiser Ekonomie bleiwen. Mir kréien am Ausland et ëmmer erëm bewisen. De Mëttelstand schafft déi meeschten Aarbechtsplazen, de Mëttelstand ass krisefest, och wann emol eng Kéier e Réckschlag kënnt: Alles anescht wär doutgefëierlech fir eist Land an och domat fir eis Finanzen.

Wou steiere mer hin, wann d'Entwécklung esou weiderleeft? Stéchwuert: 700.000 Awunnerstat. Wéini en och ëmmer soll kommen!

Steiere mer ëmmer méi drop hin, dass d'Lëtzebuerger sech an de sécheren öffentlechen Déngscht zrëckzéien a mir souguer eis kleng a mëttel Entrepreneuren, wéi dat sech ëmmer méi ofzeechent, auslännesche Matbierger iwwerloossen, déi nach bereet sinn, fir dat ze maachen? Kann ee sech virstellen, wat passéiert, wann eng Kéier eng Rezessioun sollt antrieden an där Konstellatioun, ob dann déi national Kohäsioun nach staark genuch ass, fir déi Zerrässprouf auszehalen?

Gehälterverhandlungen stinn erëm un. Si betreffen zu Lëtzebuerg 16.000 Fonctionnaires a Beamte beim Stat, 2.200 Staatsarbechter an 21.000 Persounen an den assimiliéierte Secteuren. Insgesamt bal 40.000 Persounen. D'Gehälter an der Fonction publique si vun 1997 op 2000 vu 57,79 op 66,71 Milliarde Frang eropgaangen. Dat ass net wéineg, mä a Prozenter zu den öffentlechen Ausgaben, vu dass mer eng enorm Steigerung vun de Recetten ëmmer haten, ass awer e Réckgang ze verzeche vun 21,34 op 19,58 Prozent.

D'Fonction publique verlaangt eng Upassung un d'Evolutioun a vergläichbare Secteuren an un den aussergewöhnleche Wuesstum vum PIB an deene leschte Joren. Domat ass si ganz sécher an hirer Roll, mä, an do kommen ech erëm op dat zrëck, wat ech virdru gesot hunn, d'Privatwirtschaft steet a Konkurrenz no baussen an nach vill méi nodeem den Euro effektiv ëmgesat ass.

Dofir ass et noutwendeg, dass mir hei zu Lëtzebuerg, wann och vläicht lues a lues, eng Upassung un de Gehälterniveau usteieren, wéi mir e bei eisen Noperen hunn.

Et kann net sinn, dass hei zwou Welten existéieren: En öffentlechen Déngscht, deen op enger Insel leeft an e Privatsektor, deen dobaussen am Stuerem muss schwammen.

Och no bannen um Aarbechtsmaart, an dat héiert een ëmmer méi, trëtt den öffentleche Sektor bal als e Concurrent déloyal op an zitt vill gutt Aarbechtskräften aus dem Privatsektor of, nodeem eis Privatentrepreneuren déi jonk Leit ausgebilt hunn. Esou kann an esou dierf et net sinn.

Här President, ech wollt e Wuert soen iwwert d'Effikassitéit vum Statsapparat. Et geet jo net duer, dass ee vill Suen huet, et muss een och kucken, dass se effikass agesat ginn. De Conseil économique et social huet e ganz Buch, kann ee bal soen, geschriwwen iwwert de Rôle de l'Etat mat 50 Recommandatiounen. Ech wollt aus deem Dokument zwee klenger Passagen zitieren, wat d'Reforme administrative ubelaangt: „La réforme administrative arlésienne de la politique gouvernementale remonte aux années 60. En l'absence d'un concept sur l'orientation future des services publics, les initiatives prises en la matière se sont rapidement enlisées.“

E bësse méi wäit ënnen: „Même si les derniers accords de coalition consacrent tout un chapitre à la réforme administrative, les moyens afférents déployés actuellement restent largement insuffisants pour relever le défi principal, à savoir l'efficacité.“ Dat ass schoonn eng Datz fir dës Regierung, wat hir Réforme administrative ubelaangt.

Wéi kann ee verlaangen, dass d'Effikassitéit vun engem Statsapparat soll verbessert ginn, wann d'Regierung selwer, déi dat soll duerchzéien, an hirer Démarche esou wéineg effikass ass.

Den Här Statssekretär fir d'Reforme administrative pilgert de Moment bei d'Parteien, fir Iddien ze sammeln. Wann en domat fäerdeg ass, da si mer esou no bei de Walen, dass erëm alles leie bleift an deen nächste wäert erëm eng Kéier vir um Enn ufänken. Dat ass dat, wat de Conseil économique et social zënter de 60er Joren ëmmer erëm widderhëlt a wou e sech festgefuer huet.

Wa mer soen Effikassitéit, dann hu mer e ganz schrecklecht Beispill viru kuerzem virun Ae gefouert kritt: den Unterricht.

Eis politesch Géigner - a mir hunn der jo net wéineg, well wann een an der Politik erfollegräich ass, dann huet een natierlech eng Partie Neider - ginn net fäerdeg, eis als Rentepartei ze titulieren. Ech wëll hei soen, dass dat net ganz falsch ass, mä et ass awer och net ganz richteg.

Mir maachen eis iwwert d'Renten eraus och vill Suergen ëm d'Zukunft vum Land a mir froen eis, wie soll dann an Zukunft d'Renten hei am Land bezuelen, wa mer net kapabel sinn, ons jonk Leit esou auszebilden, esou ze forméiere wéi et misst sinn, fir dass se herno am Liewe bestoe kënnen, erfollegräich sinn an dann och Cotisatioune kënnen bezuelen.

Lëtzebuerg huet mat Ofstand déi deierste Schoul pro Kapp. A wat ass d'Resultat? Eng eenzeg Katastroph. Et muss een d'Fro stellen: Wouru läit et? Et gëtt Leit déi mengen, et wär d'gesellschaftlecht Ëmfeld. Et mag zum Deel zoutreffen, dass déi verännert Familijsituatioun en Afloss huet.

Gëschter ass hei gemengt ginn d'Hausaufgaben. Fréier haten d'Elteren och dacks vill Aarbecht an net d'Zäit ëmmer esou mat de Kanner ze léieren, wéi se et gäre gemaach hätten, an trotzdeem hunn eis Schoule fonctionnéiert. Mir hunn dichteg jonk Leit gehat, déi op Universitéite gaange sinn a si waren iwwerall estiméiert a gäre gesinn. Haut ass dat net méi de Fall.

De Fësch, Här President, sténkt ëmmer fir d'éischt um Kapp. Eng Entreprise steet a fält mat dem Management. Esou ass et och an der Schoul. Mir kënnen hei honnert Ursaache siche goen. Et gëtt der sécher och honnert, mä d'Politik, dat heescht de Ministère an domat de Minister, deen um Kapp steet, ass responsabel. Ech muss allerdings soen, dass ech d'Chrëschtlech-Sozial-Jugend bewonnere fir dee Culot, dee se haten, fir elo bei déi aktuell Ministesch d'Schold sichen ze goen. Mir wäerten, Här Bettel, och iergendeng Kéier kucken, wat d'Resultater vun der sougenannter Offensiv sinn, déi d'DP gestart huet. Alles zu senger Zäit.

### **(Interruption)**

Ech fannen et culotéiert. „D'Lëtzebuenger Wort“ huet jo och an engem Leitartikel gesot, si sollen emol e bësse méi wäit kucke wéi hir Nues, wéi elo der aktueller Ministesch d'Schold ze ginn. D'Schold läit eendäiteg, no engem Test, deen am Joer 2000 gemaach ginn ass, bei deene Regierungen, wéinegstens bei där leschter Regierung, déi virdrun am Amt waren. Ech géif soen, mir kënnen roueg déi dräi Ministere virdrun erunzéie bei deem Chaos, deen am Unterricht ugeriicht ginn ass, wou ëmmer erëm Enseignanten a Leserbréiwer an a Motiouneneingaben reklaméiert hunn, dass et esou dach net kënnt weidergoen. Ech wäert lech nach e puer Zitater hei virlesen.

Da gëtt gesot, nëmme keng Scholdzouweisung. Neen: Frieden, Freude, Eierkuchen. Mir setzen all an engem Boot, loosse mer elo emol kucken, wat mer maachen. Esou kann et dach net sinn.

D'Ursaache leien an dem Désordre, deen am Unterrichtsministère ass an an enger Personalpolitik, déi ganz dacks a vill ze vill dacks vun der Parteikaart dirigéiert ginn ass. Si leien an onausgegorene Reformen, an Experi-

menter drop an driwwer, déi einfach op d'Käschte vun de Kanner gemaach gi sinn. Wat sech am Ausland als falsch erweisen hat, ass hei importéiert ginn.

Mir hu Bicher, déi eiser Situatioun net ugepasst sinn. Wann der iwwerhaapt zurzäit do sinn.

D'Lat ass permanent ëmmer méi déif geluegt ginn. Et ass dat en aarmséilegt Manöver vu Selbsttäuschung an och vun Täuschung vun de Schüler a vun den Eltere gewiescht.

Mir hunn eng Iwwerfrachtung vun de Programmer, gläichzäiteg eng Kierzung vun der Schoulzäit, wou all Pedagog seet, dass dat net opgoe kann. Mir hunn en Net-Vollausnotze vun der regulärer Schoulzäit duerch Konferenzen, a Gott weess wat nach alles, an e schrecklech bedauernswäerte Manktem un Disziplin an Engagement an der Schoul.

Ech hat gesot, ech géing lech e puer Zitater virlesen. Et sinn der praktesch lauter aus dem „Lëtzebuenger Wort“, well jo hei d'CSV an der Verantwortung steet, an et soll kee mer erziele kommen, ech hätt bei der politescher Konkurrenz ofgeschriwwen.

Am Leitartikel vum „Lëtzebuenger Wort“ vum 2. Mäerz vun dësem Joer steet: „Es ist mitunter erschreckend festzustellen auf welches Niveau die grammatikalische und orthographische Sprachenbeherrschung bei vielen Jugendlichen und Erwachsenen gesunken ist, was vor allem auf eine seit Jahren betriebene leistungs- und somit qualitätshemmende Unterrichtspolitik zurückzuführen ist.“ Wien ass dofir zoustänneg gewiescht, wann net d'CSV?

Een anere schreift vun engem „Keulenschlag, wie man ihn des Öfteren aus Richtung Unterrichtsministerium verspürt. Als Beispiel dienen, wahllos herausgegriffen, die Herabsetzung der Tâche des Lehrpersonals im Jahre 1989, ein vorgezogenes Wahlgeschenk einige Wochen nur vor den Legislativwahlen.“

**Une voix.-** Oho!

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Minister Boden, jo, jo!

A mir wësse wat fir ee Schued a wat fir een Duercherneen dobaussen an de Primärschoulen domat ugeriicht ginn ass. Dat eleng misst d'Demissioun vun engem Minister no sech zéien.

Da schreift e Schoulmeeschter aus dem Osten: „... beherrschen etwa drei bis vier Zweitklässler von 20 die beiden Grundfertigkeiten beim Übergang in die dritte Klasse nicht. Vor etwa 30 Jahren war das Verhältnis nahezu genau umgekehrt. Damals war Zeitdruck ein Fremdwort.“

E seet weider: „Man braucht keine langen Ursachenforschung zu betreiben um zum Schluss zu kommen, dass in erster Linie die Methode, die sogenannte globale Schreib-, Lese-, Lernmethode denkbar ungeeignet ist,

den Prozess des Lesens zu erlernen. Seit etwa 15 Jahren" - dat ass bal déi Zäit, wou déi dräi Ministeren um Rudder waren - „erlebt man in der dritten Klasse Kinder die krasse Fehlleistungen liefern“.

Dat ass sécher net d'Schold vun deem Schoulmeeschter, dee sech hei öffentlech zu Wuert gemellt huet a sech doriwwer geiergert huet, mä d'Schold vun deenen inkompetente Leit, déi an de Ministère gesat gi sinn an déi Saachen iwwerholl hunn - ech hu mer dat e bëssen am Detail erziele gelooss -, wou d'Ausland laang d'Kéier hat.

Da schreift en aneren och am „Lëtzebuurger Wort“ an en hält d'Fieder nawell méi dacks do: „Disziplin und Bleistift. Wenn der Direktor in einem Schulgebäude unsichtbar ist oder wenn Lehrer in den Gängen über am Boden lungern Schüler steigen statt einzugreifen, oder wenn die Schulstunden gewaltig abgekürzt werden, weil in der Lehrerkonferenz kein Ende bei Gesprächen zu Steueranpassungen und Urlaubsvorhaben zu finden ist, dann werden Misserfolge vorprogrammiert.“ Dat gouf am „Lëtzebuurger Wort“ vun engem Journalist geschriwwen, dee ganz dacks do schreift; dat ass also net vu mir.

Zum Schluss nach „D'Handwierk“, d'Dezember-Nummer vun 2001, also ganz rezent: „Es genügt aber auch nicht, das allgemeine Ausbildungsniveau so lange nach unten zu schrauben bis endlich jeder ein Abschlusssdiplom erhält mit dem Resultat, dass immer mehr Hochschulen Luxemburger Studenten, früher hoch angesehen und gesucht, ablehnend behandeln und von ihnen Aufnahmeexamen verlangen.“

Dat do, Här President, ass alles scho laang bekannt a mir hunn et elo nach just um internationale Plang schwaarz op wäiss bestätigt kritt.

Ech hu gesot, wann een d'Schoul mat engem Privatbetrib géing vergläichen, da wär de Manager schëlleg. Wann dat do an engem Privatbetrib géing passéieren, da misst de Manager plënnere an zwar direkt.

Hei geet et ëm d'Zukunft vum Land an et dauert nach, laut Expären, souguer wa mer elo d'Kéier krite, zéng bis 15 Joer, ier dat do erëm ausgebigelt ass. Do ass eng ganz Generatioun an der Schoul verhonzt ginn. Mir wäerten et nach ze spiere kréien.

Hei ass d'Zukunft vum Land op eng schrecklech a fahrläseg, scho bal kriminell Aart a Weis op d'Spill gesat ginn. An ech géing de Kollege vun der CSV soen, fir richtig misst Dir fir déi nächst 20 Joer an den Eck, lech schummen a fein roueg sinn, bis dass Der Bouss genuch gedoen hutt fir dat, wat Der dem Lëtzebuurger Land do ugedoen hutt. Ech ka mech nëmme wonneren, wann ech d'Diskussioun bei eisen däitschen Nopere verfolge, déi dach e gudde Krack besser ofgeschnidden hu wéi mir hei.

**(Interruption)**

Och net schrecklech vill, dat ass richtig. Mä do gëtt awer heftig diskutéiert. Hei gëtt nach esou halwer Konsens gemaach: Natierlech, mir müssen dann elo kucken, wéi mer dat besser maachen.

Neen, esou net, Dir Dammen an Dir Hären. Hei musse ganz séier kräfteg Konsequenze gezu ginn. Déi DP-Bildungsoffensiv vun där ech bis elo, éierlech gesot, och nach net ganz vill gemierkt hunn, et schéngt, wéi wa se gutt getarnt wär, dass bis elo ausser...

**(Interruptions diverses)**

Ech kann lech aus dem „Pefferkär“ dat eent oder dat anert Zitāt virlesen.

...mat dem fräie Samschdeg se nach net schrecklech vill opgefall ass. Dat muss een awer och soen. Ech hat lech et scho gesot. Bei deenen nächste Wale gëtt eng éischt Tëschebilanz gezunn.

Och musse mir iwwert d'Effikassitéit - ech probéieren et aus deem Bléckwénkel ze kucken - vun engem anere Secteur kucken, e Secteur, deen traditionell vun der CSV verwalt gëtt a wou et katastrophal ausgesäit, an zwar d'Landwirtschaft an de Wäibau.

Ech muss soen, nach ni, zënter dass ech dee Secteur kennen, an dat ass scho laang, hunn ech erlieft, dass bei deene jonke Leit, déi d'Betribler iwwerhuele sollen oder déi Betribler iwwerholl hunn, d'Flemm esou grouss war wéi an dëser Zäit. Dat ass sécherlech zum Deel bedéngt duerch d'Auswierkunge vun der BSE-Kris mä awer net eleng doduerch. D'Akommessituatioun, dat wësse mer, ass scho laang prekär. Et gëtt zwar gesot, et geet eise Bauere besser wéi deenen an eisen Nopeschlänner. Dat mag och deelweis zoutreffen, mä dee Vergläich, dee kann een net acceptéieren. Déi Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, wëllen och dat verdéngen, wat déi aner Leit hei am Land verdéngen, an net dat wat de Bauer an der Belsch, a Griichenland oder a Portugal verdéngt. Dat ass hiert gutt Recht. A wann déi Gläichung net méi opgeet, da brauch ee sech net ze wonneren, wann déi jonk Leit d'Knëppele bei d'Tromm geheien oder wann d'Elteren deene Jonge soen, se sollen dach net de Betrib iwwerhuelen a virufueren.

Wa mer d'Zuele vun 1999 - déi lescht, déi disponibel sinn, d'Chambre d'Agriculture huet déi an hirem Avis duergeluegt - kucken, dann huet de Lëtzebuurger Bauer an der Moyenne 52% vum Revenu brut moyen am Land verdéngt. D'Differenz mécht pro Kapp 774.000 Frang aus an dat trotz Subventiounen a Primen, déi am Joer 2000 84% vum ganze Revenu uitgemaach hunn.

Hei gëllt och dat, wat ech virdu generell fir de Mëttelstand gesot hunn. D'Ënnerscheeder sinn ze grouss um Niveau Revenu, um Niveau Aarbechtsbelaaschtung a Fräizäit, um Niveau sozial Ofsécherung. Et sinn ëmmer méi immens Investitiounen verlaangt. Et ass domat e grouse Risiko verbonnen, iwwert deen den Här Clement d'éinescht geschwat huet, d'Leit awer ëmmer méi

fäerten, fir Risiko anzegoen. Et gëtt ëmmer manner Perspektiven. Wann een haut e Beruff ergräift, da wëllt een och eng Perspektiv gesinn. Et muss een och soen, dass de gesellschaftleche Status vun der Landwirtschaft immens wäit erofgefall ass. De Bauer an de Wënzer ginn net méi als dat respektéiert wat se sinn a wat se leeschten.

Här President, d'Agrargesetz hu mer kuerz virun der grousser Vakanz gestëmmt. Dat huet ganz sécher ze laang gedauert an esou wäit wéi ech am Bild sinn ass e groussen Deel dovunner nach ëmmer net operationell. Ech hunn dëser Deeg am Mémorial gelies, datt elo emol endlech déi Kommissioun genannt ginn ass.

Wat d'Primen ubelaangt ass et e Skandal, wann ee gesäit wéi d'Verwaltung do a Retard ass, wéi een ëmmer erëm gesot kritt, de Système informatique wier erëm zesummegebrach oder e géing net richtig fonctionnéieren. D'Leit kréie keng Décomptes, si kréie keng Relevéen op deene se gesi wat se iwwerhaapt zegutt hunn, wat se kritt hunn, wat nach opsteet. Et ass zu engem groussen Deel Anarchie. Et ass awer och en Unheefe vu Paperassen, vun ëmmer méi komplizéierte Regelungen. Et waren elo zwee Mémorialer voll nëmme Regeln, déi d'Bauern an Zukunft musse respektéieren, fir verschidde Primen ze kréien. Ech weess net, ob et iwwerhaapt nach een hei am Land gëtt, deen den Duerchbléck huet.

An dat allernéidegst wat d'Landwirtschaft an deem Domän bräicht, dat wiere spezialiséiert Leit, déi hinnen zur Säit sténgen, fir en ze hëllef sech an deem Sammelsurium do erëmzefannen an déi richtig Décisiounen ze huelen.

Esou si mer erëm bei der Verwaltungsreform. Ech widderhuelen dat wat ech scho virun e puer Méint hei gesot hunn. Et wier absolut néideg, fir dat wat produktiv ass, an zwar d'Gestioun an d'Berodung an der Landwirtschaft, ganz an de Privatsektor ze ginn a just d'Kontroll beim Stat ze loossen an net zum Beispill beim Service d'Economie rurale a beim Service agricole déi Vermeschung vun deenen zwou Saachen ze maachen.

Et ass dofir, Här President, kee Wonner, datt Der ëmmer méi ophalen. Et muss ee sech awer och d'Fro stellen: Wat fir en Agrarkonzept huet dës Regierung? Ech hunn elo, datt ech an dësem sougenannten héijen Haus sinn, zweemol erlieft, datt mer eng grouss Orientéierungsdebatte gefouert hunn, déi lescht nach séier virun der Vakanz duerchgemurkt. Här Clement, ech hätt léiwer gehat, mir hätte se elo méi a Rou kënne halen.

### **(Interruption)**

Neen, den Haaptujet war d'Orientation agricole, an d'Liewensméttelsécherheet hong accessoirement mat drun. Wéinegstens stong en op deenen zwee Piliere. Mä, ech weess net, ob schonn ee sech d'Fro gestallt huet: Wat hu mer mat deem ganzen Exercice do

beweegt, déi Kéier virdru schonn? D'Politik gëtt nach wie vor am Landwirtschaftsministère gemaach, esou wéi e se fir richtig fënnt. Dat heescht, de gréissten Deel gëtt zu Bréissel gemaach. D'Chamber, déi eigentlech soll d'Akzenter setzen, déi d'Jalone soll setzen, gëtt meeschtens nodreeglech a Kenntnis gesat vun deem wat do décidéiert ginn ass.

Et brauch ee sech guer net ze wonneren, datt just ënnert der Bauerebevölkerung esou e groussen Europafrust ass, well se wierklech d'Gefill huet där Eurokratie total machtlos ausgeliewert ze sinn an eigentlech näischt méi kënne ze maachen.

Et muss och fir eis als Nationalpolitiker frustrant sinn, wann een ëmmer erëm esou viru Faits accomplis gestallt gëtt. Ech muss soen, och an der Agrarkommissioun, ausser datt mer d'Agrargesetz duerchgeholl hunn, hu mer nun awer wierklech hei um Terrain bis elo net riseg vill beweegen kënne.

Or, mir gleewe kaum nach un eng Zukunft, wou se sech als fräi Entrepreneuren an Akommes erwirtschaften, dat hirem Investissement an hirem Engagement an hirem extrem héijer Aarbechtsbelaaschtung Rechnung dréit.

Mir gesinn awer, datt d'Kompetenz an d'Kompetitivitéit an de Betriber ganz ënnerschiedlech sinn an datt et dofir absolut noutwendeg ass, datt op deem Gebitt méi gemaach gëtt. Ech soen och do näischt Neies. D'Diskussioun ëm eng nei Ackerbauschoul ass och schonn zéng wann net 15 Joer al. D'Schoulgebaier mussen natierlech an der Rei sinn. Do hu mer hei viles opzehuelen, mä wat mir vill méi wichteg schéngt, an et ass jo och dat wat mer an der PISA-Etüd erëm gewise kritt hunn, dat ass, datt d'Schoul als solch uerdentlech fonctionnéiert an dat huet éischter eppes ze di mat de Programmer, mat de Léiermethoden, mat der Motivatioun a mat der Kompetenz vum Léierpersonal.

Et muss een och froen: Wou sinn dann elo déi nei Akzenter am Budget? Natierlech hu mer d'Agrargesetz, wou dat allermeescht iwwert de Fonds d'orientation ofgewéckelt gëtt, mä effektiv ass eng Flemm dobaussen. D'Leit gesi keng Perspektiv méi an et muss ee sech grouss Suerge maachen ëm d'Zukunft vun eise Betriber, well et ass esouguer an deene ganz gudde Betriber ëmmer méi d'Tendenz fir ze soen, mir halen op, dat do huet kee Sënn méi.

Och am Wäibau, Här President, gesi mer eng grouss Kris. Do ass d'Problematik vläicht e bëssen anescht. De Konsum vum Lëtzebuerger Wäin geet zréck. En ass an zéng Joer vun 31 op 20 l pro Kapp Konsum gefall. D'auslännesch Konkurrenz klëmmt an d'Importer aus aller Welt huelen zou. Besonnesch duerch d'Supermarchéen huet de Client ganz liichten Accès dozou. E kritt do Wäiner zu ganz gudde Konditiounen ugebueden, wou een awer net weess, wat d'Konditiounen sinn, ënnert deenen déi Produkter produzéiert gi sinn.



Op där anerer Säit muss awer de Wënzer, deen hei am Land schafft, d'Konditiounen, déi hei am Land gëllen, respektéieren, ob dat sozial oder ekologesch Konditiounen sinn. Do gëtt och mat zweeërlee Mooss a Gewicht gefuer an et muss ee sech ganz grouss Suerge maache wéi et mam Wäibau virugeet. Ech widderhuelen dat wat ech scho verschiddentlech hei gesot hunn. Mir hunn eng Etüd PriceWaterHouse erlieft, déi de Minister bestallt hat, déi de Stat bezuelt huet mat sechs Milliounen. Et passéiert guer näischt. Joren duerno ass nach ëmmer näischt geschitt. De Minister seet, d'Wënzer ginn net eens. Wa si net eens ginn, kann ech näischt maachen. Esou einfach kann ee sech et natierlech och maachen.

D'Wënzer selwer bedauern, datt déi verschidde Gruppementer net op e gemeinsamen Nenner kommen, mä et wär um Minister, mat deene Moyenen, déi en huet, dofir ze suergen, datt se zesummekommen, datt déi nei Organisatioun geschaaft gëtt. Hien huet iwwer Subsidien d'Méiglechkeet fir dorop anzewierken, mä e mécht et net. Och dat ass eng Fro vun Effizienz.

**M. Lucien Clement (CSV).** - Wat géift Dir da maachen?

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Här Clement, gitt mir de Wäibauministère fir zwee Méint. Da weisen ech lech wéi et gemaach gëtt.

**M. Lucien Clement (CSV).** - Här Mehlen, dat war net d'Fro. Ech hu gesot: Wat proposéiert Är Partei an deem doten Dossier?

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech hu jo gesot, iwwer Subsidien!

**M. Lucien Clement (CSV).** - Wat soll een da maache mat de Subsidien? Keng méi ginn, oder wéi!

**M. le Président.** - Loosst den Här Mehlen schwätzen!

**M. Robert Mehlen (ADR).** - D'Fro vum Här Clement ass berechtigt, mä e soll opstoen, wann e mer eng Fro stellt.

### *(Interruptions diverses)*

Mir hunn e Reglement.

**M. le Président.** - Dat ass richtig. Wie Froe stellt soll opstoen!

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Well soss ass et esou e Geplänkels an dat hunn ech, Här President, och net gär. Mä wann den Här Clement mech freet, wat géingt Der maachen, da soen ech him, Dir hutt d'Méiglechkeet fir iwwer Subsidie Konditiounen ze setzen. Ech maachen lech déi an déi Proposition a wann Der dat net schléckt, dann ass et effektiv Schluss. Et kann ee sech och e bëssen imposéieren an net wéi de Pilatus virun 2.000 Joer d'Hänn an Onschold wäschen a soen, ech hunn näischt domat ze dinn. Dofir ass de Landwirtschafts- a Wäibauminister zoustänneg.

**M. Lucien Clement (CSV).** - Här Mehlen, ech wollt vun lech wëssen, wéi Der géift d'Subsidie verdeelen, fir datt

et soll goen. Ech hu mech awer elo och gestallt, fir lech déi Fro ze stellen.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Esou wéi dat sech passt! Merci, Här Clement. Ech wéisst wéi ech et géing maachen. Dat kënnt Der mer fräi gleewen.

### *(Interruptions diverses)*

**M. le Président.** - Ënnerbriecht dach net dauernd! Här Mehlen, fuert dach e bësse virun. Dir maacht dauernd Kunstpausen a waart drop, datt een lech soll ënnerbriechen!

### *(Hilarité)*

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Dat ass net wouer. Här President, ech verstinn d'Opreegung net, mir hunn Zäit genuch. Den Här Clement huet mech gefrot, wéi ech et géing maachen. Dofir ware mer un d'Hänke komm.

Ech wëll als Konklusioun soen, Här President, de Lëtzebuerger Stat huet zwar vill Geld an der Keess, mä bei deene Secteuren, déi ech elo ënnersicht hunn, ass et net déck, weder am Unterrecht nach bei der Verwaltungsreform nach beim Mëttelstand, Landwirtschaft a Wäibau. Dat sinn déi sensibel Secteuren hei am Land. Et muss ee soen, datt d'Effizienz an d'Effikassitéit vun dëser Regierung bal Null ass. Et geet net duer, fir d'Geld mat vollen Hänn auszeginn. Wichteg ass wat dobäi erauskënnt an dat ass net iwwerzeegend an dofir kënne mir dës Budget net stëmmen, esou Leed eis dat och deet.

**M. le Président.** - Leschten Diskussionsriedner fir haut de Moien ass den Här Robert Garcia. Den Här Garcia huet d'Wuert.

**M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit néng Joer huelen ech mer de Privileg, no deene globalen Ausféierunge vu mengem Fraktiounspräsident, och nach kuerz op zwee Secteuren anzegoen, meeschtens op d'Education an op d'Kultur. Dofir awer déi gutt Noriicht, ech schwätzen haut net iwwert d'PISA-Etüd an ech erklären lech dann och an zwou Argumentatiounen, firwat dass ech net iwwert d'PISA-Etüd schwätzen.

1. Well ech der Meenung sinn, dass d'PISA-Etüd mat ville Saachen ze dinn huet, mä net mat dem Budget, well wann een de Budget quantitativ kuckt an och d'Ventilatioun vum Budget, wou jo den Ordinär aus 85% vu Salairë besteet, mengen ech net, dass et haaptsächlech e budgetäre Grond gëtt, fir dass Lëtzebuerg esou schlecht bei der PISA-Etüd ofschneit.

Fir e bëssen dem Michel Sardou säi Sprooch „on n'a pas de pétrole, mais on a des idées“, misst een zu Lëtzebuerg soen „on a du pétrole“, deen een och nach méi bëlleeg wéi d'Nopere receléiert, „mais on n'a pas d'idées“. Ech mengen, dass éischter do d'Argumentatioun ze sichen ass, fir am Beräich vun der PISA-Etüd ze schaffen, wéi reng op Zuelen.

2. Ech wëll rappeléieren, nodeem ech mat Erstaune festgestallt hunn, wivill Leit dass hei op eemol de Lëtzebuurger Bildungssystem entdecken a wahrscheinlech am Laf vun der Debatt nach wäerten entdecken, dass mer de 14. a 15. November vum leschte Joer hei eng gréisser Debatt haten iwwert d'Perspektive vum Schoulsystem zu Lëtzebuerg. Dat hätt u sech sollten esouguer eng ganz Woch ginn.

Wat ass doraus ginn? Fënnf Interpellatiounen an engem Dag an een Débat d'orientation an engem Nomëtteg. Keng Fernsehkamera, déi deemools d'Debatte verfollegt huet. D'Madame Stein, als laangjäreg Presidentin vun der Schoulkommissioun, huet mer deemools gesot, dass de Fernsehen nach ni hei war, wann iwwert d'Schoul debattéiert gin ass, an dat ass och vläicht ee symptomatesche Grond, firwat dass am Schoulsystem verschidde profund Reformen net gemaach gi sinn, well nämlech déi gesellschaftlech Debatt gefeelt huet. Dofir ass eisen éischte Reflex gewiescht bei der Veröffentlichung vun der PISA-Etüd net fir Questions parlementaires, fir Interventiounen an Interpellatiounen ze maachen, mä mir hunn direkt moies en Débat d'orientation gefrot, deem et eis erlaabt mat alle konzernéierten Acteuren an der Kommissioun ze diskutéieren an dann à tête reposée déi Konklusiounen, déi ee kann aus der Etüd zéien, och ze zéien an déi, déi een net soll doraus zéien, ze vermeiden a sech net mat falsche Konklusiounen, déi een elo scho rechts a lénks liest, ze blaméieren.

Dat wéi gesot just zu der PISA-Etüd.

**M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.** - Dat wëlle mer jo awer och maachen, Här Garcia!

**M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).** - Mir hu jo an der Kommissioun festgehalen, dass mer géifen dee Wee aschloen an ech denken, dass dat och dee richtegen ass an dofir schwätzen ech haut net iwwer PISA, mä ech hoffen, dass mer awer innerhalb vun deenen nächste sechs Méint wierklech nach eng Kéier en profondeur inhaltlech doriwwer kënne schwätzen.

Deen zweete Beräich ass dee vun der Kultur an do muss ech mech wéi all Joer entschëllegen, dass ech lech aus Ulass vum Budget muss mat Zuele belästegen. Dat schéngt jo net esou üblech ze sinn am Kader vun de Budgetsdebatten, mä e Budget besteet nun eemol haaptsächlech aus Zuelen. Ech wollt eng Partie vun den Zuele vum Kulturbudget e bësse méi enger genauer Analys ënnerzéien. Ech wollt haaptsächlech dräi Mythen opwerfen, déi hei am Kader vum Kulturbudget zu Lëtzebuurger zirkuléieren.

Den éischte Mythos ass deem, dass de Kulturbudget géif kontinuierlech steigen.

Den zweete Mythos ass, d'Kulturförderung am Kader vum Kulturbudget géif haaptsächlech privaten Initiativen zegutt kommen, net der staatlecher Prestigepolitik.

Deen drëtte Mythos ass, an der Vergab vu Subsidien a Konventiounen géifen Dialog an Transparenz an dëser Regierung virherrschen.

Et rentéiert sech fir all Joer ëmmer datselwecht ze soen, well all Joer eigentlech ëmmer datselwecht ze soen ass a sech net vill ännert.

Den éischte Mythos ass deem, de Kulturbudget steigt kontinuierlech. Dat war viru kuerzem effektiv de Fall. Tëschent 1998 an 1999 ëm 27,5%, tëschent 1999 an 2000 ëm 13,7%. An der Period 2000/2001, fir d'éischte Kéier säit aacht Joer, ass de reguläre Kulturbudget ëm 0,25% erofgaangen a wann een de Gesamtbudget, nämlech den ordinär an den extraordinär, zesumme-rechent, ass en am leschte Joer ëm 8% zrëckgaangen.

An dësem Joer muss ee soen, wann een elo de Budget vun der Kultur als isoléiert betruecht vum Rescht, deem an deem Budgetposten ënner Recherche an Héichschoul fungéiert, ass en erëm eng Kéier ëm plus 9% am ordinäre Beräich gestiegen. Mir sinn also erëm eng Kéier op där Performance vum Joer 2000.

Wann een elo d'Ventilatioun vum Kulturbudget kuckt, ass et och ganz interessant. Dee bedréit jo dës Kéier am Ganzen 52,8 Milliounen Euro. Vun deenen 52,8 Milliounen Euro ginn 21,5 Milliounen un déi bestehend Instituts culturels. Wann een dann déi aner staatlech Institutiounen dobäi rechent, wéi den 100,7, de Musée d'Art moderne, deem et jo nach net gëtt, den OPL an de Centre de Rencontre Neumünster, deem et och nach net gëtt, da komme mer am Ganzen op 36 Milliounen Euro vun 52,8. Dat heescht, 70% vum Kulturbudget fléissen a staatlech Institutiounen.

A wann een da kuckt wat an dee berühmte privaten an associative Secteur fléisst, da kënnt ee bei de Konventiounen fir d'Associatiounen, déi an de leschte Joren ëmmer gestiege sinn, dëst Joer op e Betrag vun 2,32 Milliounen Euro, d'lescht Joer waren dat 2,5 Milliounen Euro. Dozou kommen nach Peanuts dobäi vu Presse culturelle, Subside littéraire, Production littéraire, Bourse pour artiste indépendant vu 0,16 Milliounen Euro an de Congé culturel, deem ëmmer sou an d'Fënster gestallt gëtt, mat nëmmen 0,01 Milliounen Euro.

Wann een elo nach déi Sue fir aner staatlech Aktivitéiten ofrechent, wéi déi am Kader vun der UNESCO, den Echangé mat anere Länner an dem parastaatlechen a Gemengesector, da kënnt een op e Gesamtvolumen vun ongeféier 5 Milliounen Euro, déi un de sougenannten associativen a private Secteur ginn. Dat representéiert dëst Joer nach manner wéi d'lescht Joer, nämlech 10% vum Budget. Wann een dann d'Saach nach méi streng hält an nëmmen den associativen, kulturelle Secteur kuckt, da ware mer do d'lescht Joer bei 8,8% vum Budget an dëst Joer si mer da bei 6,9% vum Budget gelangt.

Tatsaach ass also, dass 90% vun de Sue vum Kulturbudget an den öffentliche Secteur fléissen, an dass dat d'lescht Joer nach 88,4% waren. Déi Tendenz wäert sech an den nächste fënnef Joren nach verstärken. Wann een eng virsichteg Projektioun an d'Joer 2005 mécht - eng Projektioun, déi ech d'lescht Joer scho gemaach hunn, awer déi et wäert ass widderholl ze ginn -, da wäerten zu de 36 Milliounen Euro, déi am Moment an d'Kulturinstituter vum Stat fléissen, an deenen nächste Joer nach eng Hellewull dobäikommen: d'Sport- a Kulturhal mat 5 Milliounen Euro Funktiounskäschten; d'Concertshal fir klassesch Musek 8 Milliounen; de Pei-Musée och mat ongeféier 8 Milliounen; de Musée Neimünster mat 8 Milliounen; dem Musée de la Forteresse hat ech d'lescht Joer 2 Milliounen Euro zougestan - dat wäert och net méi sinn -; d'Rockhal wäert sech mat enger Millioun zefridde musse ginn; an dann nach d'Aktivitéiten op Belval mat schätzungsweis 6 Milliounen Euro, da kéim ech zesummen op 74 Milliounen Euro, déi am Joer 2005 géifen an de staatleche Kultursecteur fléissen.

Wann een elo géif supposéieren, dass déi Suen, déi un de privaten an associative Secteur ginn, konstant bleiwen, wéi et an de leschten zwéi Joer de Fall war, da wäere mer bei deene 94,3 Milliounen am Joer 2005, dat heescht engem Prozentsaz vu 4,2% ugelaangt, déi nach an den associative Secteur géife fléissen. Ech hat dat d'lescht Joer verglach mat enger Kim-II-Sung-Politik, wéi an Nord-Korea, wou effektiv de Prestige vum Stat am Vierdergrond vun den Efforte steet. Datselwecht, wat ech och d'lescht Joer scho gesot hat vum Mythos vun der Transparenz vun all deene Subsidien a Konventiounen, déi un den associative Secteur ginn, géllt och dëst Joer. Et muss een net nëmme betruechten, wéi vill Suen do ausgeschott ginn, mä och wien déi Sue kritt. Ech hunn nach all Joer mussen nofroen.

Wann een de Budgetsposten vun 2,3 oder vun 3 Milliounen Euro gesäit, da freet ee sech: Wie kritt alleguer déi Suen a wie kritt se net? An och dëst Joer hunn ech bei der Sitzung vun der Kulturkommissioun vum 6. November der Madame Ministerin d'Fro gestallt, ob mer net nieft dem Rapport d'activité moral och e Rapport d'activité financier vun all deenen Institutiounen, déi sou e bëssen an deem parastaatleche Beräich funktionéieren, kéinte kréien, fir gewuer ze ginn, wie vun deene Sue bénéficiéiert. D'Ministerin hat mer deemools gesot, dass mer dee Rapport och kréichen, awer ech hunn haut, den 12. Dezember, also bal 5 bis 6 Wochen dono, nach näischt dovunner gesinn.

Ech muss soen, dass ech frou wär, wann dat, wou ech schonn neng Joer ëmmer erëm nofroen, en Automatismus géif ginn an een net nëmme e Bilan vun de Konte vun deene richtege staatlechen Instituter, mä och vun deenen neien Institutiounen, déi entweder als Fondatiounen oder als Etablissements publics sou e

bësse ronderëm de staatleche Geldbeidel operéieren. Wann een also elo den Detail géif kucken, da wéisst een, dass vun deene Subsidien a Konventiounen eng hellewull vun Associatiounen nëmme 100, 200 oder 300.000 Frang kréien, an dass anerer, an zwar ëmmer aus de selwechte Beräicher, iwwer Nuecht mat enger Manna vu bis zu enger Millioun Euro begléckt ginn. Mir hu scho säit Jore gebetsmühlenarteg widderholl, dass et endlech zu enger sënnvoller Ventilatioun vun den eenzelen Domänen wéi och Organisatiounen, Associatiounen an Instituter misst kommen. An dofir wëll ech haut erëm eng Kéier eng Motioun déposéieren, déi d'Regierung dozou opfuerdert, endlech an der Post-Dysfonctionnementszäit zu kloren Kritären vu Konventionnement a Subsidiepolitik ze kommen.

## Motion 2

### *La Chambre des Députés*

- *consciente de la nécessité d'un soutien continu d'initiatives privées dans le domaine socio-culturel;*

- *saluant l'augmentation considérable depuis 1995 des crédits budgétaires consacrés aux subventions et aux conventions en faveur des associations socio-culturelles;*

- *inquiète face à l'attitude réticente du Gouvernement de s'engager dans de nouvelles conventions entre le Ministère de la culture et des associations socio-culturelles;*

- *soucieuse de voir se renforcer des structures de coordination et de gestion d'initiatives dans le domaine socio-culturel visant à encadrer le travail bénévole par une gestion professionnelle minimale;*

- *consciente du fait que toutes les demandes de financement ne pourront être satisfaites dans le cadre des crédits budgétaires et qu'il échoit de faire un choix qui devrait être un reflèt aussi représentatif que possible de l'échiquier associatif socio-culturel;*

- *considérant la détermination du Gouvernement à intégrer la refonte de la loi sur le Fonds culturel national dans le contexte d'une réorientation plus globale du système de (co)financement public des activités associatives socio-culturelles;*

*invite le Gouvernement*

- *à présenter dans les meilleurs délais les résultats des travaux entrepris dans le cadre de l'évaluation du système de financement et de conventionnement dans le secteur socio-culturel à la commission de la culture du Parlement;*

- *à élaborer un dispositif global de (co)financement public des activités associatives socio-culturelles (subsidies, conventions, cofinancements, etc.) permettant une ventilation optimale sur les différents domaines et une meilleure transparence;*

- à soumettre dans les meilleurs délais ces propositions à la Commission de la culture de la Chambre.

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagoner.

Ech wëll an engem leschte Punkt eppes uschwätzen, wat op den éischte Bléck vläicht delikat kéint sinn: Ech schwätzen hei exemplaresch vun enger Institutioun, wou ech selwer am Verwaltungsrot sinn. Et sinn awer och nach aner Deputéierten aus anere Parteien, déi och hei present sinn, an deem Verwaltungsrot, ouni dass do awer iergendwellech Interessen am Spill wäeren, et sief dann, dass se duerch eng Verbesserung vun den Institutiounsstrukturen nach méi bénévolé Aarbecht kréichen.

Ech wëll dat Beispill huelen, fir ze weisen, dass et am Joer vum Bénévolat wichteg misst sinn, sech ze iwwerleeën, wéi een de Bénévolat duerch eng staatlech Förderpolitik encadréiert. Mäi Beispill ass, genau sou wéi d'lescht Joer, de Centre de Documentation des Migrations humaines zu Diddeleng, wou eng Aarbecht geleescht gëtt zu enger Problematik, vun där ech mengen, dass se zu Lëtzebuerg, och am Hibleck op déi 700.000 Awunner, an deenen nächste Jorzéngte vu grousser Wichtigkeet bleift.

De Centre, dee sech mat der Recherche vun den historieschen Ursachen an de Konsequenze vun der Migratioun befaasst, ass zwar opgebaut gi mat Sue vun der Gemeng a vum Stat, awer en huet am Moment keng Permanence, dat heescht, dass Leit, déi an dee Musée era wëlle kommen, vu Bénévolen, déi sech souguer an der Woch fräi huelen, a sech nach de Schlëssel musse siche goen, duerch de Musée gelotst ginn. Et gëtt kee Sekretariat a keng Koordinatioun. D'Bénévolé ginn ëmmer erëm vun anere Bénévolen dozou agelueden, mol erëm eppes ze maachen. D'Konsequenz vun där Situatioun ass, dass d'Aarbecht vun de Bénévolé sou lues un hir Limité kënnt, an dass och eng gewësse Flemm ufänkt sech bei de Leit breet ze maachen. Et ass elo net esou, dass esou Institutiounen Montante wéi de Musée oder aner Institutiounen wëlte kréien a si wëllen deenen Institutiounen och näischt streideg maachen.

Et ass evident, dass e Musée d'Art moderne, onofhängeg vun der Fro wou en installéiert ass, einfach en immens grouss Budget brauch, an dat gënnt och jiddferen deem Musée oder enger anerer Institutioun, wéi zum Beispill enger Concertshal. Awer hei geet et ëm Peanuts. Ech muss och hei positiv ervirhiewen, dass d'Madame Ministerin positiv op eng Demande reagéiert huet. Ech mengen de Centre kritt eng Zomm vun 20.000 Euro mat där en eng hallef Permanence finanzéiere kann. Dat ass ganz fein, awer anerersäits muss ee soen, dass et trotzdeem och gewësse Relatiounen gëtt.

Ech hunn zum Beispill hei de Budget amendé gekuckt an do e puer sou kleng Posten erausgeholl, déi mer ganz

lëschtég erschéngen. Do fënnt een zum Beispill e Posten, deem nei dobäi komm ass: Travaux de préfiguration fir e Consultant vun der Salle de concert um Kierchbiérg. Do ginn Travaux de préfiguration gemaach, an do gëtt et da 545.000 Euro, dat sinn 2,2 Milliounen Lëtzebuurger Frang. An da gëtt och nach eng première tranche bezuelt fir eng Oeuvre musicale, déi bei der Aweigung vun där Concertshal virgestallt gëtt, eng Tranche vu 37.500 Euro, dat sinn 1,5 Milliounen Lëtzebuurger Frang.

An da fannen ech och nach an deem amendéierte Budget e Posten, wou de Lëtzebuurger Stat eng Chaire universitaire fir e Professer Pierre Werner - déi ass net fir de Pierre Werner, se heescht nëmmen esou - iwwert d'europäesch Integratioun am Kader vum Institut vu Florenz finanzéiert, mat där interessanter Zomm vun 355.000 Euro, a vun deene verdéngt de Professer am Joer 185.000 Euro, dat si bekanntlech ongeféier 7 Milliounen Lëtzebuurger Frang. Dat heescht, e verdéngt 600.000 Frang de Mount. Ech vergonnen deem Mann dat, ech wëll just déi Relatioun ervirhiewen: Do kämpft een hei jorelaang op der Tribün oder anerwärts fir do 20.000 Euro an do e puer Peanuts ze kréien, an hei gesäit een dann op eemol esou Montanten, déi awer zimlech Pavé sinn an déi awer anscheinend iwwerhaupt kengem Schwieeregkeete maachen, duerch d'Hannerdier era kommen.

Dat ass et, wat ech soe wollt, fir e gewësse Missmut am associative Secteur ze dokumentéieren.

### (Interruption)

Dat huet näischt mat Pisa ze doen. Ech wëll just soen, dass et extrem wichteg ass, dass mir de Bénévolat an den nächste Jorzéngten net nëmmen am sozialen, mä och am kulturelle Secteur erhalen. A wann dee Bénévolat erhale soll ginn, da muss et Strukture ginn, fir et dem Bénévolat ze erméiglechen, an engem Kader ze schaffen, wou déi Bénévolen hir Fräizäit net mat Heeschegoen oder Bréiwerpechen asw. verdinn, mä sech mat enger inhaltlecher Auseransetzung, mat enger Thematik befaassen. Dozou gehéiert och, dass de Stat seng Responsabilitéit hält an amplaz vun net vill méi wéi 4% vu sengem Budget e bësse méi ausgëtt, fir dass déi bénévolé Strukturen duerch en efficace professionellen Encadrement gefördert kënne ginn.

Ech wëll zum Schluss nach eng Motioun déposéieren, déi am Kontext vun dem Centre de Documentation sur les Migrations humaines, deem ech hei zitéiert hunn, net méi Sue freet - dat hu mer nämlech schonn esou lues opginn -, mä einfach freet, dass een emol déi Problematik vun der Migratioun an hirer juste valeur erkennt an dann dat Ugebuet eescht hält, dat scho gemaach a vun der Madame Ministerin - mengen ech - positiv opgeholl ginn ass, an dat dora besteet, mat de Concernéierten um Terrain ze kucken, wéi ee fir en Institut, dat weider op Bénévolat bestoe bleiwe wëll, e



Kader kreéiere kann, deen et him erlaabt, effizient mat dem Bénévolat weiderzeschaffen. Dat ass nämlech eng schwiereg Fro.

Wann een nämlech en Etablissement public dorausser mécht, dann ass et eng parastaatlech Verwaltung, wou professionell Leit schaffen. Wat mir wëllen, ass awer, dass déi professionell Leit nëmmen en Encadrement schafen an net d'Aarbecht vun de Bénévolen onnëtz maachen, sou dass een zum Schluss guer keng Bénévolë méi huet. An do ass et menger Meenung no och erfuerderlech, dass de Stat e bësse Fantasie mat spille léisst, fir ze kucken, wéi eng Form vu Gesellschaft, A.s.b.l. oder Fondatioun ee maache kann, fir e sënnavolle Kader ze schafen, ouni dass awer déi Institutioun an eng reng staatlech Verwaltung ausaart.

Dofir hunn ech déi Motioun hei ausgeschafft an ech si frou, dass ech Ënnerschrëfte vu Verrieder vun alle Parteie kritt hunn, sou dass mer an déi richteg Richtung goe kënnen an op där positiver Nout wëll ech da meng Ried fir dëst Joer bënnen an der Hoffnung, dass keen Ulass besteet, fir se d'nächst Joer ze widderhuelen. Ech soen lech merci.

### Motion 3

*La Chambre des Députés*

- *saluant l'initiative du Gouvernement de conférer aux nouvelles institutions culturelles publiques le statut d'établissements publics dotés de ressources humaines et financières suffisantes pour assurer leurs activités;*

- *restant toutefois inquiète sur le manque de moyens financiers dont souffrent certaines institutions culturelles comparables sous gestion associative;*

- *considérant l'expérience fructueuse de l'initiative du „Centre de documentation sur les migrations humaines“ à Dudelange, offrant depuis cinq ans un riche éventail de manifestations et un service de documentation, ceci essentiellement sur base de bénévolat;*

- *considérant que les discussions au sein de la Commission migrations du Parlement montrent que les phénomènes migratoires dans notre pays restent d'une importance cruciale pour la société luxembourgeoise et devront reposer sur des bases historiques sérieuses permettant de placer une politique d'immigration future sur une continuité logique;*

- *saluant l'augmentation des crédits dans le budget amendé de 20.000 EUR qui permettront une première embauche de personnel à raison d'une demi-tâche;*

- *notant toutefois qu'après cinq ans le centre ne dispose pas des ressources financières suffisantes pour permettre une coordination professionnelle suffisante des activités scientifiques et bénévoles et une permanence d'accueil minimale du centre de documentation;*

*invite le Gouvernement*

- *à reconnaître la vocation nationale et interrégionale du „Centre de documentation sur les migrations humaines“ comme institution culturelle nationale de grande importance;*

- *à élaborer, en concertation avec les responsables du Centre, une formule institutionnelle permettant de combiner un fonctionnement efficace, à la hauteur des missions de recherche et d'information, avec l'implication optimale d'une structure de gestion essentiellement à base de bénévolat.*

(s.) Robert Garcia, Aloyse Bisdorff, Mars Di Bartolomeo, Gast Gibéryen, Marcel Glesener, Gusty Graas.

**M. le Président .-** Domat wäre mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg um 14.30 Auer. D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 12.27 heures)**